

INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES

**ANNUAIRE
DES ÉTUDES DOCTORALES
ET DE LA RECHERCHE**

Formation doctorale

et

Doctorat

Sciences sociales : études européennes

Équipe d'accueil

(EA 4009)

**Centre d'études
des mutations en Europe
(CEME)**

2007-2008

Cet annuaire a été rédigé par :

Mireille Azzoug

avec la collaboration de :

Bernard Cassen

et, pour les groupes de recherche thématiques, de :

Anne-Marie Autissier, Alain Bertho, Pascal Boniface, Pierre Cours-Salies, Philip Golub, Bernard Maris et Renaud Zup-pinger

Composition :

Mireille Azzoug

Directrice de la publication :

Mireille Azzoug

Impression :

Espace Plan Technocopie

5-7, rue Houdart - BP 23

95700 Roissy-en-France

© *Le Fil d'Ariane*,

Institut d'études européennes

N° ISSN : 1241-7084

Dépôt légal : 4e trimestre 2007

Une partie des enseignements assurés par l'Institut d'études européennes, dont plusieurs séminaires du DEA, ont bénéficié de crédits de la chaire européenne Jean-Monnet de science politique attribuée à Bernard Cassen pour trois ans (1992-1994).

Par ailleurs, deux des séminaires offerts ont été mis en place dans le cadre de modules SOCRATES : «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne» (module pilote coordonné par Mireille Azzoug et Francine Demichel) et «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne» (module coordonné par Jean-Claude Boyer et, actuellement, par Laurent Carroué).

TABLE DES MATIÈRES

Index alphabétique	p 4
L'IEE en bref : présentation de l'Institut	p 6
I - Présentation de la formation doctorale	
«La formation doctorale de l'IEE : au carrefour des disciplines et des débats de société»	p 8
Informations administratives	p 10
Masters et doctorat : domaines de recherche et directeur-trice-s de recherche	p 12
Disciplines dans lesquelles est délivré le doctorat	p 15
Conditions d'accès et inscriptions	p 17
Délivrance des diplômes et débouchés	p 19
II - Les équipes de recherche	
Le Centre d'études des mutations en Europe (CEME)	p 23
Problématique générale	p 25
Collaborations et coopérations internationales	p 26
Groupe 1 : La construction européenne : politiques économiques, et sociales (CEPES)	p 29
Groupe 2 : Statut juridique des femmes dans l'Union européenne (SJFE)	p 35
Groupe 3 : Politiques, représentations, identités culturelles en Europe (PRICE)	p 40
Groupe 4 : Villes et mondialisation : anthropologie politique et urbaine (VIMAPU)	p 47
Groupe 5 : Relations internationales et économie politique internationale (RIEPI)	p 55
Les doctorats soutenus au sein du CEME	p 60
Les publications des chercheurs du CEME	p 63
III - Les colloques organisés par le CEME et l'IEE	p 101
IV - La thèse de doctorat	
La thèse de doctorat	p 113
Conseils pour la rédaction du mémoire	p 117
Normes bibliographiques	p 121
V - Bourses et allocations doctorales	p 125
VI Sources documentaires et publications	
Les bibliothèques	p 130
Recherche documentaire sur Internet	p 133
Les revues de l'IEE	p 138
VII - Annexes	
Textes officiels régissant les études doctorales	p 142
Le site Internet de l'IEE	p 151

INDEX ALPHABÉTIQUE

Admission	p 17
Bibliographies : normes de présentation	p 121
Bibliothèques	p 130
Bourses et allocations de recherche	p 125
CIFRE (conventions)	p 126
CEME	p12/24
CNU	p 15
Codirection de thèse	p 15
Colloques et tables rondes organisés par l'IEE et le CEME	p 103
Conditions d'accès	p 17
Conseils pour la rédaction du mémoire de doctorat	p 117
Cotutelle de thèse	p 16
Cotutelle de thèse :texte officiel	p 147
<i>Culture Europe</i>	p 139
Débouchés du doctorat	p 20
Délivrance des diplômes	p 19
Dérogation (doctorat : texte officiel, art. 20)	p 143
Directeur-trice-s de recherche	p 13
Disciplines et secteurs disciplinaires du doctorat	p 15
Doctorats soutenus au sein du CEME	p 60
Domaines de recherche	p 12
Durée des études	p 19
<i>Le Fil d'Ariane</i>	p 138
Information des étudiant-e-s	p 18
Initiation à la recherche	p 21
Initiation aux disciplines	p 21
Inscription pédagogique	p 17
Inscription administrative	p 18
Insertion dans les équipes de recherche	p 24
Interdisciplinarité	p 20
Interruption d'études	p 20
Mémoire (thèse) de doctorat	p 114
Mentions attribuées pour la soutenance	p 19

Méthodologie de la recherche : séminaires	p 21
Publications des chercheurs du CEME	p 63
Rapports de soutenance	p 19
Rapporteurs	p 19
Reconduction, réinscription	p 19
Séminaires de recherche	p 21
Sources documentaires sur Internet	p 133
Soutenance doctorat	p 19
Stages : conventions	p 21
Textes officiels régissant les études doctorales	p 142

L'IEE EN BREF

UFR à statut dérogatoire (article 33 de la loi du 26 janvier 1984) créée par décret le 23 mars 1992, l'Institut d'études européennes (IEE) est dirigé par un conseil d'administration (présidé par Edith Cresson) et par une directrice. Il a été parrainé, lors de sa création, par un comité d'une cinquantaine de personnalités, françaises et européennes.

L'IEE rassemble plus d'une cinquantaine d'enseignant-e-s : titulaires ou associé-e-s, intervenant-e-s professionnels, et accueille conférencier-e-s – français ou étrangers –, universitaires et personnalités scientifiques et culturelles.

Au coeur de réseaux européens et internationaux

L'IEE dispose d'une chaire européenne Jean-Monnet en science politique : «Les enjeux politiques et économiques de l'intégration européenne», de deux modules européens : «Les 'petits' États et l'intégration européenne» et «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne», ainsi que d'un module pilote : «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», et collabore, dans ce cadre, avec une dizaine d'universités européennes. Il est également lié par des accords de coopération avec une quinzaine d'autres universités en Europe et dans le monde. L'IEE entretient, en outre, des partenariats avec un ensemble d'institutions et d'entreprises du monde de la culture et des arts, du commerce international... qui accueillent ses étudiant-e-s en stage.

Des formations novatrices et professionnalisantes

L'IEE accueille plus de 500 étudiant-e-s par an, sélectionnés parmi plusieurs milliers de candidat-e-s. Outre la formation doctorale, il assure un master : *Études européennes et internationales* offrant une dizaine d'options – de recherche et professionnelles – réparties au sein de quatre spécialités : *La construction européenne, Politiques et gestion de la culture en Europe, Villes et nouveaux espaces européens de gouvernance, Commerce et échanges internationaux*, une licence professionnelle : *Commerce : adjoint de responsable export*, ainsi qu'un diplôme d'université : *Études européennes* offrant trois options : gestion culturelle, gestion de la ville et Pays d'Europe centrale et de l'Est.

Une réflexion en prise sur les enjeux contemporains

L'IEE est le centre d'une vie intellectuelle active. Il organise de nombreux colloques et débats, seul ou en collaboration avec des partenaires (de l'Université ou extérieurs) parmi lesquels *Le Monde diplomatique*. Il dispose d'une publication, *Le Fil d'Ariane*, qui édite des numéros consacrés aux recherches et aux actes des colloques organisés par l'IEE.

Informations complémentaires : Site Internet de l'IEE, cf page 145.

PREMIÈRE PARTIE

**PRÉSENTATION
DE LA
FORMATION DOCTORALE**

La construction européenne

Doctorat

Sciences sociales : études européennes

MASTERS recherche

Études européennes et internationales

Au carrefour des disciplines et des débats de société

La formation doctorale de l'IEE : «Études européennes : sciences sociales» porte sur la construction européenne et ses enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels ainsi que sur les mutations en Europe, les rapports entre l'Europe et le monde et la mondialisation. Elle fait partie de l'École doctorale de sciences sociales (ED 401).

Elle a pour objectif d'identifier plus précisément les problématiques et les axes de réflexion les plus saillants liés à la construction de l'Europe prise au sens large, qu'il s'agisse des pays membres de l'Union ou candidats à l'adhésion, ou encore des ensembles géopolitiques ou économiques interférant avec l'Union. Les principaux enjeux évoqués, qui s'inscrivent dans les grands débats de société et de civilisation actuels, exigent une approche pluridisciplinaire et comparative.

Le doctorat est dirigé par Bernard Maris (directeur), économiste, professeur à l'IEE. Il succède à Bernard Cassen et Jean-Claude Boyer, qui l'ont successivement dirigée de sa création en 1990 jusqu'en 2000 et Pierre Cours-Salies, de 2003 à 2006.

Une équipe d'accueil (reconnue par le MEN : EA 4009) constituée de cinq groupes de recherche thématiques, encadre les étudiant-e-s et chercheur-euse-s de l'IEE : le Centre d'études des mutations en Europe (coordonné par Bernard Maris, directeur, et Mireille Azzoug, directrice adjointe). Le CEME fonctionne en étroite synergie avec les programmes européens Jean-Monnet et SOCRATES de l'IEE, notamment ceux qui intègrent des échanges d'enseignants-chercheurs et de doctorants, et relaie les différentes problématiques étudiées dans les cursus de ses formations de master, qui associent étroitement enseignement et recherche.

Ainsi, le groupe de recherche sur le statut juridique des femmes dans l'Union européenne (SJFE) situe ses travaux dans le prolongement de ceux du module pilote SOCRATES du même nom ; il entretient aussi des collaborations avec d'autres centres de recherche sur le genre, en France et en Europe, des institutions et associations, notamment locales. De même, le nouveau groupe créé en 2005, «Villes et mondialisation : anthropologie politique et urbaine»

(VIMAPU) travaille en étroite association avec les professionnels chargés des politiques sociales dans les collectivités locales, et notamment du département de la Seine-Saint-Denis. Le groupe de recherche Politiques, représentations, identités culturelles en Europe (PRICE) développe des thématiques liées aux formations de gestion culturelle de l'IEE (master spécialité : «Politiques et gestion de la culture en Europe»). Celui sur la Construction européenne : politiques économiques et sociales (CEPES), centré sur l'analyse des politiques sociales et des politiques publiques en Europe, approfondit l'analyse des problématiques majeures de la construction européenne et de ses politiques d'intégration économique – avec leurs conséquences sociales et politiques, notamment sur le rôle des États, la place du secteur public et le fonctionnement de la démocratie, – dans le contexte des mutations qu'engendrent la mondialisation et le libéralisme économique dans l'ensemble des sociétés de la planète. Le groupe Relations internationales et économie politique internationale (RIEPI) mène un travail d'analyse et de réflexion sur les stratégies géopolitiques mondiales, les rapports entre les grands blocs économiques et politiques entre eux et avec l'Union européenne, et les effets de la mondialisation sur la gouvernance locale, européenne et mondiale.

Les recherches menées et les analyses développées ont ainsi non seulement pour but de contribuer à la recherche fondamentale mais aussi de s'inscrire dans le débat public et la réflexion sur les pratiques sociales. Dans leur majorité, les étudiant-e-s de l'IEE ne se destinent pas à devenir des enseignant-e-s-chercheur-euse-s, mais des acteurs sociaux et économiques. Il s'agit pour eux d'injecter des pratiques de recherche dans les secteurs socioéconomiques affectés par la construction européenne et, plus largement, par les évolutions liées à la mondialisation, tant pour répondre aux besoins de qualification requis pour des emplois – notamment les nouveaux métiers – que pour contribuer à une formation des citoyen-ne-s européens. C'est donc à une nouvelle conception de la recherche, articulant démarche scientifique, vocation citoyenne et professionnalisation, qu'invitent l'IEE, son doctorat et ses masters, sans rien sacrifier des exigences de rigueur et d'indépendance qui doivent présider à toute démarche de recherche. C'est cette approche qui fait peut-être l'originalité et le succès de ces formations.

Mireille Azzoug

Directrice de l'Institut d'études européennes

INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

L'**Institut d'études européennes** (IEE) est situé au deuxième étage du bâtiment A, salles 241 à 249. (Code de gestion pédagogique : B5).

Le **secrétariat, salle A 246**, accueille les étudiant-e-s et les enseignant-e-s, du lundi au vendredi, aux horaires affichés. La coordination administrative de l'IEE est assurée par Catherine Husson.

CALENDRIER

Les cours se déroulent de la deuxième semaine d'octobre à la troisième semaine de juin

L'année universitaire est divisée en deux semestres de 15 semaines chacun :

- **premier semestre** : jusqu'à la première semaine de février.
- **deuxième semestre** : du début mars à la troisième semaine de juin.

Les cours sont interrompus :

- durant les **vacances de Noël**
- durant les **vacances de printemps**
- durant l'**intersemestre** : trois semaines en février

Un calendrier précis est fourni au début de l'année universitaire

L'INFORMATION

Pour informer les étudiant-e-s, l'IEE met à leur disposition :

- **le site Internet** du Centre d'études des mutations en Europe (CEME) : <http://ceme.univ-paris8.fr> et le site Internet de l'IEE : <http://iee.univ-paris8.fr> (relié au site général de l'Université : <http://www.univ-paris8.fr>) ;
- **des plaquettes et brochures**, disponibles au secrétariat, notamment l'*Annuaire des enseignements* de l'IEE ;
- **un dispositif de communication** ;
- plusieurs lignes d'accès au secrétariat : 01 49 40 65 92 ou 93.
Masters et doctorat : 01 49 40 65 92 et 01 49 40 66 86

- un répondeur : 01 49 40 66 86, qui diffuse les informations générales ;
- un fax : 01 49 40 65 94 ;
- une adresse électronique sur Internet : **iee3c@univ-paris8.fr** ;
- un panneau d'affichage électronique, situé près du secrétariat, qui diffuse les informations urgentes et/ou importantes ;
- **des permanences pédagogiques**
Les enseignant-e-s et directeur-trice-s de recherche reçoivent les étudiant-e-s, à leurs horaires de permanence, sur rendez-vous, dans les bureaux A 249 ou A 244. Le directeur de la formation doctorale reçoit les étudiant-e-s sur rendez-vous pris auprès du secrétariat du doctorat.

LES LOCAUX

L'IEE met à la disposition des étudiant-e-s :

- une salle informatique, accessible en libre service : dix-huit postes de travail connectés au réseau Internet, deux imprimantes laser à carte (coût de la carte : 5 euros pour 100 copies, 10 euros pour 300 copies). Des ordinateurs reliés à Internet sont également disponibles à la bibliothèque de l'Université ainsi qu'au service de la recherche;

LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

L'Université dispose d'une très belle bibliothèque.

Adresse Internet : **<http://www-bu.univ-paris8.fr>**

Accès et horaires d'ouverture : voir page 130

NB : Les informations générales concernant l'Université se trouvent dans le *Guide de l'étudiant*, remis lors de l'inscription administrative et sur le site Internet de l'Université.

LE DOCTORAT

Sciences sociales : études européennes

est rattaché à l'École doctorale de sciences sociales (ED 401)
(Directeur : Alain Bertho, professeur à l'IEE, anthropologie)

Responsable de la formation

Directeur : **Bernard Maris**
professeur à l'IEE (économiste)

DOMAINES DE RECHERCHE

Recherches historiques et actuelles dans les domaines suivants : Institutions et politiques communautaires, gouvernance ; politiques sociales et publiques ; politiques de l'emploi ; genre ; mouvements sociaux et altermondialistes ; villes et coopérations décentralisées ; enjeux stratégiques internationaux ; rapports avec les grands blocs mondiaux ; analyse du discours économique ; représentations et identités culturelles, politiques culturelles ; mutations des territoires et sociétés.

Les thèmes de recherche doivent avoir une dimension dépassant un cadre national donné, même s'ils font une place privilégiée à la situation d'un pays particulier. Les thèmes prioritaires de direction de recherche de chaque directeur sont précisés dans la liste qui suit (pages 13 et suivantes)

LES ÉQUIPES DE RECHERCHE

La formation doctorale s'appuie sur un ensemble de cinq groupes de recherche thématiques, rassemblés au sein du **Centre d'études des mutations en Europe** ou **CEME**. Le CEME est l'équipe d'accueil (EA 4009), reconnue par le ministère, qui encadre les chercheur-euse-s, doctorant-e-s et étudiant-e-s du doctorat. Chacun des groupes de recherche thématiques est dirigé par un-e enseignant-e ou directeur-trice de recherche de l'IEE. Le CEME est coordonné par Bernard Maris, directeur de la formation doctorale, et Mireille Azzoug, directrice de l'IEE.

La composition, les orientations et programmes de travail des groupes du CEME ainsi que les modalités d'association des étudiant-e-s à leurs travaux sont exposés en détail *Partie II*, pages 29 et suivantes.

LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DE RECHERCHE

L'équipe des directeur-trice-s de recherche est composée d'enseignant-e-s – titulaires à l'IEE, à Paris 8 ou dans d'autres universités – d'origines disciplinaires très variées, partageant un même souci de prise en compte de la dimension européenne dans leur démarche scientifique. Les thèmes prioritaires sur lesquels ils dirigent des recherches dans la formation doctorale sont indiqués entre parenthèses dans la liste ci-dessous lorsqu'ils ont été précisés.

Les étudiant-e-s sont invités à ne pas limiter à leur seul directeur-trice de recherche la demande de conseils et d'avis, afin de bénéficier de la diversité des compétences des enseignant-e-s assurant l'encadrement du doctorat.

- **Pierre Béhar** : professeur, littérature et civilisation allemandes, Université de la Sarre (*Allemagne, Europe centrale et orientale, Balkans : géopolitique, histoire, culture ; construction européenne : élargissements à l'Est, politique européenne de sécurité commune*)
- **Alain Bertho** : professeur, anthropologie, IEE (*villes et mondialisation, sociologie urbaine, politiques sociales, gouvernance*)
- **Pascal Boniface** : maître de conférences, science politique, IEE, directeur de l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) (*relations internationales, géopolitique stratégique*)
- **Gérard Bossuat** : professeur, histoire, Université de Cergy-Pontoise, chaire européenne Jean-Monnet en «histoire de la culture» (*histoire de la construction européenne, histoire culturelle*)
- **Noëlle Burgi** : chargée de recherches au CNRS, docteure d'État en science politique, rattachée au Centre d'études politiques de la Sorbonne (*politiques sociales, politiques du travail*)
- **Bernard Cassen** : professeur émérite, civilisation anglo-saxonne, IEE, chaire européenne Jean-Monnet en science politique (*construction européenne, politiques publiques, mondialisation*)
- **Pierre Cours-Salies** : professeur, sociologie, science politique, IEE (*sociologie politique, politiques sociales, mouvements sociaux, représentation politique*)
- **Jean-Louis Fournel** : professeur, civilisation italienne, Paris 8 (*histoire des idées, histoire de la civilisation italienne*)
- **Jacques-Pierre Gougeon** : professeur, Université de Franche-Comté, politologue, germaniste (*relations franco-allemandes*)

- **Sylvain Lazarus** : professeur, anthropologie, Paris 8 (*anthropologie politique et urbaine, anthropologie culturelle*)
- **Barbar Loyer** : professeur, géographie, Institut français de géopolitique, IEE (régionalismes, politiques régionales Europe du Sud)
- **Bernard Maris** : professeur, économie, IEE (*rhétorique du discours économique, politiques économiques, développement durable*)
- **Kélifa Messamah** : maître de conférences, économie, Paris 8 (*rappports euroméditerranéens, mondialisation*)
- **Catherine Samary** : maître de conférences, docteur d'État, économie, Paris-Dauphine, Institut de recherche interdisciplinaire en socioéconomie IRIS/CNRS–Dauphine (*pays d'Europe centrale, Balkans, transition, élargissements de l'UE, pacte de stabilité, sécurité, nationalismes*)
- **Sylviane Toporkoff** : maître de conférences, docteur d'État, économie, IEE (*nouvelles technologies de l'information et de la communication, nouvelle économie, intégration économique européenne*)
- **Constantin Vergopoulos** : professeur, économie, Paris 8 (*intégration économique, Europe méditerranéenne, rapports euro-méditerranéens*)
- **Renaud Zuppinger** : professeur, civilisation et littérature anglo-saxonnes, IEE (*sémiologie, mythes et représentations, histoire des idées*)

Co-dirigent les masters recherche et les thèses :

- **Gilbert Achcar** : maître de conférences, science politique, Paris 8, (*relations internationales*)
- **Mireille Azzoug** : maître de conférences, civilisation et littérature anglo-saxonnes, IEE (*citoyenneté et identité européennes, statut juridique des femmes : représentations, égalité des chances, lutte contre les violences, femmes et mondialisation*)
- **Anne-Marie Autissier** : maître de conférences, sociologie de la culture, IEE (*politiques culturelles, coopération culturelle multilatérale*)
- **Corinne Gobin** : chercheuse qualifiée, sociologie, Université libre de Bruxelles, Fonds national de la recherche scientifique (*sociologie des mouvements sociaux*)
- **Philip Golub** : professeur associé, IEE, politologie (*relations internationales, États-Unis, Asie*)
- **Jacques Nikonoff** : professeur associé, science politique, IEE (*politiques économiques et sociales, politiques publiques*)

DISCIPLINES DANS LESQUELLES EST DÉLIVRÉ LE DOCTORAT

Le doctorat est délivré avec indication «d'une spécialité ou discipline» (voir arrêté, art. 14, p. 145) correspondant à l'un des secteurs disciplinaires des sections du Conseil national des universités (CNU). Le CNU est l'instance dont les membres, en partie élus, en partie nommés, sont chargés de l'évaluation des travaux des enseignant-e-s et chercheur-euse-s de l'enseignement supérieur, notamment en vue de leur inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur-e des universités.

Le doctorat de l'IEE – Sciences sociales : études européennes, qui est pluridisciplinaire –, peut être délivré dans diverses disciplines. La discipline ou spécialité dans laquelle il est délivré dépend, bien évidemment, de l'approche théorique utilisée pour la recherche. Ainsi un travail portant sur une même problématique pourra, selon l'approche prédominante – historique, politologique, juridique... –, déboucher sur un doctorat en histoire, en science politique, en droit... La recherche sera le plus souvent, mais pas obligatoirement, menée sous la direction d'un-e enseignant-e de la discipline envisagée. Le/la président-e du jury et certains de ses membres seront des universitaires relevant de la section du CNU dans laquelle est délivré le doctorat.

Dans une formation pluridisciplinaire, qui privilégie une approche comparative comme le fait le doctorat d'études européennes, il est donc important que l'étudiant-e définisse, en même temps que son sujet, la discipline dominante qui présidera à la recherche et dans laquelle lui sera délivré le doctorat. Le directeur-trice de recherche désigné par le directeur de la formation doctorale, assisté du directoire du CEME, en fonction de la double orientation du thème ou champ d'étude **et** de l'approche disciplinaire.

Il convient de rappeler que le choix d'une discipline particulière entraîne une approche disciplinaire spécifique et spécialisée, supposant que soient maîtrisés les concepts, les outils d'analyse et la démarche propres à la discipline en question. Ce qui implique que les doctorant-e-s disposent déjà de ce potentiel de par leur formation universitaire antérieure, ou qu'ils doivent l'acquérir et le maîtriser pour traiter leur sujet, ce qui constitue un lourd travail. C'est pourquoi il est recommandé aux candidat-e-s de choisir une discipline dont ils sont déjà suffisamment familiers.

Par ailleurs, la direction de la thèse peut être assurée en **codirection** par deux directeur-trice-s relevant de deux disciplines différentes au sein

de la même formation doctorale. Elle peut aussi être assurée en **cotutelle** sous la direction conjointe de deux codirecteur-trice-s, dont l'un-e est membre d'une université étrangère, et donner lieu à la validation de deux diplômes (*cf* ci-dessous)

Cotutelle de thèse

La cotutelle de thèse est une procédure (régie par un arrêté du 6 janvier 2005, voir texte en annexe, page 147) qui permet à un-e étudiant-e de préparer une thèse sous la direction conjointe de deux enseignant-e-s habilités à diriger des recherches appartenant à deux universités, française et étrangère.

La cotutelle, proposée par les directeur-trice-s de recherche (qui doivent avoir tous deux signé les conventions de cotutelle en français et en langue étrangère), doit être approuvée par les conseils scientifique et d'administration de Paris 8 et signée par les chefs des deux établissements (français et étrangers).

L'étudiant-e est inscrit dans les deux universités, mais n'acquiesce les droits d'inscription que dans une seule, considérée comme l'université pilote. Il/elle s'engage à suivre les enseignements et séminaires dans les deux universités. La soutenance est organisée dans l'une ou l'autre université, avec un jury d'au moins 4 membres, incluant les deux directeur-trice-s de recherche et des enseignant-e-s des deux universités. La soutenance, dans l'une ou l'autre langue, donne lieu à la délivrance de deux diplômes de doctorat, correspondant dans chacun des pays au diplôme de fin des études de troisième cycle.

Liste des secteurs disciplinaires dans lesquels peuvent se mener des recherches au sein de la formation doctorale

Le numéro de la section du CNU correspondante est indiqué entre parenthèses (les sections sont présentées dans l'ordre de ces numéros) :

- droit public (2)
- science politique (4)
- science économique générale (5)
- science de gestion (6)
- sociologie, démographie (19)
- anthropologie, ethnologie, (20)
- géographie physique, humaine, économique et régionale (23)
- sciences de l'information et de la communication (71).
- histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain ; de l'art ; de la musique (22)

CONDITIONS D'ACCÈS

Admission dans la formation

Les candidat-e-s au **doctorat** sont admis sur décision du/de la président-e de l'Université, sur proposition du/de la responsable de l'École doctorale, après entretien avec le directeur de la formation doctorale et/ou l'un-e des directeur-trice-s de recherche, et présentation d'un projet dactylographié (10 à 15 pages) dans lequel ils feront état de leurs centres d'intérêt et du thème sur lequel ils envisagent d'effectuer leur travail de recherche.

Nombre de places pour les nouveaux inscrits : **15**

Diplôme requis : master II recherche, diplôme d'études approfondies (DEA) ou titre équivalent. L'admission sur diplômes français non nationaux ainsi que sur diplômes étrangers est soumise à l'avis du conseil scientifique de l'Université, sur proposition du/de la responsable de l'École doctorale.

L'admission des étudiant-e-s ne disposant pas du master II recherche, du DEA ou d'un titre équivalent (le DESS ou le master II professionnel ne donnent pas accès de plein droit au doctorat) est soumise à l'avis du conseil de l'École doctorale et du Conseil scientifique de l'Université, qui se prononcent après examen du dossier du/de la candidat-e, comportant, outre les avis du/de la directeur-trice de recherche et du/de la responsable de l'École doctorale, les titres et travaux personnels du/de la candidat-e susceptibles de justifier la dispense du master II recherche ou du DEA, un curriculum vitæ et le projet de recherche.

INSCRIPTIONS

L'inscription se fait en deux temps : d'abord au sein de l'IEE – inscription pédagogique –, puis auprès du service des doctorats et du service des inscriptions – inscription administrative.

Dates : du 15 juin au 15 novembre

• Inscription pédagogique

Le **dossier de candidature** au doctorat doit être rempli en ligne sur le site Internet de l'IEE (en respectant les consignes données) et accompagné du projet de recherche de 8 à 10 pages envoyé par mél conjointement au dossier, à l'adresse mél indiquée.

Des rendez-vous individuels avec un-e directeur-trice de recherche sont prévus pour mettre au point le sujet. L'étudiant-e recevra à cette fin une convocation par mél.

La photocopie certifiée conforme (cachet original) du diplôme donnant accès au master II ou au doctorat, selon le cas, et les pièces annexes demandées (enveloppes timbrées pour l'envoi des convocations aux séances d'information, etc.) devront être apportées lors de l'entretien pédagogique avec le/la directeur-riche de recherche et le directeur de la formation.

Par ailleurs, un formulaire de **demande d'admission en doctorat** (délivré par le secrétariat de l'École doctorale), portant l'intitulé précis du sujet et signé par le/la directeur-trice de recherche, le directeur de la formation doctorale et le directeur de l'École doctorale, devra être déposé au service des doctorats (accompagné de la photocopie certifiée conforme du diplôme donnant accès et, le cas échéant, de l'équivalence, ainsi que de **3 enveloppes timbrées**) : l'autorisation d'admission est indispensable à l'inscription administrative à l'Université.

• **Inscription administrative**

Elle s'effectue auprès du bureau des doctorats (Bât. Présidence-Administration, salle G 117 - tél. : 01 49 40 64 57) à partir du 10 juillet. Date limite (sauf prolongation exceptionnelle) : 31 octobre pour le master II et 31 novembre pour le doctorat.

Les étudiant-e-s venant d'autres universités devront, en outre, procéder, avant le 15 octobre, au transfert de leur dossier (bureau G 012-015, tél : 01 49 40 64 41 / 42).

L'autorisation de transfert, tout comme l'inscription administrative, est subordonnée à l'inscription pédagogique.

• **Séances d'information**

Plusieurs séances d'information sont prévues en octobre. Les candidat-e-s sont convoqués par mél. Ils pourront, à l'occasion de ces réunions, rencontrer le directeur de la formation doctorale ainsi que les directeur-trice-s de recherche. Une fois leur candidature retenue, et en vue de procéder à leur inscription pédagogique, ils sont priés d'apporter deux timbres pour l'envoi des divers courriers.

La réunion a pour objectif de présenter les recherches menées au sein du CEME et d'intégrer les candidat-e-s dans l'un des groupes de recherche, en fonction de leur sujet.

DÉLIVRANCE DES DIPLÔMES

Les soutenances en vue du doctorat peuvent s'effectuer à n'importe quel moment de l'année universitaire, en dehors des périodes de congés. La durée normale des études est de **trois ans**, reconductible sur avis favorable du directeur de l'École doctorale, du directeur du doctorat et du/de la directeur-trice de recherche. Une **interruption d'études** peut exceptionnellement être accordée, à la demande de l'étudiant-e. Les doctorant-e-s doivent **renouveler leur inscription au début de chaque année universitaire**.

La soutenance est publique. Un résumé de la thèse est diffusé à tous les docteur-e-s de l'Université avant la soutenance. Outre les cinq exemplaires destinés au jury, trois exemplaires de la thèse doivent être déposés, avec le dossier de soutenance, au moins cinq semaines avant la date de soutenance auprès du bureau du troisième cycle (G117).

L'autorisation à soutenir la thèse est accordée par le Président de l'Université, après examen des travaux du/de la candidat-e par au moins deux **rapporteur-trice-s** habilités à diriger des recherches, désignés par le Président, sur avis du directeur de l'École doctorale et après avis du/de la directeur-trice de la thèse.

Il peut être fait appel à plusieurs rapporteur-trice-s, y compris étrangers, choisis par le directeur de l'École doctorale. Les rapporteur-trices-s doivent être extérieurs à l'établissement et à l'École doctorale.

Les rapporteur-trice-s font connaître leur avis par des rapports écrits, qui informent la décision du Président et sont communiqués au jury et au/à la candidat-e.

Le jury, lui aussi, est désigné par le Président de l'Université sur avis du directeur de l'École doctorale : il comprend au minimum trois membres (dont le/la directeur-trice de recherche), qui doivent être, pour moitié, de rang magistral ou assimilé. Le jury désigne en son sein le/la président-e (professeur-e ou assimilé) et le/la rapporteur-trice, qui établiront le **rapport de soutenance**, lequel sera contresigné par tous les membres du jury, et dont une copie sera ultérieurement remise à l'étudiant-e.

L'admission ou l'ajournement est prononcé après délibération du jury ; le titre est décerné avec l'une des trois **mentions** : «honorable», «très honorable», «très honorable avec félicitations» (avec la précision «à l'unanimité» des membres du jury, si tel est le cas).

LES DÉBOUCHÉS

Le doctorat soutenu au sein de la formation *Sciences sociales - études européennes* apporte aux étudiant-e-s une connaissance générale des grands dossiers et problématiques économiques, sociales, politiques, diplomatiques et culturelles européens en lien avec les relations internationales et l'ordre mondial, ainsi qu'une connaissance approfondie d'un domaine particulier, lié au sujet de la thèse. Il fournit l'occasion d'un entraînement au travail de recherche.

Les débouchés sont liés à la formation dont dispose par ailleurs le/la diplômé-e, et qui est fonction de son parcours universitaire, et éventuellement professionnel, antérieur.

Le doctorat d'études européennes, allié à d'autres compétences, constitue un atout pour l'accès à un certain nombre de secteurs professionnels, notamment :

- les carrières de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- les métiers de la traduction et de la documentation ;
- le journalisme et l'édition ;
- les métiers liés au commerce international ;
- les métiers de la communication et de la culture ;
- les relations internationales et les échanges culturels ;
- les carrières au sein des organisations internationales et européennes ; les carrières de l'administration ; la fonction publique nationale et internationale ;
- les métiers liés aux collectivités territoriales

Quel que soit le secteur socioprofessionnel envisagé, une formation européenne de haut niveau constitue un «plus» recherché.

Favoriser l'interdisciplinarité

Presque par nature, les études européennes sont interdisciplinaires, tant il est difficile d'appréhender avec les outils d'une unique discipline un domaine de recherche, même limité dans l'espace et dans le temps, dans lequel les déterminations géographiques, historiques et culturelles – pour ne citer que celles-là – sont aussi fortes.

Si le doctorat s'inscrit dans une mouvance disciplinaire donnée, les étudiant-e-s ne sauraient pour autant ignorer les apports des disciplines voisines. C'est pourquoi ils devront choisir de traiter leur sujet en privilégiant l'approche disciplinaire correspondant à leur formation antérieure,

et acquérir par des lectures, ou éventuellement en assistant à des cours d'initiation aux disciplines, les outils et concepts des autres disciplines auxquelles ils feront appel dans leur recherche.

Favoriser l'insertion dans des équipes, laboratoires ou institutions de recherche, la participation à des enquêtes de terrain, des études...

La recherche est une activité solitaire et qui gagnerait à être beaucoup plus collective. C'est pourquoi les étudiant-e-s seront invités à participer aux travaux (séminaires de recherche, colloques, publications, etc.) de l'un des groupes de recherche du CEME (Centre d'études des mutations en Europe) qui encadrent les étudiant-e-s de la formation doctorale : voir p. 27). Ils pourront notamment présenter des communications et rédiger des articles pour la revue de l'Institut : *Le Fil d'Ariane* (disponible au secrétariat de l'IEE). Cette participation fera l'objet d'une évaluation.

Par ailleurs, les étudiant-e-s sont encouragés à effectuer des stages de recherche, soit au sein d'institutions de recherche, organismes, administrations..., soit au sein d'universités étrangères. Ils pourront, dans certains cas, être associés à des enquêtes de terrain, des études, des programmes de recherche menés par le CEME. Ils devront obligatoirement établir une **convention de stage** pour être couverts au titre des accidents du travail (se renseigner auprès du secrétariat).

Les informations régulières concernant les études, programmes de recherche, colloques, publications... sont disponibles sur le site du CEME (<http://ceme.univ-paris8.fr>). Y figurent également des informations concernant les bourses, stages, etc. Les soutenances de thèse y sont également annoncées.

Tous les étudiant-e-s de la formation sont invités à contribuer à la mise à jour du site en apportant leurs informations : références de leurs publications personnelles, notification de colloques, manifestations..., notes sur des ouvrages récemment parus, etc...

3. SÉMINAIRES DE RECHERCHE

Les étudiant-e-s sont encouragés à suivre des cours pouvant compléter leur culture générale sur l'Europe et/ou leur apporter des éléments d'information et d'analyse sur leur sujet de recherche (voir, pour les cours de l'IEE, l'*Annuaire des enseignements* ; les descriptifs des cours sont également consultables sur le site de l'IEE).

Ils sont invités à participer régulièrement aux séminaire de doctorat assuré par les directeurs de recherche ainsi qu'au séminaire du CEME :

«L'Europe en mutations», qui offre une demi-journée de réflexion par trimestre, autour de communications et exposés, ainsi qu'aux tables rondes et/ou colloques organisés par les divers groupes de recherche du CEME. Ils sont également invités à participer aux séminaires de recherche offerts par l'École doctorale (voir site de la recherche de Paris 8).

DEUXIÈME PARTIE

**LES ÉQUIPES DE
RECHERCHE
DE LA FORMATION
DOCTORALE**

**LE CEME
Centre d'études des
mutations en Europe
(EA 4009)**

LE CEME

Le **Centre d'études des mutations en Europe** ou **CEME** est l'équipe d'accueil reconnue par le MEN (EA 4009) qui encadre les étudiant-e-s du doctorat et du master II recherche de l'IEE. Il est rattaché à l'École doctorale de sciences sociales.

Responsables du CEME :

Directeur : **Bernard Maris**, économiste, professeur à l'IEE

Directrice adjointe : **Mireille Azzoug**, angliciste, maître de conférences, directrice de l'IEE

Le CEME est un laboratoire interdisciplinaire, tout comme l'école doctorale et la formation doctorale auxquelles il est lié et, plus largement, l'Institut d'études européennes. Il rassemble cinq groupes de recherche thématiques autonomes, coordonné chacun par un-e/des directeur-trice-s :

- Groupe 1 : **La construction européenne : politiques économiques et sociales** : CEPES
Responsable : Bernard Maris
- Groupe 2 : **Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne** : SJFE
Responsable : Mireille Azzoug
- Groupe 3 : **Politiques, représentations, identités culturelles en Europe** : PRICE
Responsable : Renaud Zuppinger, en collaboration avec Anne-Marie Autissier
- Groupe 4 : **Relations internationales et économie politique internationale** : RIEPI
Responsables : Pascal Boniface et Philip Golub
- Groupe 5 : **Villes et mondialisation : anthropologie politique et urbaine** : VIMAPU
Responsable : Alain Bertho

Le travail de chacun des groupes est organisé au sein d'un séminaire de recherche thématique, qui s'articule avec un séminaire d'enseignement et de recherche en master. Toutefois, des séances communes sont prévues entre les groupes : si les recherches s'articulent autour d'axes qui jouissent d'une certaine autonomie, elles permettent aussi des synergies et des confrontations.

Le CEME participe également aux séminaires et initiatives de l'École doctorale et organise des journées de travail, tables rondes ou colloques en collaboration avec d'autres laboratoires ou organismes (de Paris 8 ou extérieurs).

Problématique générale des recherches du CEME

La construction européenne se réalise dans un contexte de bouleversements considérables du monde. Surgissent des problèmes géopolitiques majeurs : dilution des États-nations, renaissance des régions, naissance de nouveaux réseaux et de nouvelles alliances, fort impact de la mondialisation et pression des nouveaux pays membres ou des pays désireux de rejoindre l'Union européenne. Les choix économiques et politiques de l'Union européenne s'avèrent à la fois difficiles et primordiaux dans la définition d'une identité européenne, qui doit mieux se structurer et s'affirmer – d'autant que les élargissements risquent de la diluer – si elle veut devenir un acteur visible et autonome sur l'échiquier international. Née essentiellement comme espace économique, comment l'Union peut-elle parvenir à «intégrer» les questions de souveraineté, de citoyenneté, de politiques publiques dans toutes leurs dimensions, notamment économiques, culturelles ou sociales ?

Le CEME :

– travaille sur un champ : celui de l'Europe, dans le contexte de la construction européenne et de la mondialisation. Il analyse des problématiques liées à l'intégration communautaire et aux mutations qu'elle engendre, intègre ou freine, aussi bien à l'échelle locale (villes, régions, coopérations décentralisées...), nationale (place, rôle et transformations des États, citoyenneté, gouvernance, identités culturelles, politiques sociales et publiques...) ou internationale (rapports avec le monde, enjeux géopolitiques, stratégiques et économiques internationaux, politique étrangère et questions de sécurité, négociations et coopérations internationales...). Il s'intéresse aussi aux représentations, aux identités ainsi qu'à la légitimation juridique, économique, éthique et philosophique de l'entité «Europe» et à la manière dont se construisent une rhétorique et une représentation de celle-ci.

– aborde ses différents objets d'étude de manière pluridisciplinaire (en croisant les angles d'approche : politique, économique, juridique et sociologique) et comparative, qu'il s'agisse de comparaisons entre pays de l'Union, ou des politiques communautaires avec celles des autres grands blocs mondiaux.

Par ailleurs, le travail mené au sein du CEME s'articule avec les programmes Jean-Monnet et SOCRATES (financés par la Commission européenne) :

- chaire Jean-Monnet : «Les enjeux de l'intégration économique et politique» (titulaire : Bernard Cassen) ;
- modules européens : «Les 'petits États' et l'intégration européenne» et «Géopolitique régionale et développement territorial en Europe» (coordinateurs : Jean Claude Boyer, puis Laurent Carroué) ;
- module pilote : «Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne» (coordinatrice : Mireille Azzoug).

Collaborations et coopérations internationales

En outre, des collaborations et coopérations régulières avec des laboratoires, des organismes et réseaux européens et internationaux de recherche sont entretenues par chacun des groupes et plus globalement par le CEME.

De 2004 à 2007, les coopérations suivantes ont été développées :

- Collaboration avec POCICE et l'université de Bourgogne : voir Bilan ci-dessous, groupe VIMAPU
- Collaboration avec le laboratoire Théorie des mutations urbaines et des collectivités territoriales (avec la ville de Paris : enquête sur les jeunes et les Halles et la ville de Nanterre : voir Bilan ci-dessous, groupe VIMAPU
- Participation au réseau international Transculturala (l'Institut international Transculturala est un réseau universitaire international, créé en 1988, par Alain le Pichon et Umberto Eco, avec un groupe de chercheurs chinois et africains, à l'occasion du 9e Centenaire de l'Université de Bologne. Ses participants sont Tsinghua /Université de Pékin / Académie des Sciences Sociales, les Universités de Téhéran, d'Alger, de Rabah, de Bamako et l'Institut d'Informatique et Droit de l'Université de la Sarre. L'Observatoire transculturel européen a été conçu en 2001 . Son siège est au Lycée Louis-le-Grand.) (voir Bilan ci-dessous, groupe VIMAPU)
- Participation à la rencontre de Beijing, " War and Peace, Humans and Rights, Social Justice and Harmony (voir Bilan ci-dessous, groupe VIMAPU)
- Participation au travail du Groupe européen de recherche sur les festivals (European Festivals Research Programme, EFRP) en parte-

nariat avec Conseil des Arts d'Angleterre, le Budapest Observatory, l'Association européenne des Festivals (Gand, Belgique), la Faculté des Arts de la scène de l'Université de Leiden (Pays-Bas), la Fondation Fitzcarraldo, (Turin, Italie), le département des médias et de la production culturelle, Université de Montfort (Leicester, Royaume-Uni). Une série de réunions de travail ont permis d'identifier les festivals (spectacle vivant : théâtre, musique, danse), et leurs publics et d'analyser en partie leur stratégies culturelles, leur fonctionnement et leurs liens avec les territoires et les réseaux. Une première publication réunissant 20 communications sera éditée avec le concours du CEME début 2008 : voir Bilan ci-dessous, groupe PRICE

- Coopération au programme de recherche international ERASMUS MUNDUS sur les villes dans l'imaginaire littéraire, piloté par l'université de Kiel, (Allemagne (avec les universités du Pays Basque et de Saint-Jacques de Compostelle (Espagne), Tartu (Estonie), l'université des études de Naples l'orientale), programme URBAL : participation aux deux premiers séminaires internationaux (à Saint-Jacques de Compostelle et à Kiel, et préparation du troisième, qui sera coordonné par le CEME : voir Bilan ci-dessous, groupes PRICE et VIMAPU
- Collaboration avec l'IRIS (Institut de relations internationales stratégiques) : voir Bilan ci-dessous, groupe RIEPI
- Coopération avec le Centre d'études internationales de l'Université William Paterson, New Jersey, Etats-Unis : organisations et participation à des tables rondes et colloques dans les 2 universités et invitations de chercheurs ; mise en place d'un observatoire des relations UE-États-Unis en cours : voir Bilan ci-dessous, groupe RIEPI
- Poursuite des liens avec les partenaires du module pilote SOCRATES : Statut juridique des femmes en Europe (universités de Rome 3, Glasgow, Lérida, Cordoue, Helsinki) : voir Bilan ci-dessous, groupe SFJE
- Poursuite de la collaboration avec l'équipe de recherche " Femmes, espace public et État-nation de l'EHESS) : tables rondes, colloques, publications et invitation commune d'universitaires de chercheuses : voir Bilan ci-dessous, groupe SJFE
- Nouvelle coopération avec l'association EgalCité pour la mise en place d'un programme de travail et de recherche sur les femmes et la démocratie participative, notamment à l'échelle locale, en

- lien avec des collectivités territoriales françaises et européennes (contacts en cours). Participation des étudiants à l'enquête du conseil régional de Bretagne : voir Bilan ci-dessous, groupe SFJE
- Collaboration avec l'université d'Uqam : colloques organisés en commun (CEPES) et avec des institutions européennes

La construction européenne : politiques économiques et sociales (CEPES)

Responsable :

Bernard MARIS, professeur à l'IEE, spécialiste d'économie du
développement durable et du discours économique

Autres membres du groupe

Enseignants et professionnels :

- Bernard CASSEN, professeur émérite à l'IEE, 11e section, titulaire d'une chaire européenne Jean-Monnet en science politique sur les enjeux de l'intégration européenne.
- Edith LHOMEL, chargée d'études au Centre de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est à la Documentation française, chargée de cours à l'IEE.
- Sami NAÏR, ex-professeur à Paris 8, politologue, conseiller d'État, ex-député européen, institutions et politiques européennes
- Jacques NIKONOFF, professeur associé à l'IEE, administrateur civil, chargé de mission pour la question de l'épargne, des caisses de retraite et des fonds de pension à la Caisse des dépôts et consignations, finance internationale, mondialisation, politiques publiques
- Gilles RAVEAUD, docteur en économie, *assistant lecturer* à l'Université de Harvard (États-Unis).
- Anne-Cécile ROBERT, professeure associée à l'IEE, journaliste au *Monde diplomatique*, docteure en droit, droit européen, politiques communautaires
- Sylviane TOPORKOFF, économiste, maître de conférences à l'IEE, HDR, spécialiste de l'économie des réseaux et de la communication

Correspondants et membres associées :

- Geneviève AZAM, maître de conférences à l'Université de Toulouse 2.
- Pierre BÉHAR professeur à l'université de la Sarre (Allemagne), germaniste et géopolitologue, géopolitique européenne, politique de défense et sécurité
- Noëlle BURGI, politologue, docteure d'État, chargée d'études au CNRS, rattachée au Centre d'études politiques de la Sorbonne, politiques sociales en Europe
- Pierre COURTS-SALIES, professeur à l'IEE, sociologue, membre de l'équipe GTM (Genre, mobilité, travail), politiques sociales, politiques du travail
- Gilles DOSTALER, économiste, professeur à l'Université d'Uqam (Montréal), spécialiste d'histoire de la pensée économique.
- Jacques GÉNÉREUX, professeur à l'IEP de Paris.
- François JEANNIN, professeur à l'Université Paul Sabatier, Toulouse 3.
- Catherine SAMARY, économiste, maître de conférences (HDR), université Paris 9-Dauphine, l'intégration des PECO, les politiques économiques de l'Union européenne.
- Michel VAKALOULIS, maître de conférences, science politique, Université Paris 8

Doctorant-e-s :

- Magali AFFRE (dir. S. Naïr). Les intellectuels européens et le Moyen-Orient (dir. S. Naïr).
- Eltaief ABDELHAIK. Le partenariat euro-tunisien : la problématique de la conditionnalité politique (dir. P. Cours-Salies).
- Yoshihiro AKASHI. L'ingérence éthique et les valeurs d'autonomie politique (dir. P. Cours-Salies).
- Nadia AKDOUMI. Théorie du politique et rapports sociaux (dir. P. Cours-Salies).
- Olsi BAZE. La difficile émergence d'un sujet Albanie dans le nouvel ordre mondial et régional (dir. P. Cours-Salies).
- Samir BENFOUGHAL. L'installation durable de l'immigration algérienne, ses conditions et ses apports (dir. P. Cours-Salies).
- Kais DOGHRI. luttés sociales et politiques des travailleuses immigrées maghrébines en France 1968-1984. la tentation de l'autonomie politique ou le choix de l'insertion sociale dans les organismes syndicaux (dir. P. Cours-Salies).
- Cristel EBROUSSARD. L'anti-mafia dans l'Italie des années 1980 à nos jours (dir. P. Cours-Salies)..

- Hélène FABRE. Mondialisation et marché éducatif (dir. S. Nair)
- Lizbet FALCON-MORALES. Le modèle de l'emploi européen (UE) (dir. K. Vergopoulos).
- Charola GIOTTI. Construction européenne et transformation des partis socialiste (dir. P. Cours-Salies).
- Hocine IHABICHIENE. Accessibilité et main-d'œuvre handicapée en France et en Europe (dir. P. Cours-Salies).
- Xuewen JING. Les fonds de pension dans les principaux pays européens et les fonds de protection sociale en Chine (dir. P. Cours-Salies).
- Abdessalem KEMALA. Les mouvements syndicaux dans le processus de développement social et politique méditerranéen (dir. P. Cours-Salies).
- Charlotte LEPRI. Le contrôle parlementaire des services de renseignement en France : enjeux et perspectives (dir. P. Boniface).
- Sylviane MÉNARD. Pertinence des théories économiques libérales dans la construction européenne : quel impact dans l'élargissement de l'Union ? (cotutelle dir. B. Maris/ Walter Hecq, ULB Bruxelles)
- Mohammed MIMMOUN. Démocratisation par l'économie : les limites du projet euro-méditerranéen (dir. P. Cours-Salies).
- Huu Hau NGUYEN. L'impact du développement des relations économiques entre le Vietnam et l'Union européenne. Conditions et perspectives (dir. S. Toporkoff).
- Laurent PADEL. Globalisation du marché de l'art contemporain en Chine ? Etude comparative Chine - Europe - Etats-Unis (dir. K. Vergopoulos).
- Svetlana PETCOVA. La responsabilité sociale, vecteur de compétitivité pour les entreprises cotées (dir. S. Toporkoff).
- Abdourahim SOW. Minima sociaux et emplois en France et aux États-Unis (dir. P. Cours-Salies).
- Katerina SUKOVSKI. L'impact des relations entre l'Union européenne et les États de l'Europe du sud-est sur l'évolution du concept de l'État-nation (dir. C. Samary).
- Claude THYSSE. Souveraineté nationale française et construction européenne (dir. P. Cours-Salies).

Orientation générale des recherches

Le traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1er mai 1999, laisse intactes les interrogations sur la nature même du projet européen : ou

simple zone de libre-échange se diluant dans la mondialisation, ou édification d'un ensemble porteur d'un projet original de société.

La mondialisation contient une ambiguïté : en même temps qu'elle apparaît comme porteuse de nouvelles formes de communication et d'universalité, elle fonctionne selon une logique libérale qui conforte la domination des marchés financiers, dont les objectifs sont à l'opposé de tout projet de développement maîtrisé de solidarité et de cohésion sociale.

Les axes de travail et les recherches portent :

- D'une part, sur les stratégies économiques et sur le discours qui les sous-tend, dans le but de construire une «opinion économique».

Cette approche inclut une analyse :

- de la rhétorique du discours économique et de ses organes de production (universités, *think tanks*, grands organismes internationaux, instances communutaires..);

- et des représentations/légitimations qu'il construit autour d'un «impératif» économique (efficacité, rationalité, croissance, distribution, transparence, subordination du politique et du social à l'économique).

L'approche – pluridisciplinaire – sera menée prioritairement par des économistes et des politologues, mais associera également des juristes, des sociologues des organisations scientifiques et des historiens des idées.

D'autre part, ces analyses s'articulent avec l'étude de stratégies économiques de la construction européenne, la fabrication d'une identité économique de l'Europe – notamment à travers la monnaie unique – et leur impact sur l'élaboration et la mise en place de politiques sociales (en matière d'emploi, de chômage, de prestations sociales...) et de politiques publiques au sein de l'Union, leur insertion dans un «projet» européen pris dans les contradictions entre libéralisme et aspirations citoyennes à la solidarité, et les mutations qui en découlent (déréglementation, privatisation du service public, flexibilité et nouvelles formes du travail, nouvelle économie...).

Les modèles nationaux les plus spécifiques (le Royaume-Uni, creuset du libéralisme, et l'Allemagne, avec son modèle spécifique d'«économie sociale de marché») sont étudiés, en référence à d'autres systèmes comme le système américain ou le système japonais.

Bilan des années 2001-2007

Un séminaire, de une à deux demi-journées, se réunit une fois par semestre. Ces rencontres constituent le lieu de confrontation et d'échange préparatoires aux tables rondes et colloques.

Deux colloques et une table ronde, organisés par Bernard Maris, se sont tenus entre 2001 et 2004 :

— 8 et 9 juin 2001 : colloque international : «Légitimation du discours économique». Organisateur : Bernard Maris et Philippe Jeannin (Université Paul-Sabatier, Toulouse 3).

Le colloque, qui a réuni une quarantaine d'économistes et de chercheurs de disciplines pouvant éclairer les termes «légitimité» et «discours» (juristes et linguistes notamment), s'est donné trois objectifs principaux :

Les actes en ont été publiés dans *Économie et société*, «Légitimation du discours économique», n° 2002

— une table ronde à Paris 8 et une à l'université d'Uqam, sur le thème «Psychologie et économie», se sont tenues en juin 2002 et juin 2004

Par ailleurs, trois colloques et un cycle de conférences ont été consacrés aux évolutions de la construction européenne : élargissement, projet de constitution et réforme institutionnelle :

— Cycle de conférences : «L'Europe en débat» (locaux du Parlement européen à Paris), 2003, organisé sous la direction de Sami Naïr

— Colloques internationaux : «L'Europe en questions (quelle identité, quelles frontières, quelle défense et sécurité, quel projet de société pour l'Europe ?)» (24 et 25 avril 2003, Salle des fêtes de la mairie du 11^e arrondissement, Paris), sous la direction de Sami Naïr et de Mireille Azzoug ;

— Colloque européen : «L'Europe à la croisée des chemins» (28 et 29 avril 2004, Académie polonaise des sciences, Paris), sous la direction de Sami Naïr et Mireille Azzoug ;

— Colloque international : «L'Europe et le projet de constitution européenne» (19 janvier 2005, Salle des fêtes de la mairie du 11^e arrondissement, Paris), sous la direction de Sami Naïr.

Ont participé à ces colloques la plupart des doctorants et chercheurs du CEME ainsi que des universitaires et chercheurs français et européens, des parlementaires européens et des administrateurs de la Commission européenne.

Détail des colloques : voir p. 101.

Publications

— 2001 : Publication dans *Le Fil d'Ariane* de textes préparatoires au colloque international sur la légitimation du discours économique.

— 2002 : Bernard Maris (dir.), «Légitimation du discours économique», *Science et Société* n° 55, Presses de l'Université de Toulouse-le-Mirail, 2002 (rassemblant une partie des actes du colloque de juin 2001)

Par ailleurs, les membres de l'équipe ont publié de nombreux articles et/ou ouvrages sur les thématiques de l'équipe de recherche (voir «Publications», pages 63 à 99).

Programme de travail 2007-2009

— Les recherches se poursuivront, dans le prolongement du travail déjà mené et des trois colloques organisés, sur la question de l'architecture institutionnelle de l'Europe. Elles porteront sur l'analyse des évolutions liées à la Constitution européenne et notamment sur la question du fonctionnement de la démocratie.

— La question des élargissements de l'Union européenne à l'Est constituera l'un des axes de travail, dans la mesure où l'intégration de ces pays influe sur l'architecture et le fonctionnement des institutions, ainsi que sur les politiques sociales et économiques de l'Union, et, à plus long terme, sur la définition et la nature du projet européen lui-même.

— Diverses tables rondes et journées de travail seront également consacrées à la question des politiques sociales et publiques et à celle des mobilisations collectives, dans le prolongement des colloques et séminaires déjà organisés. Des engagements ont été pris avec les acteurs de l'économie (syndicats de salariés et organismes de prévision ou de représentation patronaux, journalistes et responsables de publications) pour analyser l'évolution de la thématique économique dans les représentations politiques. La question du travail sera particulièrement suivie, de même que celle des évolutions en matière de services publics et de la place et du rôle de l'État dans le fonctionnement politique des États et des systèmes démocratiques.

— Le discours communautaire, principalement économique, et la manière dont il est relayé par les pouvoirs et les médias dans les opinions publiques européennes, fera également l'objet d'analyse discursives et sémiologiques, visant à mieux identifier le discours européen néolibéral et sa tendance à s'autonomiser pour fonder un «modèle européen».

Statut juridique des femmes dans l'Union européenne (SJFE)

Responsable :

Mireille AZZOUG, maître de conférences, 11e section, histoire des idées, civilisation européenne, coordinatrice du module pilote
SOCRATES
«Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»,

Autres membres du groupe

- Sylvie ANCELOT, responsable de programme, École Advancia, CCIP, maître de conférences à l'IEP de Paris.
- Sylvie JAN, consultante, présidente d'ÉgalCité, ex-présidente de l'Association démocratique internationale des femmes
- Michèle IDELS avocate, chercheuse, membre du groupe juridique de l'Institut d'études et de recherche en science des femmes de l'Alliance des femmes pour la démocratie.
- Marie-Lise SEMBLAT, docteure, enseignante, présidente d'ASTER (association de femmes rurales).

Universitaires françaises et étrangères associées :

- Maria Dolores ADAM NUÑOZ, professeure de droit à l'Université de Cordoue.
 - Maria Teresa ARECES PIÑOL, professeure de droit à l'Université de Lérida (Catalogne).
- Maria Teresa CALERO FERNANDEZ, maître de conférences de droit à l'Université de Lérida.
- Pamela CLAYTON, docteure, chercheuse au centre de formation des adultes de l'Université d'Edimbourg.
 - Wartyna DAVIS, professeure en sciences politiques, Université William Paterson, New Jersey (États-Unis)

- Maria Teresa GUERRA MEDICI, professeure associée de droit à l'Université de Rome-La Sapienza
- Eva-Karin JOSEFSON; maître de conférences, université de Stockholm
- Kevät NOUSIAINEN, professeure de droit à l'Université d'Helsinki.
- Agnès PARDELL, professeure de droit à l'Université de Lérida.
- Anu PYLKKÄNEN, professeure de droit à l'Université d'Helsinki.
- Rosario DEL ROSARIO, professeure en sociologie, université de Manille (Philippines)
- Renate SIEBERT, professeure, sociologue, Université de Calabre
- Christiane VEAUUVY, docteure en sociologie, chercheuse au CNRS

Orientation des recherches

Les recherches menées par ce groupe s'articulent avec le module pilote SOCRATES du même nom (créé en 1996, coordonné d'abord par Francine Demichel (en 1996), puis par Mireille Azzoug), qui a permis la mise en place, dans six universités européennes (Paris 8, Glasgow, Lérida, Cordoue, Helsinki et Rome la Sapienza) d'enseignements comparatifs, cours et séminaires, sur le statut juridique des femmes dans l'Union européenne. Au terme des trois premières années de collaboration et de rencontres a été élaborée une première publication : «Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille» (Mireille Azzoug et Francine Demichel, dir., *Le Fil d'Ariane*, Paris 8, 1999, 274 pages, également traduit en anglais. Réédités en 2002).

Le travail de recherche et de réflexion mené par le groupe a pour objectifs de :

— poursuivre le travail de recherche comparatif sur le statut juridique des femmes dans différents pays de l'UE (en particulier ceux concernés par le module) et de l'étendre progressivement aux pays extérieurs à l'UE, notamment aux pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne.

— contribuer à développer des propositions d'amélioration des législations en s'appuyant sur les situations les plus progressistes ;

— développer le réseau de collecte et de diffusion de l'information, en collaboration avec d'autres réseaux universitaires comme l'Institut Christine de l'Université d'Helsinki ou associatifs. Ce réseau doit permettre un échange d'informations et d'expériences, non seulement entre universitaires, mais aussi avec les acteurs sociaux et économiques.

Par ailleurs, l'équipe collabore à des actions menées par des acteurs publics ou privés visant à mieux connaître et analyser les droits des femmes, et leur mise en œuvre/ ou absence de mise en œuvre dans la vie concrète. Il a ainsi déjà participé à la mise en place d'un observatoire des violences à l'encontre des femmes en Seine-Saint-Denis, à l'initiative du Conseil général du département par la Direction à la prévention et à l'action sociale (DPAS). Des étudiant-e-s et chercheur-euse-s du groupe contribuent également à des études thématiques et enquêtes dans ce domaine.

Thèmes de recherches proposés

Les thèmes de recherches proposés portent sur les questions suivantes :

- les politiques d'égalité des chances et leur mise en place dans les différents pays, notamment dans les postes d'encadrement
- les dispositifs favorisant l'égalité des chances dans les études, notamment supérieures, et dans les domaines scientifiques
- les politiques de promotion de l'accès des femmes à l'égalité politique : quotas, parité, discrimination positive
- la prise en compte des différences des femmes et leur inclusion dans les politiques publiques
- les représentations et l'image des femmes (dans la publicité, les médias, à l'école, dans les institutions, le langage) et les actions menées en vue de faire reculer les stéréotypes et la dévalorisation des femmes
- le traitement juridique et la lutte contre les violences conjugales et sexuelles, notamment la prostitution, et contre l'esclavage
- la mise en place du *mainstreaming* dans différents pays : des études sur les statistiques sexuées, par exemple.
- la place des femmes dans l'éducation
- les femmes et la démocratie participative

De nombreuses études partielles sur ces sujets ont déjà été menées, soit dans le cadre de dossiers réalisés pour le séminaire, soit dans celui des mémoires de MST ou de DEA/master et de quelques thèses.

Bilan des travaux 2001-2007

Les travaux des années écoulées ont porté sur «les violences à l'encontre des femmes en Europe». Quatre aspects ont été plus particulièrement retenus : violences conjugales, violences sur le lieu de travail (harcèlement sexuel notamment), violences dans le langage (violences symboliques) et

violences dans la guerre (viol notamment), qui font l'objet de débats dans le séminaire, et de travaux qui visent à établir un état des lieux pays par pays. Un travail similaire est mené par les chercheur-euse-s associés au sein de chacune des universités partenaires. Il a abouti à une série de colloques nationaux ou internationaux dans chaque pays, avec échange d'information. A Paris 8, deux colloques ont été organisés, avec le concours de divers partenaires, notamment le Conseil général de Seine-Saint-Denis, le Secrétariat d'État aux droits des femmes, la Ville de Paris, *Le Monde diplomatique* et l'UNESCO :

— un colloque national : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France» (21 et 22 novembre 2000 à l'Université Paris 8 et à la Bourse du travail de Bobigny), qui a réuni trois cents participant-e-s et une quarantaine d'intervenant-e-s, universitaires, acteurs sociaux et associatifs. Les actes de ce colloque ont été publiés dans le *Fil d'Ariane*, (septembre 2001, 192 pages)

— un colloque international : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe» (15, 16 et 17 novembre 2001 à l'UNESCO), qui a rassemblé plus de 300 participant-e-s — dont une quinzaine d'autres pays de l'Union — universitaires, chercheur-e-s, magistrates, élues, responsables de services sociaux, médicaux, d'associations, intervenant en direction des femmes, qui ont, dans 6 ateliers et lors d'une séance plénière, débattu du traitement juridique et social (et de ses insuffisances) des violences sous toutes leurs formes — violences conjugales, sexuelles, violences dans la guerre, prostitution, harcèlement au travail, violences symboliques — dans différents pays de l'UE.

Les actes de ce second colloque sont également parus dans *Le Fil d'Ariane*, (décembre 2002).

— *Le Fil d'Ariane* a également publié, en 2002, sous la direction de Christiane Veauvy (docteure en sociologie, chercheuse au CNRS), les Actes du séminaire franco-italien «Femmes, espace public et État-nation en France et en Italie ; XIXe-XXe siècles» qu'elle dirige à l'EHESS : «Les femmes dans l'espace public» (publiés avec le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, de la recherche du ministère de l'éducation nationale, de la Maison des sciences de l'homme et du *Monde diplomatique*).

Cet ouvrage, revu et augmenté, a fait l'objet d'une publication en édition conjointe de la MSH et du *Fil d'Ariane*, sous le titre : *Les Femmes dans l'espace public. Itinéraires français et italiens* (2004)

— Le groupe SJFE a, en outre, participé à l'organisation du colloque international sur le thème : «Les femmes et la Méditerranée», conjointement avec l'EHESS et l'Institut Maghreb-Europe de Paris 8, qui s'est tenu les 15, 16 et 17 mars 2003 à l'EHESS, avec la participation de chercheur-euse-s de l'Europe méditerranéenne et du Maghreb. Les actes de ce colloque ont fait l'objet d'une publication : Christine VEAUUVY, Marguerite ROLLINDE et Mireille AZZOUG, *Les Femmes entre violences et stratégies de liberté. Maghreb, Europe du Sud*, Éditions Bouchène, Saint-Denis, 2004

Il a également été associé au groupe de réflexion d'ATTAC sur «genre et mondialisation».

Perspectives pour 2007-2009

Le programme de travail pour les années à venir vise à approfondir la question de la place des femmes dans l'espace public, de leur représentation et des stratégies de construction d'un sujet féminin. Le travail comparatif sur la question de l'égalité des chances (travail, éducation, politique...) sera également poursuivi, en partenariat avec l'Axe : Construction européenne : politiques économiques et sociales.

La réflexion sur la question de la représentation des femmes et des stratégies de construction d'un sujet féminin qui se mettent en œuvre dans différents pays sera poursuivie.

Un travail d'analyse sur le thème : Les femmes et leur corps au regard du droit : étude comparée incluant une série de pays de l'UE, notamment d'Europe centrale et orientale est actuellement en cours. Publication prévue dans *Le Fil d'Ariane* début 2009 (sous la direction de Mireille Azzoug).

Un autre thème de travail portera plus spécifiquement sur le rapport des femmes à la démocratie participative, en liaison avec le groupe «Villes et mondialisation» et avec l'association ÉgalCité avec laquelle un partenariat a été noué. Un projet de création d'un observatoire «Femmes et démocratie participative» impliquant, outre des chercheurs, des acteurs institutionnels (collectivités territoriales, services publics) et associatifs de divers pays de l'Union est à l'étude. Deux journées de débats seront prévues sur ce thème fin 2008.

Politiques, représentations, identités culturelles en Europe (PRICE)

Responsables :

Renaud ZUPPINGER, professeur, 1^{le} section (sémiologie,
histoire des idées), responsable général du master
«Études européennes et internationales»
directeur adjoint de l'IEE

en collaboration avec **Anne-Marie AUTISSIER**,
maître de conférences, 19^e section,
coresponsable du master :

«Politiques et gestion de la culture en Europe»,
Présidente et fondatrice de la revue *Culture Europe international*

**Doctorant-e-s, post-doctorant-e-s et chercheur-euse-s associés à
l'équipe, depuis sa création :**

Chercheur-euse-s et post-doctorant-e-s

- Jean-Marc BEDECARAX, diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales et de l'École du Louvre
- Annie BLASCO, titulaire du DESS «Management culturel en Europe» de l'IEE, responsable des programmes pédagogiques au CNDP.
- Isabelle BONGARD, maître de conférences associée à l'IEE
- Pauline GALLINARI, doctorante, ATER à l'IEE, historienne du cinéma.(associée)
- Annette GEIGER est coordinatrice scientifique au Zentrum für Kulturwissenschaften und Kultur theorie à l'Université de Stuttgart. Après des études d'esthétique et de communication à Berlin, Grenoble et Paris.

- Pierre MAYOL, docteur en ethnologie, chargé de mission au Département des études et de la prospective du ministère de la Culture, conférencier à l'IEE, membre du comité de rédaction de *Agora débats jeunesse*, de *Circular*, recherche et documentation sur les politiques culturelles, et de *Esprit*.
- Maria-Anne PRIVAT, conservateur du patrimoine, diplômée de l'ES-SEC et de l'École du Louvre (titulaire d'un DEA sur les mutations muséographiques dans quatre pays européens (IEE))
- Thomas SERRIER, maître de conférences à l'IEE, civilisation et culture allemandes, d'Europe centrale et des PECO
- Pierre de TRÉGOMAIN, maître de conférences à l'Université de Reims, civilisation et culture allemandes, d'Europe centrale et des PECO (chercheur associé)

Doctorant-e-s.

- Daria Aleksandrovna BABITCH. Les acteurs du commerce licite et illicite d'œuvres d'art en Europe (dir. R. Zuppinger).
- Isabelle BONGARD. L'art dans la ville: les enjeux des politiques d'acquisition d'art contemporain des villes européennes. La particularité de Genève et Paris, une approche sociologique et managériale au travers des Fonds municipaux d'art contemporain et de la commande publique (dir. A.-M. Autissier et R. Zuppinger).
- Jérôme BROGGINI, Les expériences esthétiques au cœur de la sublimation du lien social en Europe : médiation culturelle et sens des pratiques artistiques chez l'individu pluriel (dir. Renaud Zuppinger).
- Yu CHEN. Attitudes esthétiques et attitudes matérialistes. Comparaison entre la France et les États-Unis (dir. A. Bertho)
- Borbala CSETE. Le statut des jeunes compagnies de théâtre hongroises : critères esthétiques et possibilités de financement pour le jeune théâtre en Hongrie et en France (dir. A.-M. Autissier et R. Zuppinger).
- Mame Gora DIOP. Modernité et mouridisme. L'identité mouride à l'épreuve de la modernité européenne (dir. A. Bertho).
- François MATHIEU. Évolution de la vision de la protection des sites archéologiques en Europe et de leur mise en accès pour le public depuis la Renaissance.
- Nacer OUARET. Les représentations culturelles et subjectives des lycéens en France et en Algérie (dir. A. Bertho).
- Vladimir ROJANSKI. Diversité culturelle et identité européenne : impact des règles du commerce international sur les politiques culturelles de l'Union européenne (dir. A.-M. Autissier et R. Zuppinger).

- Delian SIMEONOV. L'identité culturelle bulgare contemporaine (dir. A. Bertho).
- Nicolas STENGER. Les intellectuels et l'identité européenne en débat. Le parcours et l'oeuvre de Denis de Rougemont (cotutelle : dir. R. Zuppinge/Antoine Fleury, université de Genève).
- Maria SPAN. La communication par l'image et l'ethno-esthétique dans le costume traditionnel d'un village de Transylvanie (dir. A. Bertho).
- Olga VICHNEVA. Les représentations culturelles dans la société soviétique, étude de leur diversité stylistique (dir. A.-M. Autissier et R. Zuppinge).
- Maria VOLOVIK. Les expositions internationales : mode d'intégration de la culture occidentale de la société post-soviétique en Russie (dir. A.-M. Autissier et R. Zuppinge).
- Isabelle WOZNIAK. Alfred Weber, un socio-historien de la société, de la culture et de la civilisation. Approche européenne et comparée d'un sociologue et d'un intellectuel en son siècle, découverte d'un nouveau paradigme (dir. P. Cours-Salies).

Thématique générale de la recherche

Les conditions matérielles de l'expansion culturelle :

Problématiques identitaires surgissant au cours des transferts de faits culturels (enseignements artistiques, littéraires ou esthétiques, mais pas uniquement : la publicité et le discours politique sont également concernés par cette étude des représentations culturelles).

Nous étudierons la manière dont la confusion s'est instituée comme mode de réflexion après s'être fait passer pour l'expression bienveillante de toutes les formes de tolérance.

Le rapport au passé pris entre éthique et esthétique :

Comment enseigner le passé ? Observer la gestion et la sélection des faits esthétiques du passé représentés dans le cadre des quêtes identitaires et des processus institutionnels de communication.

Le patrimoine, ses contenants et contenus :

Les musées – la muséologie est-elle une science ? – diversité des patrimoines et principes de sélection.

Une étude sémiologique des rapports entre valeur et identité dans la perspective de l'intégration européenne.

Collaborations institutionnelles

– Le groupe participe au travail du Groupe européen de recherche sur les festivals (European Festivals Research Programme, EFRP) en

partenariat avec Conseil des Arts d'Angleterre, le Budapest Observatory, l'Association européenne des Festivals (Gand, Belgique), la Faculté des Arts de la scène de l'Université de Leiden (Pays-Bas), la Fondation Fitzcarraldo, (Turin, Italie), le département des médias et de la production culturelle, l'Université de Montfort (Leicester, Royaume-Uni). Une série de réunions de travail ont permis d'identifier les festivals (spectacle vivant : théâtre, musique, danse), et leurs publics et d'analyser en partie leurs stratégies culturelles, leur fonctionnement et leurs liens avec les territoires et les réseaux.

– Le groupe coopère au programme de recherche international ERASMUS MUNDUS sur les villes dans l'imaginaire littéraire, piloté par le professeur Xavier Gomez Montero de l'université de Kiel, (Allemagne) qui réunit également les universités du Pays Basque et de Saint-Jacques de Compostelle (Espagne), de Tartu (Estonie), l'université des études de Naples l'orientale. Des séminaires internationaux de deux semaines sont régulièrement organisés dans les pays partenaires, avec la participation d'universitaires, de chercheur-euse-s et de doctorant-e-s. Ils comportent des tables rondes thématiques alternant avec des conférences et des ateliers de recherche destinés aux doctorant-e-s et étudiant-e-s de master II.

Axes problématiques et objectifs scientifiques pour 2007-2009

Deux séminaires seront assurés :

- un séminaire doctoral, ouvert aux étudiants de master 2 : «Systèmes esthétiques et culturels en Europe» (SCEE), assuré par Renaud Zuppingier
- un séminaire/atelier de recherche destiné aux étudiants de master 2 et ouvert aux doctorants : «Sociologie de la culture et des arts», assuré par Anne-Marie Autissier

Thèmes de travail

- Quelles mythologies sont à l'œuvre dans le discours sur la construction européenne ?
- Les discours de la confusion : dérive des repères, neutralisation des extrêmes, évacuation des principes de sélection en art comme en morale, adaptations commodes de l'histoire, sacralisation du paraître.
- Universalismes et démarches identitaires : étude des affrontements entre, notamment :
 - thèses universalistes et identitaires : dans le contexte mondial actuel, les processus identitaires et de représentation occupent une place essentielle. Il revient donc aux chercheurs de développer des problématiques permettant de confronter les différentes constructions identitaires et leurs relations contradictoires entre passé et

présent, entre territoires et dé-territorialisation, entre identités à grande échelle et identités revendiquées.

- universalisme généreux, humanitariste et universalisme marchand, universalisme humaniste et syncrétisme minimaliste qui voudrait élaborer une culture planétaire subidentitaire (*world culture*)
- identités tolérantes et identités exclusives

La traduction de cet affrontement dans les politiques qui entendent prendre en charge les représentations constitue une clé pour la compréhension de notre époque.

Dans le contexte de l'actuelle mondialisation économique et du rôle grandissant, d'une «économie du savoir», on s'interrogera également sur la culture et son autonomie sur son statut d'exception, sur son éventuelle instrumentalisation par le social et l'économique, ainsi que sur les métiers de la culture et leur évolution.

– Enjeux contemporains et politiques culturelles

- Le statut des biens et des prestations culturelles dans le contexte de la globalisation
- Approche comparative des politiques culturelles publiques dans les pays de l'Union européenne

Il s'agit de connaître et d'évaluer précisément les politiques culturelles locales et nationales ainsi que les politiques européennes et internationales, d'analyser de façon critique les acteurs culturels et les programmes mis en œuvre, leur articulation avec les autres politiques publiques, notamment sociales et économiques, l'évolution des publics et des statuts de la création, de la production et de la diffusion, en relation avec l'évolution des concepts de culture et de création ainsi que des représentations et des identités qu'elles contribuent à mettre en place. La gestion artistique et culturelle se déploie dans un environnement pluriel et dans un rapport complexe entre trois termes : art, culture et politique. L'un des objectifs de ce groupe de recherche est de transmettre aux étudiants les outils conceptuels et managériaux qui leur permettent de développer des stratégies locales, nationales et internationales.

Les sujets proposés par les nouveaux étudiants de master/doctorat devront impérativement s'inscrire dans ces axes problématiques larges.

Historique

Le groupe de recherches a été créé sous l'intitulé «Systèmes culturels et esthétiques en Europe» (SCEE) en octobre 1995 au sein de la formation doctorale «Mutations des sociétés et cultures en Europe» de l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8. Il regroupe, selon les années et les disponibilités des chercheurs, outre de jeunes chercheurs, des universitaires, des directeur-trice-s de recherche et des étudiant-e-s-chercheur-euse-s d'autres universités ou institutions en France ou à l'étranger.

Il a, à ce titre, au cours des années, accueilli et accompagné dans leur travail de recherche près d'une centaine d'étudiant-e-s en DEA/master ou doctorat.

Au cours de ces années, ce sont plus de soixante communications suivies de débats qui ont été présentées dans le cadre de ce groupe de recherche.

Un certain nombre d'entre elles ont fait l'objet de publications, notamment au sein de deux publications sous la direction de Renaud Zuppinge :

Représentations du passé I: Patrimoine, musées, problématiques identitaires et culturelles en Europe (Le Fil d'Ariane, Institut d'études européennes, Université Paris 8, 1997) et Représentations du passé II (idem, à paraître en 2008).

Bilan des travaux de 2004 à 2007

– Poursuite du travail de réflexion entrepris au sein du séminaire «Systèmes esthétiques et culturels en Europe (dirigé par Renaud Zuppinge) qui a porté sur les questions de représentations et d'identités. Une publication, sous la direction de Renaud Zuppinge, des travaux du séminaire sera publié fin 2008 sous l'intitulé *Représentations du passé II* (dans un numéro spécial du *Fil d'Ariane*, revue du CEME).

– Poursuite de liens de travail sur la question de l'interculturel initiés avec le European Institute for Progressive Cultural Policies (EIPCP) de Vienne ainsi qu'avec l'Académie des sciences de Budapest (Anne-Marie Autissier)

– Collaboration au programme de recherche paneuropéen et pluridisciplinaire consacré au rôle et au fonctionnement des festivals de spectacle vivant en Europe, en collaboration avec les universités de Sheffield (Royaume-Uni), Leyden (Pays-Bas) et Varsovie (Pologne) : coordinateur général : Dragan Klaić, professeur à l'Université de Leyden ; coordinatrice pour le CEME : Anne-Marie Autissier. Ce programme réunit vingt chercheurs européens (une doctorante de la formation doctorale de l'IEE et du CEME) dans les domaines suivants : études théâtrales, sociologie, science politique, gestion culturelle. Il travaille en collaboration avec les organismes de recherche suivants : l'EIPCP (Vienne, cité ci-dessus), l'Observatoire de Budapest, Interarts (Barcelone). Les travaux menés au cours des trois années passées (rencontres, tables rondes, enquêtes) vont faire l'objet d'une première publication dans la Revue *Culture Europe internationale* (directrice de la publication : Anne-Marie Autissier), avec la collaboration du CEME : à paraître fin 2007/début 2008.

– Poursuite du travail engagé au sein du programme de recherche international ERASMUS MUNDUS sur les villes dans l'imaginaire littéraire, voir ci-dessus : «Coopérations internationales»). Les enseignants-chercheurs du CEME (Anne-Marie Autissier, Mireille Azzoug, Alain

Bertho, Pierre de Trégomain) et une vingtaine d'étudiants du master 2 recherche et du doctorat ont prononcé des communications, piloté des séminaires de travail ou participé aux ateliers de recherche au cours des deux rencontres internationales organisées (2 semaines à chaque fois) en 2005 à Saint-Jacques de Compostelle et en 2006 à Kiel. Au cours de l'année 2007, le CEME a travaillé en commun avec l'université de Kiel à préparer les rencontres et séminaires intensifs internationaux qui se tiendront à Paris et à l'IEE du 2 au 11 mai 2008 et qu'il coordonnera (voir ci-dessous).

Programme de travail 2007-2009

Le thème de la démocratie culturelle, du multiculturalisme et des coopérations culturelles multilatérales sera privilégié. Il s'articulera avec la question des identités (la question de l'universalisme sera également abordée). Une partie du travail sera effectuée dans le cadre des programmes internationaux auxquels participe le CEME (voir plus haut) .

– Poursuite du programme de recherche ERASMUS MUNDUS sur la ville dans l'imaginaire littéraire : organisation des rencontres et séminaires intensifs internationaux qui se tiendront à Paris du 2 au 11 mai 2008 sur le thème : «Villes européennes. Crise et reconceptualisation de la ville européenne – avant-garde et post-avant-garde».

Y participeront des universitaires, chercheurs et doctorants des 6 universités impliquées (voir ci-dessus : «Bilan des travaux»)

– Publication des actes de ces rencontres dans une publication commune CEME/université de Kiel.

– Poursuite du programme d'analyse des festivals, dans le cadre du Groupe européen de recherche sur les festivals

– Plusieurs tables rondes seront organisées, notamment avec des chercheurs et universités des pays d'Europe centrale et orientale.

– Préparation d'un colloque début 2009 sur la question des identités dans le cadre de la problématique de recherche présentée ci-dessus (voir : «Thèmes de travail»)

Villes et mondialisation : anthropologie politique et urbaine (VIMAPU)

Responsable :

Alain BERTHO

professeur à l'IEE, anthropologue
chercheur associé au LAIOS (EHESS)

Membres associés, chercheur-euse-s et doctorant-e-s

Membres associés et chercheur-euse-s

- Annabelle BARRAL, maître de conférences associée à l'IEE, responsable de la Mission ville et renouvellement urbain de la ville de Pantin
- Etienne BUTZBACH, professeur associé à l'IEE, expert consultant auprès des institutions européennes
- Anna DIMITROVA, docteure en sociologie, chercheuse associée
- Anne DUHIN, ATER, docteure en anthropologie, chercheuse associée
- Marianne HERARD, chercheuse en anthropologie, chercheuse associée
- Philippe MAINGAULT, ex-ATER, cadre territorial
- Sylvain LAZARUS, professeur au département d'anthropologie, Paris 8, anthropologue
- Nathalie PUEX docteure en anthropologie, chercheuse associée
- Antonio ANIESA, responsable des relations internationales de la ville de Nanterre

Doctorant-e-s et chercheur-euse-s

- Abdelaziz ABERDIN. La magie et la sorcellerie au Maroc (dir. A. Bertho).
- Salem ABID. Violence et vie sociale urbaine. Le cas de deux quartiers franciliens: La Croix-Petit et la Cité des 3000 à Aulnay-sous-Bois. (dir. A. Bertho).
- Sadia ASSAM. La requalification des centres dans son rapport à la production de la marginalité. Le cas des quartiers centraux d'Alger. (dir. M. Bendjilalli).

- Papa Demba CAMARA. Les Agendas 21 locaux français et européens (dir. A. Bertho).
- Valérie DARJO. Politique européenne de la jeunesse (dir. A. Bertho).
- Giovanna DEMONTIS. Réseaux de coopération territoriaux et gouvernements locaux (dir. A. Bertho).
- Jeanne-Abigail DENZLER. Statuts subjectifs des espaces urbains contemporains (dir. A. Bertho).
- Mame Gora DIOP. L'identité mouride à l'épreuve de la modernité européenne (dir. A. Bertho).
- Ahoue DJIE. Les jeunes Ivoiriens et la politique (dir. A. Bertho).
- Nourredine DIGHMI. Les villes du Sud à la recherche d'une place dans la mondialisation : le cas de Tanger (dir. A. Bertho).
- Aimé EYENGUE. Associations en danger. Quartiers en danger (dir. A. Bertho).
- Katia HACKENBERG. Structure, genèse et processus de transformation de la communauté du Port d'Anvers (dir. A. Bertho).
- Catherine HASS. Les modalités politiques contemporaines de la guerre américaine : une approche anthropologique.
- Moulay Ahmed KHATIR. La violence dans les banlieues françaises (dir. J.-L. Chevanne)
- Jean KENOL. L'immigration haïtienne en France de 1960 à nos jours : identité, altérité (dir. A. Bertho).
- Philippe MAINGAULT. La commande publique des collectivités locales et le développement territorial (dir. T. Andréany).
- Hélène MARCHAND. Justice sociale pour les Aborigènes d'Australie. Les inégalités en matière de santé et les réponses apportées par le gouvernement pour l'accès aux soins des Aborigènes du Territoire du Nord (dir. A. Bertho).
- Fernanda MARUCHELLI. La frontière et le déclin de l'État nation (dir. A. Bertho).
- Samia MOUCHARIK. Anthropologie ouvrière : France (dir. A. Bertho).
- Esther POLLATSEK. La société civile dans les PECO (dir. A. Bertho).
- Hassan RAZKOU ALLAH. L'islamisme en banlieue (dir. A. Bertho).
- Aïcha YAKOUT. La coopération Sud-Sud L'exemple du Forum social mondial polycentrique (FSMP) ou la dimension internationale d'une politique inversée ? (dir. A. Bertho).

Problématique générale de la recherche

La ville est aujourd'hui devenue l'horizon général des relations sociales à l'échelle de la planète. Si le monde urbanisé n'est pas unifié, l'urbanité de la mondialisation contemporaine recompose les rapports

aux territoires, aux temporalités, aux pouvoirs et aux altérités. Lieu fondamental de la production de richesse moderne, la ville est aussi au centre des recompositions de l'espace public, prise entre l'ouverture à un espace économique transnational et des logiques de privatisation des micro-territoires, une citoyenneté avant tout nationale et une ville monde populaire de plus en plus cosmopolite.

Villes européennes à l'heure de la «ville globale»

La ville industrielle a été le cadre, et le moteur, d'une mise en ordre fondamentale de la vie et des rapports humains : séparation du travail productif et de la vie sociale, parachèvement de la séparation, de l'espace public et de l'espace privé, urbanisme marqué par la réglementation étatique. Cette figure de la ville européenne a été l'adossement d'un face à face social et politique de la localité et de l'État national, lieu d'enracinement d'une citoyenneté avant tout nationale. Elle a été profondément ébranlée avec la mondialisation. C'est cet ébranlement qu'il convient d'identifier.

La mondialisation s'enracine d'abord dans une mutation des territoires urbains, une métropolisation de ces territoires et leur inscription dans une «économie d'archipel». La «ville globale» métropolisée est une ville dynamisée par l'accumulation des services et du travail immatériel. La logique de mobilisation collective de ce travail immatériel s'impose à toutes les formes du travail productif. Du «district industriel» du nord de l'Italie au «bassin de travail immatériel en Région parisienne», c'est l'espace urbain qui devient l'espace productif, c'est la ville qui tend à devenir le nouveau collectif de travail. Même les espaces les plus stigmatisés par le reflux de la ville industrielle apparaissent alors comme de possibles gisements de créativité.

Les capacités collectives, culturelles, sociales d'une population urbaine deviennent la matière vivante des «externalités positives» recherchées par les grandes entreprises. Elles deviennent aussi la matière vivante et consciente d'une production de richesse immatérielle qui, de fait, excède les capacités du marché. De tels bouleversements ont des conséquences de fond sur l'urbain et ses logiques de gestion.

Nouveaux espaces démocratiques

Le découpage politique de l'espace urbain constitue une dimension importante de la démocratie. La citoyenneté et la souveraineté spécifiée par l'appartenance nationale, déclinée au niveau micro (la collectivité locale) ou articulée sur la scène «internationale», basée sur un principe de représentation délégataire et garantie par l'institution publique (l'État)

semble trouver ses limites. C'est l'ONU elle-même qui, officiellement, annonce en 1995 l'âge de «notre voisinage global», titre du rapport de la Commission de gouvernance globale.

La ville globale est l'espace de l'émergence et de la multiplication de nouveaux acteurs sociaux collectifs démocratiques. Les recompositions productives de territoires offrent un nouveau rôle aux «gouvernements locaux» par une décentralisation généralisée des responsabilités qui ne les articule plus principalement à l'échelle nationale.

Des pratiques de jumelage et de coopération décentralisée anciennes ont été à la source de la mise en place de réseaux de villes à l'échelle mondiale. Les villes, motrices de ces regroupements, partagent souvent depuis quelques années les soucis de l'innovation démocratique locale, du partage des expériences de démocratie participative à la promotion du budget participatif inventé par la plus célèbre d'entre elles, la ville de Porto Alegre au Brésil.

Cette dernière, avec Barcelone et Saint-Denis, a constitué, parallèlement au processus des Forums sociaux mondiaux, puis continentaux, initiés en 2001, un réseau de villes activement lié au mouvement dit «altermondialiste», celui du Forum des autorités locales. C'est autour des mêmes villes qu'a été impulsée la rédaction d'une Charte européenne des droits de l'homme dans la ville, lancée par «l'engagement de Barcelone» en 1998, qui pose les bases d'une nouvelle citoyenneté urbaine disjointe de sa définition nationale. Une conception neuve, à la fois résidentielle et transnationale, de la citoyenneté urbaine est ainsi énoncée.

Pistes de recherche

Le groupe de recherche se donne comme objectif de travailler dans quatre directions :

– Travail immatériel urbain et constitution d'une nouvelle «société civile». Les nouveaux acteurs urbains et les nouvelles pratiques de coopérations civiques et productives de la ville globale en Europe.

– Innovations politiques et démocratiques des autorités locales : politiques d'inclusion sociale, démocratie participative, budgets participatifs, nouvelle place des politiques culturelles.

– Construction européenne et société civile urbaine. La construction de l'espace d'une «société civile organisée» au sein des dispositions décisionnaires et gestionnaires de l'Union européenne.

– Des territoires aux réseaux. Bilan et pratiques de la mise en réseau des villes autour des innovations pratiques et démocratiques (FAL, CGLU, réseau Urbal ...)

Bilan 2004-2007

– Co-organisation du programme «Devenir Banlieue» avec le Collège international de Philosophie, le laboratoire Matysse-Isys (CNRS UMR n° 8595), le laboratoire Théorie des mutations urbaines (CNRS, UMR 7136 A.U.S.), l'Iskra (Montpellier), le Département d'Economia politica de l'université de Pavie (Italie), le Laboratorio Territorio e Comunicacao - ess -Universidade Federal do Rio de Janeiro (Brésil).

– Participation au réseau Transcultural et à la rencontre de Beijing «War and Peace, Humans and Rights, Social Justice and Harmony» (5-7 mars 2007) organisé avec l'Académie chinoise de sciences sociales et l'Université de la Sarre (Allemagne).

– Enquête sur les Blogs de jeunes à Nanterre (2006-2007).

– Enquête «Les Halles : usages et subjectivité métropolitaines des jeunes de banlieue» (2006-2007), menée en collaboration avec le laboratoire Théorie des mutations urbaines (UMR 71 36) en contrat avec la Mairie de Paris. Rapport remis en juin 2007.

– Réponse à l'appel d'offre du Plan urbain «La citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité», avec l'Université de Bologne, juillet 2007.

– Enquête (2006-2007) «Les salariés de Metaleurop deux ans après», financée par BQR de l'Université.

– «Participation au réseau international d'échanges et de recherche ERASMUS MUNDUS sur les villes dans l'imaginaire littéraire, piloté par l'université de Kiel et participation aux journées d'études et de recherches organisées en 2005 (voir groupe «Représentations, stratégies et politiques culturelles»)

– Participation, pour l'université de Paris 8, au projet POCICE piloté par l'Université de Bourgogne au sein de l'axe 7 du 6° PCRDT «Citoyenneté et gouvernance dans une société de la connaissance». Ce projet regroupe un réseau de 120 chercheurs dans 13 pays : les universités Ben Gourion en Israël, Craiova en Roumanie, Sheffield, Berne, London Metropolitan, Nottingham, Saragosse, Lisbonne, Sofia, Dijon et Paris 8, l'Université Libre de Bruxelles, l'Université autonome de Barcelone, l'université libre de Berlin. Le groupe a organisé la séance «Identité, citoyenneté, engagement» de l'Université européenne (Dijon, 4 septembre-11 septembre 2004) qui avait pour thème «Appartenances, citoyennetés et identités multiples».

– Sur la question des «Villes et nouveaux espaces européens de gouvernance», un partenariat a également été initié avec l'IFMO (Institut de formation à la maîtrise d'ouvrage) et avec l'Université de Bourgogne (suivi : Alain Bertho).

– 2003-2006 : Direction scientifique de la constitution des archives du Forum social européen de Paris-Saint-Denis 2003 dans le cadre d'une convention de partenariat entre le CEME et la Maison des sciences de l'homme de Dijon. Ce travail a permis de mener, dans le cadre d'une observation participante poussée, une recherche sur la catégorie de «mémoire» et les formes subjectives d'historicité au sein du Mouvement altermondialiste. Des éléments de cette recherche ont été exposés au colloque de Dijon en octobre 2005. D'autres ont déjà fait l'objet de publication, notamment dans *Anthropologie et Sociétés*.

Colloques et tables rondes

Le groupe a organisé et/ou participé à divers colloques et tables rondes :

– Direction du colloque «La confiance et le conflit» (novembre 2007) organisé par l'Ecole doctorale de Sciences sociales

– Colloque «Réseaux de villes et politiques publiques en Europe», 16 mai 2006, qui a porté sur un Bilan des coopérations décentralisées au travers du programme européen URBAL»

– Participation au «Forum des autorités locales de périphérie» (Nanterre 2-3-4 mars 2006, Nanterre). Rencontre internationale d'acteurs locaux et de chercheurs sur la question des périphéries, leur relation aux métropoles et leurs spécificités en termes de développement durable, mobilité, services publics, droit au logement, à la santé et à l'éducation, identité, culture, solidarités et démocratie participative. Participation notamment à la table ronde (Alain Bertho) «Démocratie participative, citoyenneté de résidence... renouveler la politique par les marges».

– Colloque «Les métiers de la ville en France et en Europe» (5 décembre 2005, à Paris 8, sous la direction d'Alain Bertho, animé par Étienne Butzbach) avec la participation de différents acteurs de la ville, des collectivités territoriales, des services de l'État, d'associations, bureaux d'études...

Thèmes des débats : Les métiers de la politique de la ville et du développement participatif local (Bénédicte Madelin, directrice de Profession Banlieue) ; la formation des professionnels dans le secteur de l'habitat et du logement (Chantal Talland, directrice de l'École de la Rénovation urbaine) ; les métiers de la ville et la structuration des réseaux urbains en Europe (Jean-Loup Drubigny, directeur du secrétariat du programme européen URBACT)

Séminaires et journées d'études

- 2006-2007 : Séminaire-Recherche action «Devenir banlieue» sur les mobilisations et transformations institutionnelles dans les banlieues dans les grandes métropoles, en partenariat avec le Collège international de Philosophie (séminaire «Métropoles et multitudes» animé par Antonio Negri) et la communauté d'agglomération Plaine Commune (Saint-Denis, France)
- Séminaire doctoral «Villes, mondialisation, démocratie» (octobre 2005-juin 2006).
- Codirection de la journée de l'Ecole doctorale «Nouvelles problématiques urbaines» (1er avril 2006) avec Hervé Vieillard Baron, professeur de géographie .
- Séminaire doctoral «Construction européenne, réseaux de villes, gouvernance et société civile» (octobre 2004-juin 2005).
- Université européenne d'été «Appartenances, citoyennetés et identités multiples» (4-11 septembre 2004, université de Bourgogne). Organisation et animation de la séance «Identité, citoyenneté, engagement».

Calendrier de travail 2007-2009

Axes de travail

Comment et avec quelles implications la métropolisation liée à la mondialisation s'inscrit-elle dans l'espace européen, dans les sociétés européennes, dans les problématiques de gouvernance et les conflits politiques émergents ?

Dans la suite du travail déjà accompli, les principaux axes de travail seront :

- La dimension européenne et même internationale de l'action des villes : Coopérations urbaines décentralisées et démocratie participative
Coopérations urbaines décentralisées et développement. Réseaux de villes et mouvement altermondialiste, Le Forum des autorités locales de périphérie.

- Métropolisation et travail immatériel dans la suite du travail engagé en 2006-2007 dans le séminaire «Devenir Banlieue» co-organisé avec le laboratoire Matyss (Paris 1) et MTU (Paris 8). Engagement d'un travail sur les villes portuaires en Europe en collaboration avec le laboratoire MTU (UMR 7136). Comparaisons internationales

- La production démocratique de la ville : comment la métropolisation génère à la fois de nouvelles dynamiques et de nouvelles tensions qui redispotent les termes du débat démocratique local. Comparaisons

internationales. Enquête en France et en Italie sur «la subjectivité de la production démocratique de la ville», en collaboration avec l'Université de Bologne (Appel d'Offre du PUCA)

– Gouvernance urbaine et transformation de l'Etat national

– Participation au programme de recherche ERASMUS MUNDUS piloté par l'université de Kiel sur la ville dans l'imaginaire littéraire : Organisation (en commun avec le groupe du CEME : Représentations, stratégies et politiques culturelles en Europe) des rencontres et séminaires intensifs internationaux qui se tiendront à Paris du 2 au 11 mai 2008 sur le thème : «Villes européennes. Crise et reconceptualisation de la ville européenne – avant-garde et post-avant-garde». Y participeront des universitaires, chercheurs et doctorants des 6 universités impliquées. Ces axes sur lesquels seront engagés des doctorant-e-s mobiliseront aussi des enquêtes collectives comme celle menée sur les Halles en 2007.

Relations internationales, économie politique internationale (RIEPI)

Responsables :

Pascal BONIFACE, politologue, maître de conférences à l'IEE, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

Philip GOLUB, politologue, professeur associé à l'IEE, maître de conférences à l'IEP de Paris, conseiller de la rédaction du *Monde diplomatique*

Collaborateurs, chercheurs et doctorant-e-s

Collaborateurs extérieurs

- Gilbert ACHCAR, maître de conférences, science politique, relations internationales
- John MASON, professeur de sciences politiques, William Paterson University, New Jersey et chercheur associé au Center for European Studies, NYU.
- Jean-Christophe GRAZ, professeur aux Universités de Sussex et de Lausanne
- Christopher NEWFIELD, chercheur invité en 2006, professeur à l'université de Californie (Santa Barbara, États-Unis)

Chercheurs et post-doctorants

- Barah MIKAÏL doctorant, ex-ATER à l'IEE, chercheur à l'IRIS
- Robert CHAOUAD, post-doctorant, ex-ATER au département de droit

Doctorant-e-s

- Jamil ABOU ASSI. La solvabilité du communautarisme libanais dans une construction nationale (dir. P. Boniface).
- Magalie AFFRE. Les intellectuels européens et le Moyen-Orient (dir. S. Nair)
- Olsi BAZE. La difficile émergence d'un sujet Albanie dans le nouvel ordre mondial et régional (dir. P. Boniface).

- Youcef BELLATRECHE. L'approche comparative de l'intégration des pays du Maghreb à l'UE et à l'OMC (dir. K. Messamah).
- Saliha BENKEDDI. La géopolitique du pétrole face à la mondialisation. Le cas de l'Algérie (dir. P. Boniface)..
- Maud EMMONIN. Interventions des États-Unis dans les guerres européennes d'Irlande du Nord et de Bosnie (dir. P. Boniface).
- Noëlle EL SAADANY. Attitude européenne envers le projet américain du grand Moyen-Orient (dir. P. Boniface).
- Guy FITOUSSI. De l'intégration d'Israël à l'Union européenne (dir. P. Golub et P. Boniface).
- Iman HEDAYATI DEZFOULI. Le système bancaire dans l'économie du Maghreb (dir. K. Massamah).
- Slah HNID. L'Europe face aux États-Unis en Méditerranée : Enjeux géopolitiques, économiques et stratégiques (dir. P. Cours-Salies).
- Hocine IHABCHIENE. L'Europe face aux États-Unis en Méditerranée : Enjeux géopolitiques, économiques et stratégiques (dir. P. Boniface).
- Eliana MANCA. Défis et solutions pour la construction d'une identité politique européenne : l'instabilité au Moyen-Orient et les nouvelles catégories de gouvernance mondiale (dir. P. Boniface).
- Nazim MESSAMAH. Intégration et politiques commerciales euro-méditerranéennes: libéralisation et enjeux stratégiques d'un développement autrement (dir. P. Boniface).
- Samia M'HARI. Europe et États européens (Allemagne-France) et l'Islam politique.
- Barah MIKAÏL. La politique américaine au Moyen Orient de 1945 à nos jours (dir. P. Boniface).
- Nabil NAILI. De la stratégie de l'endiguement à la stratégie de la préemption.
- Somprin NIYOMTHAI. La coopération régionale et la sécurité de l'ASEAN après les attentats du 11 septembre 2001 (dir. P. Golub et P. Boniface).
- Palani WIKNESWARAN. L'Histoire des conflits politiques et diasporas au Sri Lanka (dir. J.-L. Chevanne)
- Arben RUSHITI. L'ingérence humanitaire, le droit international et l'intervention militaire de l'OTAN dans le conflit du Kosovo (dir. C. Samary).
- Ousmane TRAORE. Les relations franco-maliennes à partir des paradoxes de la migration (dir. P. Boniface).

- Sylvain TY. L'apport de la Turquie dans les affaires étrangères et de sécurité européennes au Moyen-Orient et au Caucase si la Turquie devient membre de l'Union européenne (dir. P. Boniface)..
- Mirsad VOCA. Droit international et intégration européenne du Kosovo (dir. C. Samary).

Orientation des recherches

Disciplines à part entière au sein des sciences politiques, les relations internationales et l'économie politique internationale (EPI) développent les outils théoriques requis pour l'analyse du système international moderne. Privilégiant une approche transdisciplinaire et systémique, le groupe travaille sur les transformations structurelles du système international : l'interconnexion entre les mutations du capitalisme comme phénomène global et les évolutions des rapports de force interétatiques, la distribution du pouvoir entre acteurs privés et publics, etc.

Parmi les thématiques de recherches :

- L'économie politique de la mondialisation : la redistribution du pouvoir et de la richesse dans le contexte de la mutation du capitalisme contemporain (rapports entre acteurs privés et publics, transformation de l'État, transnationalisation)
- Les mutations institutionnelles (institutions internationales, phénomènes de régionalisation, évolution du droit international)
- Les déterminations et évolutions de la politique extérieure américaine (acteurs et structures, idéologies et stratégies, processus de formation des politiques)
- Conflits et guerres (conflits régionaux, guerres asymétriques, nouvelles théories et pratiques de la guerre)
- Économie politique de l'Asie orientale (équilibres régionaux, intégration, transformation économique et sociale).
- Les rapports entre culture, identité et impérialisme.

Bilan de travail de 2004 à 2007

Séminaires

Le groupe a mis en place un séminaire : «Relations internationales. Le système international moderne : permanences et transformations» et un atelier de recherche : «L'Europe et l'ordre mondial : études de cas (assurés par Philip Golub et Pascal Boniface, avec la collaboration de chercheurs invités ou associés).

Coopérations internationales

– Un partenariat a été développé avec l'Institut des relations internationales de l'Université William Paterson (New Jersey, Etats-Unis). Deux collègues de ce centre ont déjà été invités par l'IEE et l'un d'eux (John Mason) est associé permanent au CEME. Plusieurs colloques ont été organisés en commun, soit à Paris 8, soit à l'université W. Paterson, avec la participation des chercheurs des deux centres (notamment la participation régulière de Philip Golub à l'Université W. Paterson et celle de John Mason à l'IEE-Paris 8).

– Le groupe a également travaillé à la mise en place d'un observatoire des relations entre les États-Unis et l'Union européenne, associant le CEME, l'Institut d'études internationales de William Paterson et l'IRIS. Celui-ci devrait être créé en 2007-2008.

Colloques et tables rondes

Plusieurs colloques et tables rondes ont également été organisés par le groupe ou avec sa collaboration :

– vendredi 15 juin 2007 : Table ronde : «Quelles perspectives pour les relations euro-atlantiques ?», organisée par le groupe RIEPI avec la participation de John Mason, Philip Golub, Pascal Boniface, Barah Mikail ...

– 17 mai 2006 : Table ronde sur le thème «Culture et hégémonie», sous la direction de Philip Golub, avec la participation de Pascal Boniface, Christopher Newfield, Philip Golub, et Jim Cohen (maître de conférences en science politique)

– 28 avril 2006 : Table ronde «Les Etats-Unis et le libéralisme» organisée par Mireille Azzoug et Philip Golub (participant-e-s : Ginevra Conti Odorisio (Roma 3), Mireille Azzoug, Philip Golub (CEME), Christiane Veauvy (EHESS) et Christopher Newfield (université de Santa Barbara)

– 24 mai 2005 : Table ronde sur la société américaine «Fractures sociales, fractures sociétales» : avec la participation de Pascal Boniface, Wartyna Davis, politologue, professeure à l'université William Paterson, Philip Golub et John Mason.

– 28 et 29 avril 2005 : participation au colloque européen «L'Europe à la croisée des chemins» organisé par le groupe «Construction européenne» (sous la direction de Sami Nair, Académie polonaise des sciences).

Thème des débats : les défis liés à l'élargissement de l'Europe en matière de démocratie institutionnelle, politiques sociales, politique étrangère commune, défense et rapports internationaux. Les membres du

groupe ont participé aux débats sur les questions de sécurité, défense et politique étrangère de l'UE.

– 25 novembre 2004 : Journée de débat organisée en commun avec le département de science politique à Paris 8, sous la direction de James Cohen, Philip Golub et John Mason : «Bush II : Quelles perspectives ? Les implications de la réélection de G. W. Bush pour l'ordre intérieur américain et l'ordre mondial», avec la participation de Pascal Boniface, James Cohen, Barthélémy Courmont, chercheur à l'IRIS, Marianne Debouzy, professeur émérite, département d'histoire, Philip Golub, John Mason, Isabelle Richet, département d'études anglo-américaines, Paris 7.

– juin 2004 : Table ronde sur les répercussion du 11 septembre sur l'ordre politique et juridique américain : avec la participation de Pascal Boniface, John Mason, Philip Golub, et Jacques Nikonoff (IEE)

Programme de travail de 2007 à 2009

– Poursuite du travail du groupe d'observation et de recherche en cours de création (la convention doit être signée en novembre 2007) sur les rapports Union européenne-États-Unis, en collaboration avec le département de science politique de Paris 8, l'IRIS, l'Institut de recherches internationales de l'Université William Paterson (John Mason, chercheur invité permanent au CEME). D'autres laboratoires de recherche seront associés à ce travail, notamment britannique, allemand et espagnol.

– Organisation d'un colloque international au printemps 2008 sur le thème : «Quel avenir pour les rapports euro-atlantiques ?»

– D'autres tables rondes et journées de travail seront organisées en 2008-2009 à l'IEE/CEME et dans l'université partenaire.

– Une publication des travaux est prévue dans la revue du CEME *Le Fil d'Ariane* en 2009.

LES DOCTORATS SOUTENUS

AU SEIN DU CEME ET DU DOCTORAT DE L'IEE depuis 1995

- **Valérie MÉZIÈRE** : Géopolitique et management durable du tourisme. Un exemple d'application : la Turquie (codir. Sylviane TOPORKOFF et Jean-Jacques CROUTSCHE; université Paris 13) (12/2007)
- **Rachid BOUCHAREB** : Statut au travail inférieur et conflictualité salariale. Des employé-e-s de boutiques en France et en Belgique (cotutelle, codir. Pierre COURSSALIES et Mateo ALALUF, ULB) (30/11/2007)
- **Darko MACNER** : La question des Allemands des Sudètes vue du côté tchèque et du côté allemand. Étude comparative (dir. Pierre BÉHAR) (13/03/2007)
- **Isabelle DECONFIN** : L'Union européenne et le développement durable de ses régions défavorisées grâce aux NTIC dans le tourisme : étude comparative des régions Sicile et Thuringe (dir. Sylviane TOPORKOFF) (15/12/2006).
- **Sun-Hee PARK** : Les relations Asie-Europe et l'essor de l'interrégionalisme : le rôle de l'ASEAN dans l'ASEM (dir. Pierre COURSSALIES) (03/07/2006)
- **Charlotte CHEVALLIER** : Essai d'interprétation des phénomènes centristes contemporains : analyse comparative France, Pologne, Allemagne, France (codir. Pierre COURSSALIES et Timm BEICHEL, Université Francfort-sur-Oder) (14/12/2006)
- **Ange Bergson LENDJA** : Sans papiers. Figure du politique (dir. Pierre COURSSALIES) (22/06/06)
- **Andrea VALCIC** : La Yougoslavie entre la France et l'Allemagne de 1935 à 1941. Relations politiques et économiques (dir. Pierre BÉHAR) (17/03/2006)
- **Kibuambu Pierre MBIMBI** : Le contrôle du recouvrement de la TVA intra-communautaire (dir. Pierre LUNEL) (13/12/2005)
- **Sidonie JOANNES** : La Basilicate et l'Europe. Histoire du développement socioculturel d'une région rurale du Mezzogiorno dans le cadre de la politique régionale communautaire (1947-2000) (dir. Gérard BOSSUAT) (08/11/2005)
- **OMGBA Joseph** : La protection des consommateurs en droit européen (dir. Pierre LUNEL et André DEMICHEL) (25/06/05)

- **Chloé THEAULT** : Histoire et représentations du passé à travers les expositions européennes des années 1930 (dir. Gérard BOSSUAT) (09/12/04)
- **CHAOUAD Robert** : Une histoire politique du concept de défense européenne (dir. Bernard CASSEN) (15/12/04)
- **Éric TOUSSAINT** : Enjeux politiques de l'action de la Banque internationale pour la reconversion et le développement (BERD) et du Fonds monétaire international (FMI) envers le tiers monde. (dir. Pierre-COURS SALIES et Jean BEAUFAYS) (22/11/04)
- **Alphonse MAKENGO NKUTU** : Du multipartisme au parti unique en République du Zaïre de 1950 à 1991. (dir. Pierre COURSA-SALIES) (13/09/04)
- **Daniel FELLOUS** : L'Etat islamique : approche constitutionnelle et politique. (dir. Francine DEMICHEL et Jean-Marie VINCENT) (7/05/04)
- **Urbain N'SONDE** : La réunification de l'Allemagne et ses conséquences : une comparaison des réactions en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis (dir. Jean-Claude BOYER) (11/12/03)
- **Dominique DEBIZE** : Choisir sa mort : nouvelle revendication sociale ou dangereux fantasme? Etat des lieux des pratiques, des jurisprudences et du débat en matière de fins de vie dans dix pays occidentaux. (dir. Pierre COURSA-SALIES et André DEMICHEL) (18/11/03)
- **Vesselin SIAROV** : Évaluation stratégique des projets d'infrastructure de transport, dans le cadre du corridor paneuropéen n°10. (dir. Laurent CARROUÉ) (11/20003)
- **Patrick-Hubert CAPRON** : La dynamique des inégalités sociales comme enjeu politique. L'exemple de la Guyane française de 1981 à nos jours (dir. Pierre COURSA-SALIES) (26/09/03)
- **Abdelmoumène MEDJDOUB** : Analyse des comportements électoraux des jeunes français issus de l'immigration maghrébine : le cas de la ville de Bobigny. (dir. Pierre COURSA-SALIES) (2/07/03)
- **Agata SWIERKOSZ** : La Pologne face à la communauté européenne dans la période 1989-1997. (dir. Jean-Marie VINCENT) (27/01/03)
- **Sébastien BARLES** : Les mesures positives (actions et discriminations positives) en droit français ou l'insertion de politiques publiques différenciées et différencialistes au sein de l'universalisme républicain. (dir. Francine DEMICHEL) (18/12/02)

- **BASTIAT Brigitte** : Presses et mouvements féministes : études comparative France-Irlande-Suisse 1979-2000 (dir. Danièle BUSSY GENEVOIS) (21/06/02)
- **Richard VAUX** : L'Europe face aux mouvements d'objets d'art. Orientations et limites de la coopération européenne en matière de régulation des flux commerciaux et de lutte contre les trafics illicites de biens culturels mobiliers (dir. Claude FRIOUX) (8/02/00)
- **Isabelle RIGONI** : Mobilisations, actions, recompositions. Migrants de Turquie et réseaux associatifs en France, en Allemagne et Belgique (dir. Pierre COURTS-SALIES) (01/00)
- **Gwenaël DENIGOT** : Le Japon contemporain face aux étrangers : fortunes d'une politique d'immigration (dir. Bernard CASSEN) (12/1999).
- **Frédéric BURÉ** : Trois pays neutres (Confédération helvétique, Autriche, Suède) et l'intégration européenne. Evolutions des discours partisans et des nationalismes (dir. Pierre BÉHAR) (12/1999).
- **Dal-Ju MUN** : Quelle stratégie créative pour une publicité télévisée pan-européenne ? (dir. Sylviane TOPORKOFF) (06/1999).
- **Valérie MAGNAN** : Espagne, Grèce, Portugal 1974-1992 : transitions démocratiques et mutations télévisuelles. L'impossible service public ? (dir. Danièle BUSSY-GENEVOIS) (01/1999).
- **Jean-François PÉPIN** : L'humour de l'exil dans les oeuvres de Romain Gary et celles d'Isaac Bashevis Singer (dir. Judith STORA) (06/1998).
- **Jean-Paul GAUTIER** : Un mouvement royaliste sous la cinquième République : la restauration nationale 1958-1993. (dir. Jean-Marie VINCENT) (09/1997).
- **Marie-Lise FRÈRE, ép. SEMBLAT**: L'émergence d'un féminisme territorial en milieu rural. Les pratiques de nouveaux groupes de femmes en Europe et au Canada francophone.) (dir. Pierre DOMMERGUES) (06/1997).
- **Jean-Rémi KOUTCHKINE** : Transférabilité en France d'un nouveau mode de management américain : le B P R. Un cas d'application. (dir. Pierre DOMMERGUES) (1996)
- **Frank VERECKEN** : La lutte pour les États-Unis d'Europe. Richard Coudenhove Kalergi en exil (1938-1947) (dir. Jean-Michel PALMIER) (01/1995).

LES PUBLICATIONS DES CHERCHEUR-E-S DU CEME depuis 1997

Maria Dolorès ADAM MUÑOZ, professeure de droit à l'Université de Cordoue

Ouvrage :

En collaboration avec Estrada Carrillo, *Commentarios a la Ley Organica y Reglamento de Extranjeria*, ed. Trivium, Madrid, 1997.

La protección de los derechos de las mujeres en una sociedad muticultural, Cordoue, 2001.

Article :

«Le droit à l'égalité juridique de la femme dans la sphère familiale» in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998.

Maria Teresa ARECES PIÑOL, professeure de droit à l'Université de Lérida

«Les évolutions du droit de la famille en Espagne» in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998.

Anne-Marie AUTISSIER, maître de conférences, sociologie, directrice de la publication *Culture Europe* (revue trimestrielle consacrée à l'actualité des politiques culturelles et à la gestion de l'art et de la culture en Europe, éditée en collaboration avec l'IEE)

Ouvrages :

L'Europe de la culture. Histoire(s) et Enjeux, Internationale de l'Imaginaire, Nouvelle série n° 19, Babel-Maisons des cultures du monde, Paris, 2005.

codir. avec Mireille Azzoug, «Identités et dialogue des cultures», *Le Fil d'Ariane*, Numéro spécial en hommage à Bernard Piniau, janvier 2000 (2 articles).

L'Europe culturelle en pratique, Chronique AFAA, ministère des Affaires étrangères, diffusion La Documentation française, Paris, 1999.

La Réutilisation culturelle et artistique des monuments historiques en Europe (coll.), ACCR, Paris, 1999.

Articles :

«Europe occidentale et orientale : le prix de l'indépendance», in *Arts vivants en France : trop de compagnies ?*, Maison d'Europe et d'Orient, Paris, 2007,

«Hommage à Grundtvig», in *L'Observatoire des politiques culturelles*, 2007

«France-Allemagne, Le risque de l'oubli» in *Culture Europe International* n°48, printemps 2007

- «Les tribulations de la copie privée» in *Culture Europe International*, hors série, printemps-été 2007.
- «Quelles priorités pour les politiques culturelles européennes ?», in *Raison présente*, juillet 2007.
- «La perspective de fédéralisation de l'Europe, cinquante ans après le Traité de Rome», Université de l'Egée, Mytilène, 10-12 mai 2007, Editions Ant. N. Sakkoulas (Grèce) et Bruylant (Belgique) (à paraître)
- «Les échelles des politiques culturelles : locales, nationales, transnationales, européennes», colloque européen : «Les cultures de l'Europe – Pour la diversité», Institut Pierre Werner et Fondation «Secolul 21», Luxembourg, 5 mai 2007, à paraître
- «The impact of the European Bologna Process on the French academic system», colloque international «Globalization and Higher Education», Université William Paterson, Wayne (États-Unis), 26 et 27 avril 2007, à paraître
- «International challenges and French academic strategies», *ibid.*
- «Les plate-formes culturelles et artistiques en Europe», séminaire international «Pour de nouvelles souverainetés urbaines», programme européen intensif de coopération et de recherche «Villes européennes – Imaginaires et représentations culturelles», 4-8 déc 2006, université de Kiel, publication sur le site Internet du programme
- «La coopération culturelle des régions européennes, avancées et limites», colloque international «Régions et diversité culturelle : une dynamique européenne et mondiale», Conseil régional Rhône-Alpes, Observatoire des politiques culturelles, Groupe d'études et recherches sur les mondialisations (GERM), Lyon (France), 28 et 29 septembre 2006. Publication sur le site internet du GERM
- «Un théâtre sans commissaires», in «Europe, scènes peu communes», *Études théâtrales* 37/2006, Louvain-la-Neuve, p. 118 à 125
- «Une nécessaire refondation des politiques culturelles européennes», in revue *Espace-Temps*, 2006.
- «Denis de Rougemont : Active conscience of cultural Europe», in *Still so much to be done*, EFA Books I, Gand, 2006, p. 36 à 70.
- «De l'art officiel à la "troisième voie"», in *Territoires* n°452, Cahier 2, novembre 2004, Paris, p. 21 à 22.
- «Du business aux industries créatives : le cas britannique», *ibid.*, n° 36, 2002.
- «Les États, protagonistes ambigus de la coopération culturelle communautaire», in *La Culture dans les relations internationales* (François ROCHE dir.), Ecole française de Rome, 2002.
- «L'Europe culturelle, un continent à inventer», *Rezo* n° 10, hiver 2003.
- «Cinquante ans de rapprochement : les relations européennes des collectivités territoriales», *ibid.*, n° 33, 2001.
- «Le risque démocratique», *ibid.*, n° 26, 2000.
- «Europe-Asie : du désir au dialogue», *ibid.*, n° 22, 1999.
- «Les politiques du livre en Europe», *ibid.*, n° 21, 1998.
- «Les collectivités locales, la culture et l'Europe», *Culture Europe* n° 16, 1997.
- «Comment l'Europe se traduit pour les traducteurs», *ibid.*, n° 17, 1997.

«Le tourisme culturel en Europe : vaut le détour», *ibid.*, n° 18, 1997.
«Europe centrale et orientale : les voies de traverse de la Fondation européenne de la Culture», *ibid.*, n° 20, 1997.

Mireille AZZOUG, maître de conférences, 11e section, rédactrice en chef des cahiers de l'Institut d'études européennes : *Le Fil d'Ariane*.

Responsable ou co-responsable des numéros suivants du *Fil d'Ariane* :

en collaboration avec Francine Demichel, «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille» (France, Espagne, Finlande, Italie, Royaume-Uni), numéro spécial, hiver 1998 (et article : «Les penseurs et les femmes»).

Une version en anglaise a également été publiée «The Legal Status of Women in the European Union : Politics, Citizenship, Labour Market, Family», 1999.

«Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : Autriche, Belgique, Irlande, Pays-Bas», numéro spécial, 1999.

en collaboration avec Jean-Claude Boyer : «L'Europe et la Mer», 1999 (articles : «La Méditerranée dans l'Antiquité», «Les représentations de la mer dans la littérature européenne»).

en collaboration avec Anne-Marie Autissier, «Identités et dialogue des cultures», numéro spécial en hommage à Bernard Piniau, mai 2000 (article : «Universalisme, identité et dialogue des cultures»).

Lire l'Europe : identité, liberté, responsabilité (publication d'articles écrits par les étudiants), juin 2000.

en collaboration, «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France», actes du colloque des 21 et 22 novembre 2000, *Le Fil d'Ariane*, septembre 2001 (Introduction et coordination générale de la publication)

dir., «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe», actes du colloque des 15, 16 et 17 novembre 2001, *Le Fil d'Ariane*, janvier 2003 (Introduction et coordination générale de la publication)

En collaboration :

«Avant-propos» in Christiane VEAUUVY dir., «Les femmes dans l'espace public», *Le Fil d'Ariane*, décembre 2002, IEE-Paris 8 et dans *Les femmes dans l'espace public. Itinéraires français et italien*, Christiane VEAUUVY dir. MSH/Fil d'Ariane, Paris, 2004

Christiane VEAUUVY, Marguerite ROLLINDE, Mireille AZZOUG, *Les Femmes entre violences et stratégies de liberté. Maghreb, Europe du Sud*, Éditions Bouchene, Saint-Denis, 2004 (article : «Universalisme et identité» et collaboration à la préface)

Articles :

«Aux sources libérales du projet européen», Journée d'étude «Cinquante ans d'Europe» organisée à l'Institut d'études européennes et le CEME, Paris 8, 24 avril 2007

«Villes d'utopie, utopie de la ville», Université de Kiel (Allemagne) programme européen intensif de coopération et de recherche «Villes européennes – Imaginaires et représentations culturelles», 4-8 déc 2006, université de Kiel, publication sur le site Internet du programme.

Sébastien BARLES (1998-2002) : post doctorant au sein de la formation doctorale (discipline de la thèse : droit)

Rapport : *La rémunération des femmes au foyer*, rapport pour le Parlement européen, 1998.

Articles :

«Les discriminations positives dans l'enseignement aux Etats-Unis, en France et en Allemagne», *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica, Paris, 1998.

In Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998 :

«L'égalité entre hommes et femmes et le droit dans l'Union européenne» ;

- «Le travail des femmes en France» ;

- «Le travail non rémunéré des femmes au foyer. Éléments de réflexion».

Pierre BÉHAR, professeur à l'Université de la Sarre (Allemagne), germaniste

Ouvrages :

Les Langues occultes de la Renaissance. Essai sur la crise intellectuelle de l'Europe au XVIe siècle, Desjonquères, Paris, 1997.

Vestiges d'Empires. La Décomposition de l'Europe centrale et orientale, Desjonquères, Paris, 1999.

Spectaculum Europaeum. Theatre and Spetacle in Europe. Histoire du Spectacle en Europe. (1580-1750). Wiesbaden : Harrasowitz. 1999

Articles :

«Okkultismus, Politik, Literatur und Astronomie zwischen Prag und Heidelberg» in Morgen-Glantz, *Zeitschrift der Knorr-von-Rosenroth-Gesellschaft*, (Kongreßbericht Sulzbach 2002) 2003.

«Der Widerstand gegen die Habsburger im Werk Daniel Caspers von Lohenstein», in P. Béhar, Herbert Schneider, *Der Fürst und sein Volk. Herrscherlob und Herrscherkritik in den habsburgischen Ländern der frühen Neuzeit*, (Kongreßbericht Saarbrücken 2002), Annales Universitatis Saraviensis, Sarrebruck, 2003

«Kaiser Rudolfs II. Kreuzzug in Ungarn und die talismanische Malerei», in M. Erb, E. Knipf, M. Orosz, L. Tarnói (dir.), *und Thut ein Gnügen Seinem Amt*. Festschrift für Karl Manherz zum 60. Geburtstag, Budapest Beiträge zur Germanistik, 39, Budapest, 2002.

«Goethe und die Barockdramatik. Eine mögliche Quelle zu «Iphigenie auf Tauris»», in Wolfgang Stellmacher, László Tarnói (dir.), *Goethe. Vorgaben. Zugänge*. Wirkungen, Peter Lang Verlag, Frankfurt a.M., Berlin, Bern, Bruxelles, New York, Wien 2000, S. 151-158.

«Von der Mystik zur Magie. Die Verwandlung der christlichen Kabbala von Reuchlin zu Agrippa von Nettesheim», in W. Schmidt-Biggemann (dir.), *Christliche Kabbala. Reuchlins geistesgeschichtliche Wirkung*. Kongreßbericht Pforzheim, 2000.

- «Die Anfänge der österreichischen Literatur», Marie-Louise Roth, Pierre Béhar (dir.), In *Literatur im Kontext Robert Musil*. Peter Lang Verlag, Frankfurt a.M., Berlin, Bern, Bruxelles, New York, Wien 1999, S. 35-48.
- «Les principes des relations franco-allemandes du retour au pouvoir du Général de Gaulle à la réunification de l'Allemagne», in Nicole Parfait (dir.), *Une entente de raison. La chute du mur de Berlin et les relations franco-allemandes*, Desjonquères, Paris, 2000. Actes du Colloque franco-allemand de Sarrebruck (04 au 06.11.1999).
- «Die Anfänge der österreichischen Literatur», in M.-L. Roth, P. Béhar et A. Daigger (dir.), *Literatur im Kontext Robert Musils / Littérature dans le contexte de Robert Musil*, Peter Lang, Berne (Musiliana, 6), 1999.

Alain BERTHO, professeur à l'IEE, anthropologue

Ouvrages :

- Banlieue, lendemains de révolte*, collectif, Regards/La Dispute, Paris, 2006 (chapitre 2 : «Bienvenue au XXIe siècle»).
- Coordination : «Ville Monde», *Socio-anthropologie* (Revue interdisciplinaire de sciences sociales) n° 16, 1er semestre 2005 (et article : «Penser la ville-monde»).
- L'État de guerre*, La Dispute, Paris, 2003.
- «Le vieux, le neuf et quelques monstres» in *Classes sociales : retour ou renouveau ?*, Syllepse, Paris, 2003, 278 pages
- Contre l'État, la politique*, La Dispute, Paris, 1999.
- Banlieue, Banlieue, Banlieue*, La Dispute, Paris, 1997.
- Refaire la politique*, sous la direction de Tony Andréani et Michel Vakaloulis, «Le Travail comme paradigme de la politique», Syllepse, Paris, 2002.

Articles :

- «Recompositions contemporaines des figures du pouvoir et de la guerre», Transcultural conference, *Order and disorder*, March 5-7 2007, Chinese Academy of Social Sciences, Beijing
- «Globalization and otherness building», *Chinese Review of Anthropology*, novembre 2007
- «Pour une anthropologie du présent : les mots et le temps», colloque «L'anthropologie fac à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques», Université de Provence, 23-25 janvier 2007
- «Du grondement de la bataille à l'anthropologie du contemporain», in *Variations*, dossier «Subjectivités libres et critique de la répression», automne 2006, pages 17-27.
- «Devenir banlieue», *Posse* «Potere precario», novembre 2006
- «Nous n'avons vu que des ombres», in *Mouvement*, dossier sur les événements de novembre 2005, n°44, avril mai 2006.
- «L'autre monde ici et maintenant : l'altermondialisme est-il un avenir ?» in *Mouvement* n° 45, mai-juin 2006.
- «La mobilisation altermondialiste, analyseur du contemporain» in *Anthropologie et sociétés* 29-3, revue de l'université de Laval (Québec), 2005.

- «Penser la Ville-monde» in *Socio-anthropologie* n° 16 (dossier «Villes mondes» coordonné par Alain Bertho).
- «Malaise dans la République» in *Mouvement*, n° 38, mars-avril 2005.
- «Marx aujourd'hui : banlieue, travail, politique» in *Marx contemporain*, Syllepse, Paris, 2003.
- «Le travail comme paradigme de la politique» in Tony Andréani et Michel Vakaloulis (dir.), *Refaire la politique*, Syllepse, Paris, 2002.
- «Plaine Saint-Denis et nouvelle pensée de la ville», en coll. avec Maurizio Lazarato, in *Ville et Emploi*, Éditions de l'Aube, Paris, 2000.

Interventions dans des colloques/séminaires :

- «Qu'est-ce que l'anthropologie de la ville ?», Romanisches Seminar 24 janvier 2006, Christian-Albrecht Universität de Kiel (Allemagne)
- «Mémoire, archives, mouvements. La problématique des archives des mouvements sociaux : du recensement à l'exploitation», Colloque «Archives des sociétés en mouvements. Regards croisés : archivistes et chercheurs», université de Bourgogne, 29, 30 septembre et 1er octobre 2005. En cours de publication.
- «Génération et cultures politiques», séminaire du LAMIC/conférences de l'école doctorale, université de Nice-Sophia Antipolis, 20 février 2004.

Pascal BONIFACE, maître de conférences à l'IEE, docteur d'État en droit et science politique, directeur de l'Institut de relations stratégiques internationales (IRIS), politologue

Ouvrages :

- Lettre ouverte à notre futur(e) président(e) de la République sur le rôle de la France dans le monde*, Armand Colin, Paris, 2007, 191 p.
- «Est-il permis de critiquer l'Islam ?», *La Revue Internationale et stratégique* n° 65, printemps 2007.
- Football et mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2006, 173 p.
- Vers la Quatrième Guerre mondiale ?*, Armand Colin, Paris, 2005.
- Chroniques proche-orientales 2001-2005*, Dalloz, Paris, 2005.
- Les relations internationales. De 1945 à nos jours*, Dalloz, Paris, 2005.
- Quelle politique européenne pour la France?*, Dalloz, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2005.
- «Le droit international à l'épreuve de la puissance américaine», préface à l'ouvrage de Géraldine Lhommeau, L'Harmattan, Paris, 2005.
- Quelles valeurs pour l'Union européenne ?*, PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2004.
- Les Défis du monde arabe*, PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2004.
- «Noirs et blancs. En jouant et en écrivant contre le racisme», in Pierre-Louis BASSE (dir.), coll. «Football & Co», Mango Sport, Saint-Amand-Montrond, mai 2004.
- Les Défis du monde arabe* (dir.), PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2004.
- Est-il permis de critiquer Israël ?*, Robert Laffont, Paris, 2003.

La France contre l'Empire, Robert Laffont, Paris, 2003.
Chroniques géopolitiques 2002, IRIS/PUF, Paris, 2003.
 En collaboration avec Bastien NIVET : *Le Petit Dico européen*, PUF, coll. «Major», Paris, 2002.
Le 11 septembre, un an après (dir.), PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2002.
Quelles valeurs pour l'Union européenne ? (dir.), PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2002.
Le monde contemporain : grandes lignes de partage, PUF coll. «Premier Cycle», Paris, 2001 ; rééd. PUF, coll. «Quadrige», Paris, 2003.
Les Guerres de demain, Seuil, Paris, 2001.
Les Leçons du 11 septembre (dir.), PUF, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2001.
La terre est ronde comme un ballon de football : géopolitique du football, Seuil, Paris, 2000.
Atlas des guerres, Michel Lafon, Paris, 1999.

Coordination :

L'Année stratégique, éditions 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, L'Étudiant/IRIS, France Info, et 2005, 2006, 2007 Dalloz/IRIS

Direction de dossiers :

«Monde occidental / monde musulman : le fossé s'élargit», in *L'Année stratégique 2007*, Dalloz/Iris, 2006, pp.27-42
 «La société française et le conflit israélo-palestinien», *La Revue internationale et stratégique*, n° 53, été 2005.
 «Poverty in the world ; a challenge to globalization» in *The World Political Forum 04*, Actes de Colloque, Turin, 2005.
 «La faillite de la guerre contre le terrorisme» in *L'Année stratégique 2006*, Dalloz/Iris, 2005, pp.23-40
 «România în lumea contemporană», in *Repere*, Humanitas , Actes du colloque franco-roumain au Collège de la Nouvelle Europe, Bucarest, 2004
 «Après la guerre d'Irak, l'image de la France dans le monde», *La Revue internationale et stratégique*, n° 53, printemps 2004.
 «La politique étrangère de la France, après 2002», *La Revue internationale et stratégique*, n° 45, printemps 2003.
 «1991-2002 : Dix années qui ébranlèrent le monde», *La Revue internationale et stratégique*, n° 41, printemps 2001.
 «La prolifération étatique», *La Revue internationale et stratégique*, n° 37, printemps 2000.

Articles :

«Les conditions d'un nouveau partenariat entre la France et l'Afrique», in *France et Afrique, pour une nouvelle donne*, Fondation Gabriel Péri, juillet 2006.
 «Débattre librement du conflit au Proche-Orient», in *La Revue internationale et stratégique*, n° 58, été 2005, p. 71-77.

- «There is No Military Solution to the Israeli-Palestinian Conflict» in *The International Spectator*, 1er trimestre 2005.
- «Politica, medios y opinion publica», in «Quien manda en el mundo ?», Barcelone, *La Vanguardia* dossier, n°14, janvier/mars, 2005.
- «Europa : Partner or Rival ?» in *The Middle East Challenge & Response*, Institute of International Studies, Palestine, août 2005.
- «Premières leçons de la guerre d'Irak», in *L'Année stratégique 2005*, Dalloz, Paris, 2004, p. 29-41
- «What justifies Regime change», *A Washington Quarterly Review* «Reshaping Rogue States. Preemption, regime change, and U.S. Policy toward Iran, Iraq, and North Korea», edited by Alexander T. J. LENNON and Camille EISS, Londres, 2004.
- «The World of the XXIst Century : new unities or new fractures?», in *The World Political Forum*, Agenda 2003, 2004.
- «Le choc des civilisations et le conflit israélo-palestinien», in *La Revue internationale et stratégique* n°53 – printemps 2004 – p. 11-23 (traduit en anglais : «'The Clash of Civilizations' and the Israeli-Palestinian Conflict», in *The International Spectator*, 3e trimestre 2004, p. 7-17.
- «Multilatéralisme, une réforme possible», in Henri NALLET et Hubert VEDRINE (dir.), Les notes de la Fondation Jean Jaurès, septembre 2004.
- «La paradoja estrategica europea», in «La otra Europa», *La Vanguardia*, dossier, N°11, avril/juin 2004, p. 50-52..
- «Premières leçons de la guerre d'Irak», in *L'Année stratégique 2005*, Dalloz, 2004, p. 29-41.
- «Authors Take Sides on Iraq and the Gulf War», in Jean MOORCROFT WILSON, Cecil WOOLF (eds.), London, Cecil Woolf Publishers, 2004.
- «Méfions-nous des jugements sommaires !», in *Terrorisme : questions*, Henry LELIEVRE (dir.), Complexe, Bruxelles, mai 2004, p. 35-46.

Rachid BOUCHARB, ATER à l'IEE, sociologie

Ouvrages :

- avec COURS SALIES Pierre et OYHARCABAL Cyrille, «La place des indépendants à Paris – petits commerçants et professionnels des services – Redéfinition de l'indépendance et recherche de stabilité», in *Paris sous l'œil des chercheurs*, éditions Belin, à paraître en septembre 2007, 14 p.
- avec Cyrille OYHARCABAL, «Sous-traitance informatique et absence de représentation syndicale : des raisons multiples», dossier : «Relations de travail, droits sociaux et syndicalisme dans les PME», *Les mondes du travail*, Université Jules Verne, Amiens, n°1, 2006, p. 73-82.
- « L'action européenne de l'emploi – Représentations d'entreprise et mobilisation des chômeurs », in Jean-Pierre DURAND, Danièle LINHART coord., *Les ressorts de la mobilisation au travail*. Octarès éditions, coll. «Le travail en débats» Série «Colloque & Congrès», 2005, p. 141-148, ISBN 2-915346-16-X.

Articles :

- Avec CONTREPOIS Sylvie, «Esquisse d'une analyse des formes de relations sociales dans les PME, les stratégies des salariés face à l'isolement et la répression patronale», XIes journées internationales de sociologie du travail, Londres, 20 au 22 juin 2007, 15 p.
- «Travailleur autonome ou travailleur salarié : Continuité de la contrainte salariale», *RTF 25 : Travail, organisation, emploi*, Congrès de l'AFS de Bordeaux, 5 au 8 septembre 2006, 12 p.
- «Travail d'insertion et rapports à l'entreprise : la construction sociale d'une compétence à l'emploi», Journée d'études «Usages sociaux de la notion de "compétence" : Quels savoirs ? Quels individus ?», CNAM- PARIS, CEREQ, Paris, 9 mars 2006, 11 p.
- «Contraintes sur les relations sociales et rapport au travail dégradé – le cas d'une boutique appartenant à un réseau». Actes, *Relations au travail, relations de travail – Rationalisation productive et relations de travail*, Xe Journées de Sociologie du travail, «Relations au travail, relations de travail», Université de Rouen, les 24/25 novembre 2005, p. 11-22.
- «Diversité des statuts de travail et modifications des rapports sociaux de production en PME», réseau thématique (RTF 23) *Sociologie du travail et activités*, Congrès de l'Association française de sociologie, Villetaneuse, les 24/27 février 2004, 17 p.

Jean-Claude BOYER, professeur à l'IEE et à l'Institut français d'urbanisme jusqu'en mars 2001), géographie, 23e section, titulaire de deux modules Jean-Monnet : «Les 'petits États' et l'intégration européenne» et «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'UE»

Ouvrages :

- Géographie humaine de l'Allemagne*, Armand Colin, Paris, 1997.
- Gerd Albers et Jean-Claude Boyer (dir.), *Open Space in Urban Areas. Les espaces ouverts en zone d'urbanisation dense. Freiraum in Verdichtungsgebieten* (ouvrage collectif trilingue), Akademie für Raumforschung und Landesplanung, Hanovre, 1997.
- Amsterdam, la plus petite des grandes métropoles*, L'Harmattan, Paris, 1999.
- Les Banlieues en France, territoires et sociétés*, Armand Colin, Paris, 2000.
- Les Capitales européennes*, La Documentation photographique, n° 8020, La Documentation, Paris, avril 2001.
- Responsable des numéros suivants du *Fil d'Ariane* :
- «L'Europe et la mer», hiver 1999 ;
 - «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'UE», numéro spécial SOCRATES, janvier 2000.
- en collaboration avec Laurent Carroué, «L'Allemagne», *TDC* n° 861, Editions du CNDP, Paris, 2003.

Article :

«Belgique : l'Etat fédéral, une étape ?» in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 795, 26 décembre 1997, La Documentation française.

Noëlle BURGI, chargée d'études au CNRS, rattachée au Centre d'études politiques de la Sorbonne, politologue

Ouvrage :

La machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi, La Découverte, Paris, à paraître en octobre 2006.

Articles :

«Du RMI au RMA. Et l'(in)employabilité des chômeurs ?», *Revue de l'IRES*, n° 50, 2006.

«Politiques d'emploi et développement durable», in Jean-Paul MARECHAL et Béatrice QUENAULT (dir.), *Le Développement durable. Une perspective pour le XXIe siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 391-410.

«Exiler, désœuvrer les femmes licenciées», *Travail, genre et société*, n° 8, 2002, p. 105-122.

Les politiques sociales, une science expérimentale ", *Raisons Politiques*, n° 6, mai 2002, p. 22-36.

Laurent CARROUÉ, professeur à l'Université Paris 8 jusqu'en 2007, géographe (23e section)

Ouvrages :

L'Allemagne en cartes - Atlas commenté, en collaboration avec V. Oth, Ellipses, Paris, 1997.

L'Europe médiane. En collaboration avec V. Oth, Armand Colin, coll. «Prépas», Paris, 1997.

Géohistoire de l'Europe médiane, ouvrage collectif sous la direction de Béatrice Giblin et Yves Lacoste, La Découverte/Livres Hérodote, 1998, Paris. Contribution : «Allemagne : un territoire réunifié en quête de modèle et d'identité».

L'Union européenne. De l'UE à l'Europe occidentale, Armand Colin, coll. «Prépas», Paris, 1998.

«Europe. La Banque centrale et l'Union économique et monétaire». Article in *Encyclopaedia Universalis*, Universalis, 1999, Rubrique «Thèmes et problèmes».

«Territoire et système productif allemand», Chapitre n°15 in ouvrage collectif *Industrie et Aménagement*, dir. A. Fischer et J. Malézieux, coll. «Villes et entreprises», L'Harmattan, Paris, 1999.

Le Gaz naturel. Une énergie d'avenir. Collection «Textes et documents pour la classe/ TDC», n°772, Éditions du CNDP (Centre national de documentation pédagogique), Paris, 1999.

Le Nucléaire : une énergie en débat. Collection «Textes et Documents pour la Classe/ TDC», n°785, Éditions du CNDP (Centre national de documentation pédagogique), Paris, 1999.

Géographie de la mondialisation, Armand Colin, coll. «U», Paris, 2002.

Atlas du Monde diplomatique (collaboration), *Le Monde diplomatique*, janvier 2003.

Les Fondamentaux en géographie (collaboration), A. Colin, coll. «Campus», Paris, 2003.

Images économiques du Monde 2004, Dossier spécial sur «L'élargissement de l'Europe», Sedes/ Armand Colin, Paris, septembre 2003.

en collaboration avec Jean-Claude Boyer, «L'Allemagne», *TDC* n° 861, Éditions du CNDP, Paris, 2003.

Articles :

«Allemagne. Un État, deux sociétés, deux territoires», *Alternatives économiques*, rubrique «Territoires», n°163, octobre 1998.

«Aliénation des souverainetés et rigueur renforcée : l'euro, verrou de l'orthodoxie», *Le Monde diplomatique*, janvier 1999.

«Ile-de-France : le bruit, un enjeu de société», *Alternatives économiques*, rubrique «Territoires», n°166, janvier 1999.

«Banlieues : une ségrégation insupportable», *ibid.*, n°168, mars 1999.

«Les systèmes productifs européens : nouvelles problématiques, nouvelles méthodologies», *Méditerranée*, numéro thématique, 1999, Aix-Marseille.

«Surpêche : menace sur les océans», *Alternatives économiques*, rubrique «Territoires», n°177, janvier 2000.

«Sous la marée noire... Ces espaces hors la loi du transport maritime», *Le Monde diplomatique* n° 178, février 2000.

«Les mutations géoéconomiques en Chine», *Hérodote*, «Géopolitique en Chine» n°96, 1er trimestre 2000, Paris, La Découverte.

«Productivisme : l'agriculture empoisonne la Bretagne», *Alternatives économiques*, rubrique «Territoires», n° 182, juin 2000.

«Europe. Innovation : la recherche en berne», *ibid.*, n° 188, janvier 2001.

«Moulinex : un monopole territorial taylorien face à la mondialisation», *Hommes et Terres du Nord*, n° 2001/1, thématique «Emploi et Mondialisation».

«Mexique : les Maquiladoras ou le mal-développement», *Alternatives économiques*, rubrique «Territoires», n° 191, avril 2001.

«Les oubliés de la mondialisation : la Centrafrique», *ibid.*, n° 196, octobre 2001.

«High-Tech : les mutinationales de la-sous-traitance», *ibid.*, n° 198, décembre 2001.

«Gestion de l'eau en Espagne : les canaux de la discorde», *ibid.*, n° 199, janvier 2002.

«Ces espaces hors la loi du transport maritime», in *Manière de Voir* n° 65 «La ruée vers l'eau», *Le Monde diplomatique*, sept/oct 2002, pages 66 à 69.

«Migrations aux Philippines : la grande braderie de la main-d'œuvre», *Alternatives économiques*, Rubrique «Territoires», n° 215, juin 2003.

Bernard CASSEN, professeur émérite à l'IEE, 11e section, chaire européenne Jean-Monnet en science politique

Ouvrages :

Cette Constitution qui piège l'Europe (dir.), 1001 Nuits, Paris, 2005.

Tout à commencé à Porto Alegre, 1001 Nuits, Paris, 2003.

Le G8 illégitime, 1001 Nuits, Paris, 2003.

Tout sur Attac 2002, 1001 Nuits, Paris, 2002.

Attac au Zénith, 1001 Nuits, Paris, 2002.

En collaboration avec Liêm-Hoang-Ngoc, Pierre-André Imbert (dir.), *Attac contre la dictature des marchés*, Attac, La Dispute, Syllepse, VO Éditions, Paris, 1999.

(dir.) *Manière de voir* 61, «l'euro sans l'Europe», janvier-février 2002.

Contribution à des ouvrages :

«L'Union aujourd'hui : fourrier de la mondialisation» in Henry Lelièvre et Bernard Wolfer (sous la direction de) *L'Europe, pour ou contre nous ?*, Editions Complexe, Paris, Bruxelles, 1997.

Articles sur la question européenne :

«La France hors du consensus européen», *Le Monde diplomatique*, janvier 2007.

«Ruptures européennes», *ibid.*, avril 2006.

«L'OMC élargit la directive Bolkestein. Petits arrangements sur le dos des salariés», *ibid.*, novembre 2005.

«Pour une Europe de l'innovation démocratique», *ibid.*, juillet 2005.

«Décodage de six points clés du traité constitutionnel européen», *ibid.*, mai 2005.

«Ce 'non' qui redistribuerait les cartes en Europe», *ibid.*, avril 2005.

«L'apparent affrontement transatlantique», *ibid.*, septembre 2004.

«Une Constitution pour sanctuariser la loi du marché», *ibid.*, janvier 2004.

«Europe, une Convention pour rien» *ibid.*, juillet 2003.

«L'Union européenne malade de l'atlantisme», *ibid.*, mai 2003.

«OGM, des académiciens juges et parties», *ibid.*, février 2003.

«Une Europe de moins en moins européenne», *ibid.*, janvier 2003.

«Une convention européenne conventionnelle», *ibid.*, juillet 2002.

«Un projet neuf pour un vieux continent», *ibid.*, septembre 2001.

«Au Paraguay, la saga des Mennonites» *ibid.*, août 2001.

«Arrière-pensées dans la lutte anticorruption», *ibid.*, mai 2001.

«Inventer ensemble un protectionnisme altruiste», *ibid.*, février 2000.

«Fallacieuse théorie du libre-échange», *ibid.*, novembre 1999.

«Vive la taxe Tobin !», *ibid.*, août 1999.

«L'introuvable défense européenne», *ibid.*, juin 1999.
«A Bruxelles, une Commission chasse l'autre», *ibid.*, avril 1999.
«Libre-échange, la dernière Bastille», *ibid.*, janvier 1999.

Articles sur la question linguistique :

«Révolte des salariés contre le tout-anglais», *Le Monde diplomatique*, août 2007.
«En français dans le texte», *ibid.*, septembre 2006.
«Un monde polyglotte pour échapper à la dictature de l'anglais», *ibid.*, janvier 2005.

Pamela CLAYTON, docteure, chercheuse au centre de formation des adultes de l'Université d'Edimbourg

Ouvrages :

Plusieurs chapitres de la publication collective : Lynne Chisholm ed. : *Getting In, Climbing Up and Breaking Through*, The Policy Press, Bristol, 1997.

Articles :

Contribution à la publication : *Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille, op. cit.*, articles :
- «Citoyenneté sociale et statut juridique des femmes au Royaume-Uni» ;
- «Les femmes et l'emploi : quelques indicateurs au sein de l'Union européenne» ;
- «Les femmes sur le marché du travail au Royaume-Uni. Étude statistique»
- «Les femmes et le droit de la famille au Royaume-Uni, principalement en Écosse»

Pierre COURTS-SALIES, professeur à l'IEE, sociologue, directeur de recherche à l'IEE, 4e et 19e sections

Ouvrages :

«Les démocraties émergentes», in actes du colloque *Démocratie, élitisme et droits humains* à l'Université de Ouargla, Algérie (22-24 novembre 2005), à paraître en 2007.

codirection avec Jean LOJKINE et Michel VAKALOULIS , *Nouvelles luttes de classes*, Paris, PUF, août 2006, 280 pages, Actuel Marx Confrontation.

Article : «Libéralisme, mondialisation, alternative»

codirection avec Stéphane LE LAY, *Le bas de l'échelle. La construction sociale de situations subalternes*, Erès, Toulouse, mars 2006, 300 p.

«'Individualisme possessif' et démocratie», publié in Anna KRASTEVA et Antony TODOROV, *Conflits, confiance, démocratie*, éd NUB, Sofia, 2005.

S.M.A.L.L. Representation and Voice in Small and Medium-Sized European Enterprises : Monitoring Actors, Labour Organisations and Legal Frameworks (dir), impr. IRESCO, Paris, 2003, 78 p.

- Les Mobilisations collectives. Une Controverse sociologique*, ouvrage coordonné avec Michel VAKALOULIS, PUF, Paris, 2003 (direction et présentation de l'ouvrage et article : " Un futur antérieur et un présent "), Actuel Marx Confrontation.
- «L'extrême actualité d'une utopie», in Jean-Jacques GOBLOT (dir.), *Le Droit au travail. Passé, présent, avenir*, Syllepse, Paris, 2003.
- Collaboration au *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, Paris, 2000 (élaboré par le GEDISST (IRESO-CNRS)). Rédaction de l'article «Catégories sociales» et participation au Conseil scientifique.
- «Droits sociaux d'hier : luttes et perspectives», in Tony ANDRÉANI et Michel VAKALOULIS (coord.), *Refaire la politique*, Syllepse, Paris, 2002.
- coord. en collaboration avec Jérémie LEFÈBVRE et François GERFAUD, *Service public. La solidarité face au libéralisme*, Syllepse, Paris, 2002.
- «Clauses sociales et mobilisations internationales», *Politique. Revue européenne de débats*, 2002.
- «Ces risques sanitaires et techniques évitables. Suggestions pour un débat», *Politique. Revue européenne de débats*, 2001.
- «La formation entre investissement et droit personnel», in Yann Spurk (coord.), *L'Entreprise écartelée*, Syllepse, Paris, 2000.
- «Pauvres, méprisés, passifs et révoltés», in Michel VAKALOULIS (coord.), *Travail salarié et conflit social*, PUF, Paris, 1999.
- «Une certaine centralité du travail», in Guillaume Bollier et Claude Durand (coord.), *La Nouvelle Division du travail*, éd. Atelier, Paris, 1999.
- «Le travail et l'autogestion», contribution à J. KERGOAT, J. BOUTET, D. LINHART, H. JACOT, *Le Monde du travail*, La Découverte, Paris, 1998.
- «L'avenir reste ouvert», postface à la réédition du livre d'Henri LEFEBVRE, *Mai 68. L'Irruption de Nanterre au sommet*, Syllepse, Paris, 1998.
- «Une certaine centralité du travail», in «Division du travail et du social», *Sociologia del lavoro*, n°66-67, Franco Angeli, Bologne, février 1998.
- «Un espoir en partie formulé», in Claude LENEVEU et Michel VAKALOULIS, *Faire mouvement*, novembre-décembre 1995, PUF, 1998.
- «Marx au XXIe siècle. Contribution», in Éric Toussaint, *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les peuples*, coéd. Luc PIRE (Bruxelles) et Syllepse (Paris), 1998
- «Travail, économie et politique» in «Le travail en question(s)», *Critique communiste* n° 152.
- «Le collectif et le particulier. Réflexions sur un mouvement inachevé», in *Cahiers du GEDISST* (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail, IRESO-CNRS), n° 18, 1997.
- «Action collective et rationalité. Syndicalisme, mobilisations : une lecture de Mancur Olson», Contribution au Colloque des 21 et 22 mars 1996 organisé

par l'U.R.A. 1394 du CNRS à Nanterre, in Tony ANDRÉANI et Menahem ROSEN (dir.), *Structure, système, champ et théorie du sujet*, L'Harmattan, Paris, 1997.

Anna DIMITROVA, docteure en sociologie, chercheuse associée

Articles :

- «La mondialisation dans un contexte socio-politique : positions françaises et bulgares», *Revue Politique internationale*, Editions de l'Université de Blagoevgrad, décembre 2006 (texte en bulgare)
- «Les élections présidentielles qui ont changé la politique en France», *Revue Temps nouveaux*,
<http://www.novovreme.com/article.php?id=933&issueId=77>
- «Les 'non-lieux' dans le monde globalisant», journal spécialisé *Kultura*, Sofia, 17 mars 2006 (www.kultura.bg)
- «Le 'bavardage global' : globo-utopies positives et négatives», journal spécialisé *Kultura*, Sofia, 3 mars 2006 (www.kultura.bg)
- «La globalisation à la française», Actes du colloque *Francophonie et intégration européenne*, Sofia, 2005.
- «Dialectique et dualité de la mondialisation : le jeu entre le local et le global», *Socio-anthropologie* n° 16, Paris, 2005.
- «Les luttes discursives entre la mondialisation française et la globalisation américaine», *Problèmes sociologiques*, revue bulgare, Académie bulgare des sciences, Sofia, avril 2005
- «Les réactions du politique face au global», compte rendu du recueil *Mondialisation et les nouvelles limites du politique*, Anna KRASTEVA et Antoni TODOROV, *Problèmes sociologiques*, revue bulgare, Académie bulgare des sciences, Sofia, 1er février 2005.
- «Trois scénarios sur l'avenir de l'Etat-nation face à la mondialisation», Collection d'articles *Mondialisation, Euro-intégration et Etat-nation*, version bulgare, Centre d'études historiques et politiques de Sofia, 2003.
- «Le Forum social, tribune du mouvement altermondialiste», *Revue Temps nouveaux*, revue bulgare, Sofia, 2003.
- «Une dissection analytique de la mondialisation», *L'Europe en Formation* n° 3, Nice, 2002.

Gilles DOSTALER, professeur à l'Uqam (Québec), économiste

- Keynes et ses combats*, Albin Michel, coll. «Histoire», Paris, 2005.
- Le Libéralisme de Hayek*, La Découverte/Syros, coll. «Repères», Paris, 2001.
- «La Genèse et l'évolution de la théorie des cycles de Hayek», *L'Actualité économique*, vol. 216, 2001.
- «Dr Freud and Keynes on Money and Capitalism», in *What is money ?*, G. Smithin and Portledge ed., NY, 2000.
- «Néolibéralisme, keynésianisme et traditions libérales», *La Pensée* n° 323, 2000.
- Keynes and Friedman on Money*, Boston, 1997.
- «The formation of Keynes vision», *History of Economics Review*, 1996.

David DRAKE, maître de conférences associé à l'IEE, civilisationniste

Ouvrages :

«Au delà du voile. Quelques réflexions à propos de l'intégration en France et en Grande-Bretagne», in Michel RAPOPORT et Diana COOPER-RICHET (dir), *Cent ans de relations culturelles franco-britanniques*, Créaphis, Paris, 2006, p. 373 à 385.

Intellectuals and Politics in France from the Dreyfus Affair to the Occupation, Palgrave/Macmillan, Basingstoke (Royaume-Uni), 2005, 215 p.

Sartre [Biographie], Haus Publishing, (Collection Life&Times), Londres, 2005, 194 p.

sept articles dans François NOUELMANN et Gilles PHILIPPE (dir), *Dictionnaire Sartre*, Honoré Champion, Paris, 2004. [Commentaire de textes de Sartre : «Le Tiers-monde commence en banlieue», p. 490 à 491 ; «Une victoire», p. 512 ; «Vous êtes formidable», p. 517. Articles : «Gauche, gauchisme», p. 194 à 196 ; «Guerre d'Algérie», p. 206 à 207 ; «Guerre d'Indochine», p. 208 à 210 ; «Maoïsme», p. 304.]

«Sartre, le gauchisme et le conflit israélo-arabe» in Ingrid GALSTER (dir), *Sartre et les juifs*, La Découverte, Paris, 2005, p. 225 à 233.

Intellectuals and Politics in Post-War France, Palgrave/ Macmillan, Basingstoke (Royaume-Uni), 2002.

Articles :

«Pierre Bourdieu : from 'sociologue de la domination' to 'sociologue des dominés'», *Modern & Contemporary France*, Vol. 12, No. 3, 2004, p. 319-333.

«Integration in France and Britain. Republicanism and Multiculturalism ? Republicanism versus Multiculturalism ?». Colloque *Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Maison française, Oxford, 14 octobre 2004.

Anne DUHIN, ATER, docteure en sociologie.

«Anche al lavoro pensare, dire quello che si pensa», in Valerio ROMITELLI (dir.), *Etnografia del pensiero, Ipotesi e ricerche*, Carocci editore, Bologne, mai 2005, p. 203-219.

«Une figure ouvrière féminine ?» in *Ethnologie française*, XXXI, 3, 2001.

Pauline GALLINARI, ATER à l'IEE, historienne, doctorante

Articles :

«Le cinéma est une arme : le PCF fait son cinéma à l'heure de la guerre froide (1947-1953)» in Jean-Pierre BERTIN-MAGHIT dir., *Cinéma et Propagande*, Éditions du Nouveau Monde, Paris, 2007.

«Les Semaines du cinéma de 1955, nouvel enjeu culturel des relations franco-soviétiques», *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, printemps 2007.

«L'URSS au festival de Cannes 1946-1958 : un enjeu des relations franco-soviétiques à l'heure de la Guerre Froide», *1895*, numéro 51, mai 2007.

- «Le réalisme socialiste : une esthétique commune à tous les arts», *Cinémaction*, n° 122, automne 2006.
- Colloque «Les relations culturelles internationales au XXe siècle : la diffusion du cinéma soviétique en France à l'heure de la Guerre Froide», mai 2006.
- «Cinéma et PCF 1945-1966 : questions de méthodologie», *Écrans et Lucarnes*, bulletin n° 17, mars 2006.
- Journée doctorale de l'AFECCA : «Cinéma et communisme 1945-1966 : questions de méthodologie», septembre 2005.
- Journée de l'École doctorale du CRHS : «Les Semaines du cinéma de 1955, nouvel enjeu culturel des relations franco-soviétique», février 2005.

Philip GOLUB, professeur associé à l'IEE, consultant, journaliste, rédacteur en chef de *The Asian Times* (1995-1997), collaborateur du *Monde diplomatique*, ex-conseiller de la rédaction des *Cahiers d'Orient*.

Ouvrages :

- «A Smell of Blood in the Jungle : American Empire in Historic and Comparative Perspective», *Soudings, A Journal of Politics and Culture*, n° 36, automne 2007 (à paraître).
- «L'Europe dans la nouvelle configuration des relations internationales» in Pascal BONIFACE dir., *Quelle politique européenne pour la France ?* Dalloz-IRIS, Paris, 2005.
- «L'imaginaire impérial américain» in Michel WIEWORKA dir., *L'Empire américain ?*, Entretiens d'Auxerre, Balland, Paris, 2004.
- avec Jean-Paul MARÉCHAL, «Hyperpuissance américaine et biens publics globaux», *Géoéconomie* n° 30, été 2004, Choiseul, Paris, 2004, p 9 à 40.
- «De la mondialisation au militarisme», in Jean-Christophe GRAZ et Ronen PALAN dir., «La régulation globale du capitalisme», *A contrario*, vol. 2 n° 2, Antipodes, Lausanne, 2004, p 9 à 33.
- «Imperial Politics, Imperial Will and the Crisis of US Hegemony», *Review of International Political Economy* vol. 11, n° 4, Routledge, Londres, 2004 p. 763 à 786.
- «Dilapidation de la légitimité internationale des États-Unis», Jean LIBERMAN dir., *Démythifier l'universalité des valeurs américaines*, Parangon, Paris, 2004.
- «The cycle of American Empire» in Kenneth BROWN dir., *L'Irak de la crise au chaos, chroniques d'une invasion*, IBIS Press, Paris 2004.
- «The American Hegemonic Cycle and System Wide Crisis» in Kees VAN DER PIJL dir., *Global Regulation After the Imperial Turn*, Palgrave/MacMillan, Londres, 2004.
- «Washington, capitale de l'Occident» in M. KORINMAN et L. CARACCIOLO dir., *Les Fractures de l'Occident. Éléments de géopolitique*, La Découverte-Limes, Paris, 2004.
- «Pouvoir, richesse et souveraineté dans la mondialisation», in *État et Société face à la mondialisation : la Corée et la France*, Korean Political Science Association, Séoul, 2001.

Articles :

- «The Blinding March of Neoliberalism» Review Essay, *Logos Journal*, Vol. 5 N° 2, Spring-Summer 2006.
- «Le grand retour de l'Orient», *L'Atlas du monde diplomatique*, Armand Colin, 2006.
- «Etat d'urgence permanent», *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 2006.
- «Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde», *Manière de voir (Le Monde diplomatique)* n° 85, février-mars 2006.
- «Mondialisation acte II : le grand tournant de Washington», *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.
- «Claude Lévi-Strauss, la révolution du regard», *Alternatives internationales*, Paris, janvier 2005.
- «L'Occident», *ibid.*, Paris, 2005.
- «L'empire», *ibid.*, Paris, novembre 2004.
- «Retour de l'Asie sur la scène mondiale», *Le Monde diplomatique*, octobre 2004.
- «From Globalisation to Militarism : Shifting Patterns of US Governance in the Post Cold War», *Review of International Political Economy (RIPE)*, Université de Sussex, 2004.
- «Imperial politics, imperial will and the crisis of US hegemony», *Review of International Political Economy (RIPE)*, octobre 2004.
- «Golfe arabo-persique : laboratoire de la révolution stratégique américaine», *Les Cahiers de l'Orient*, Paris, n° 73, premier semestre 2004, p 51 à 58.
- «The Century Long Cycle of American Empire», *Global Dialogue*, octobre 2003.
- «Métamorphoses d'une politique impériale», *Le Monde diplomatique*, mars 2003.
- «Inventing Demons», *Le Monde diplomatique* (édition anglaise), Londres, mars 2003.
- «Comment s'est décidée l'offensive contre Bagdad», *Manière de voir (Le Monde diplomatique)* n° 67, janvier-février 2003.
- «Chine», «Japon», «Asie du Sud-Est», «États-Unis» (quatre planches) in *L'Atlas du Monde diplomatique*, Armand Colin, Paris, 2003.
- «From Neo-Wilsonianism To Militarism : Changing Patterns of US Global Governance», *Revista Venezolana de Ciencias Sociales*, 2003.
- «Les dynamiques du désordre mondial», *Le Monde diplomatique*, septembre 2002.
- «Retour à une présidence impériale», *ibid.*, janvier 2002.
- «Le réchauffement climatique : la coopération ou le chaos», en coll. avec Jean-Paul MARÉCHAL et B. QUENAULT, *Géoéconomie*, n° 16, hiver 2000-2001.
- «Paysages d'après-crise en Thaïlande», *Le Monde diplomatique*, juin 2001.
- «Rêves d'Empire de l'administration américaine», *ibid.*, juillet 2001.
- «La nationalité des firmes : l'identité des entreprises globales», *Nord-Sud Export* n° 390, 7 janvier 2000.

«Le Mythe du post-national», *Le Monde diplomatique*, avril 2000 (en collaboration).
«Shangäi, vitrine du capitalisme chinois», *ibid.*, août 2000.

Jacques-Pierre GOUGEON, professeur à l'Université de Franche-Comté, germaniste (ex-conseiller culturel de la France à Berlin)

Ouvrages :

Comprendre l'économie allemande, Hachette, Paris, 1998.
L'Allemagne dans les relations internationales, Masson, Paris, 1998.
Civilisation allemande, Hachette, Paris, 1999.
Auteur de nombreux articles dans des revues et journaux.

Maria Teresa GUERRA MEDICI, chercheuse, professeure associée à l'Université de Rome-La Sapienza.

Ouvrages :

Famiglia e potere in una Signoria dell'Italia centrale. I Varano di Camerino, Studi e testi, Université de Camerino, 2002.
La cittadinanza difficile. Introduzione allo studio della condizione giuridica della donna in Europa, département des sciences juridiques et politiques de l'Université de Camerino, Berta 80, 2000.

Articles :

«The Abbess, Role, Functions and Administration» in *Bulletin of Medieval Canon Law*, 2003.
«Le origini dello stato moderno tra 'Res Familiaris' e 'Res Publica'», in *Studi in onore di E. Cortese*, Rome, 2001.
in Mireille AZZOUG et Francine DEMICHEL (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998, articles :
– «Les femmes et la vie politique en Italie» ;
– «Femmes et citoyenneté sociale en Italie» ;
– «Le travail des femmes et l'Etat Providence en Italie» ;
– «Les femmes et la famille en Italie» ;

Serge HALIMI, professeur associé à l'Institut d'études européennes de 1994 à 1999, chercheur, écrivain

Ouvrages et contributions à des ouvrages collectifs :

Les Nouveaux Chiens de garde, Armand Colin, Paris, 1997 (primé en 1998 par la Société des Gens de Lettres, a été traduit en italien, espagnol, chinois, roumain, turc et portugais).
Images de fin de siècle, Centre de recherche et d'action culturelle, Valence, 1998.

Articles :

«Quand la droite américaine pensait l'impensable», *ibid.*, août 2002.
«Liberté de la presse, censures de l'argent», *ibid.*, août 2001.

- «La lancinante petite musique des chroniques économiques», *ibid.*, décembre 1999.
- «Un journalisme de racolage», *ibid.*, août 1998.
- «Quand ceux qui signent les chèques font les lois», *Le Monde diplomatique*, 1997.
- «Éternel retour du miracle américain», *ibid.*, janvier 1997.
- «Les leçons de l'histoire de la gauche au pouvoir», *French Politics and Society*, été 1997.
- «La Nouvelle-Zélande, éprouvette du capitalisme total», *Le Monde diplomatique*, 1997.
- «Vers une démocratie du simulacre généralisé. Ces débats médiatiquement corrects», *ibid.*, mars 1999.

Catherine HASS, ATER à l'IEE, anthropologie politique

Articles :

- avec Marianne HERARD, *Une invention des Halles, enquête sur les pensées et pratiques de jeunes venant de banlieue aux Halles*, Rapport de recherche pour la Mairie de Paris, juin 2007, 55 p.
- «Italie, le travail des sans papiers : une question intérieure, ou presque», *Le Journal politique*, juillet 2006.
- «La tâche du Jabot ou l'anti-mémoire, à propos de *Circulaire à toute ma vie humaine* de Natacha Michel», *La Distance pi*, juin 2005.
- «George Bush et le Califat d'Ali, Chiisme, État et politique en Irak», entretien avec Christian Jambet, *La Distance pi*, juin 2005.
- «Les vieux habits du président George Bush, élections en Irak», entretien avec Jean Bigeou, *La Distance pi*, juin 2005.
- «Si le peuple ne vous convient pas, changez en ! Allemagne, août 2004», *La Distance pi*, juin 2005.
- «Israël/Palestine : nouvelle période ?», *Le Journal politique*, mars 2005.
- «Terres enchaînées (Israël/Palestine)», *La Distance politique*, n° 40, mars 2004.
- «MI-RAGE à Alençon» (enquête auprès des ouvriers de l'usine, avec Samia Moucharik, *Tout le monde dit*, n° 1, 2002.

Marianne HERARD, docteure en anthropologie, chercheuse associée.

- avec Catherine HASS, *Une invention des Halles, enquête sur les pensées et pratiques de jeunes venant de banlieue aux Halles*, Rapport de recherche pour la Mairie de Paris, juin 2007, 55 p.
- «Les paradigmes de la formation pour les ouvriers de Ford-Aquitaine», *Socio-Anthropologie*, n°17-18 mars 2006, p. 245-259
- «Anthropologie ouvrière appliquée : le cas des usines Ford», *L'Anthropologie appliquée aujourd'hui*, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 65-75.
- «Que pensent les ouvriers de leur formation ?», Actes des journées de sociologie du travail : *Contraintes, normes et compétences au travail. Les régimes de mobilisation*, 27 et 28 novembre 2003, p. 311-319.

Michèle IDELS, avocate, chercheuse, membre du groupe juridique de l'Institut d'études et de recherche en science des femmes de l'Alliance des femmes pour la démocratie.

in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998, articles :

- «Les femmes et le droit de la famille dans l'Union européenne» ;
- «Les femmes et le droit de la famille en France».

Sylvain LAZARUS, professeur au département d'anthropologie

Ouvrages :

L'État de guerre et la politique de la décision pure, Nîmes, Les conférences du Rouge-Gorge, mars 2003, 29 p.

Les trois régimes du siècle Le parti-État dans le parlementarisme, le stalinisme, le nazisme (hypothèses et thèses), Nîmes, Les conférences du Rouge-Gorge, 2002, 31 p.

(dir.), «Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine», n° spécial de la *Revue Ethnologie française* n°3, juillet-septembre 2001.

Articles :

«Lenin and the Party 1902-November 1917», in Sebastian BUDGEN, Sthathis KOUVEKALIS, Slavoj ZIZEK, (dir.) *Lenin Reloaded : Toward a Politics of Truth*, Duke University Press, Durham and London, 2007, p. 255-268.

«La politique entre singularité et multiplicité» in Ramond CHARLES (dir.), Alain BADIOU, *Penser le Multiple*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 191-205.

«Singularité et rationalité» in Jelica SUMIC (dir.) *Universel, singulier, sujet*, Paris, Kimé, 2000, p. 31-43.

Marc LE GLATIN, professeur associé à l'IEE, directeur du théâtre de Chelles

Ouvrage :

Internet : un séisme dans la culture ?, Editions de l'Attribut, Paris, 2007.

Articles :

«Contre la violence symbolique», *Revue Cassandre*, été 2006.

«Management et médiation culturelle : les motifs de la *vogue*», *Raison présente*, 4ème trimestre 2006.

Pierre LEGLISE-COSTA, enseignant à l'ENS de Sèvres

Ouvrages :

L'art et la politique dans le monde occidental au XXe siècle, Lisbonne – 1999, Essen – 2000.

Lisbonne ou la nostalgie du futur, codirection et auteur, Autrement, Paris, 1998.

«Art et littérature», université de Bordeaux, 1998.

Article :

«Le Portugal et la mer» in «L'Europe et la Mer», Mireille Azzoug et Jean-Claude Boyer (dir.), *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, 1999.

Traductions :

«Lettres de Paris», Eça de Queiros (dir.), Métallié, Paris, 1998.

Théâtre complet de Antonio José Da Silva dit «Le Juif», Climats, Paris, 2000.

Frédéric LORDON, chercheur au CEPREMAP, Paris

Ouvrages :

Et la vertu sauvera le monde..., Seuil, coll. «Liber-Raison d'agir», Paris 2003.

Fonds de pension, piège à cons !, Seuil, coll. «Liber-Raison d'agir», Paris, 2002.

Les Quadratures de la politique économique, Albin-Michel, Paris, 1998.

La politique du capital, Odile Jacob, Paris, 2001.

Édith LHOMEL, chargée d'études au Centre de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est à la Documentation française, chargée de cours à l'IEE

Direction d'ouvrages et participation à des ouvrages collectifs :

«L'Europe centrale et orientale : dix ans de transformations» (ouvrage collectif), *Les Études de la Documentation française*, La Documentation française, Paris, 1er trimestre 2000.

Articles :

«L'agriculture des pays d'Europe centrale et orientale face à l'entrée dans l'UE», *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 441, juillet 1999.

«Conjonctures Albanie, Bulgarie, Roumanie», in «Europe centrale et orientale 1998-1999 : l'UE en point de mire», *ibid.*, n° 442, août-septembre 1999.

«L'élargissement de l'Union européenne à l'Est : l'état de la question», in Europe centrale et orientale, édition 1999, *Notes et Études documentaires*, La Documentation française, Paris, 1999.

«Transformations du monde rural en Europe centrale et orientale» (dossier), *La Nouvelle Alternative*, septembre 1999.

«Vers de nouvelles politiques de développement régional en Europe centrale et orientale», *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 432, août-septembre 1998.

Bernard MARIS, professeur à l'IEE, économie, 5e section

Ouvrages :

en collaboration avec Roger SUE et Georges VIGARELLO, *Gouverner par la peur*, Fayard, Paris, 2007, 180 p.

Keynes, économiste citoyen, Presses de Sciences Po, Paris, réédition 2007 (1ère édition, 1999).

Le libéralisme économique, idéologie et/ou science, publié par les Cahiers du Grep, Paris, 2007.

Antimanuel d'économie, Les Cigales, tome II, Bréal, Paris, 2006.

Mon journal de l'année économique, Milan ed., Paris, 2005.

Antimanuel d'économie, Les Fourmis, tome I, Bréal, Paris, 2003.
 dir., «Légitimation du discours économique» (actes du colloque du même nom, 2001), *Science et Société* n° 55, Presses de l'Université de Toulouse-le-Mirail, 2002 (et articles : «Légitimation du discours économique» et «Légitimation, autolégitimation, discours expert et discours savant»).

Malheur aux vaincus !, Albin Michel, Paris, 2002.

La Bourse ou la Vie. La Grande Manipulation des petits actionnaires (en coll. avec Philippe Labarde), Albin Michel, Paris, 2000.

Lettre ouverte aux gourous de l'économie, Albin Michel, Paris, 1999.

Ah! Dieu que la guerre économique est jolie, Albin Michel, Paris, 1998.

Articles :

en collaboration avec Gilles DOSTALER, «L'argent, le capitalisme et la psychanalyse», *Mortibus* n° 2, automne 2006.

«Au-delà du capitalisme ?», Ministère de la Défense. Publié par la DGA, 24 oct. 2006, 16 p.

«Expertise et engagement», in actes du colloque «Pratique du droit, pensée du droit et engagement social», Dijon, 11-12-13 mai 2006.

«Economistes, experts et politiques», *Cahiers de l'Innovation*, n° 1, 2003.

«La mondialisation est-elle nouvelle?» in Actes du colloque : «50 ans de mondialisation», Université Paris-Dauphine, oct. 2003.

en collaboration avec Gilles DOSTALER, «Keynes et Freud. Bloomsbury, la psychanalyse et l'économie», *Revue économique*, 2003.

«Dr Freud and Mr Keynes» in *What is money ?*, G. SMITHIN and PORTLEDGE dir., NY, 2000.

«Rhétorique de l'expertise économique», *Cahiers du radicalisme*, déc. 1999.

«Les fondements théoriques du libéralisme» in *La société libérale en question*, ouvrage collectif, GREP, coll. «Idées contemporaines», Paris, 1997.

Barah MIKAÏL, ex-ATER à l'IEE, chercheur à l'IRIS, sciences politiques, relations internationales

Ouvrage :

La politique américaine au Moyen-Orient, Dalloz/IRIS, coll. «Enjeux stratégiques», Paris, 2006.

Articles :

«Désamorcer la bombe hydraulique planétaire», *Revue internationale et stratégique* n°66, Dalloz/Iris, Paris, été 2007, p. 59-63.

«La gestion nord-américaine des ressources hydrauliques : un modèle exportable ?», *Revue internationale et stratégique* n° 66, Dalloz/IRIS, Paris, été 2007, p. 131-141.

«Entre mythes et réalités : Considérations autour d'un 'croissant chiite'», *Maghreb/Machrek* n° 190, hiver 2006-2007, Editions Choiseul, Paris, 2007.

«Entre ambitions régionales et réalités nationales : Des défis hydrauliques pour l'Inde ?», *Défense nationale et Sécurité collective* n° 11, Paris, novembre 2006

- «L'eau au Maghreb. Une prise de conscience perpétuellement inachevée ?», in *Confluences Méditerranée* n° 58, été 2006, p. 39-50.
- «L'eau au XXIe siècle : des conflits qui couvent ?», *Défense nationale et Sécurité collective* n° 5, Paris, mai 2006
- «L'eau, un enjeu environnemental aux répercussions géopolitiques», *La Revue internationale et stratégique* n° 60, Dalloz/IRIS, Paris, hiver 2006, p. 139-149.
- «Le bâton sans la carotte : une nouvelle politique américaine au Moyen-Orient ?», *La Revue internationale et stratégique* n° 59, Dalloz/IRIS, Paris, automne 2005.
- «Le Moyen-Orient : nouveau baromètre de la relation transatlantique ?», (en collaboration avec Sébastien ABIS), *Géostratégiques* n° 9, Paris, oct. 2005.
- «L'intégrisme juif et la colonisation dans les Territoires palestiniens occupés», *La Revue internationale et stratégique* n° 57, Dalloz/IRIS, Paris, printemps 2005.
- «La loi sur le voile vue du Moyen-Orient», *La Revue internationale et stratégique* n° 55, PUF, Paris, automne 2004.
- «La guerre d'Irak», *Atlas des Relations Internationales 2004*, Hatier, Paris, 2003.
- «Le monde nilotique», *Atlas des relations internationales 2004*, Hatier, Paris, 2003.
- «Moyen-Orient et péninsule arabique» (en collaboration avec Didier BILLION), *Atlas des relations internationales 2004*, Hatier, Paris, 2003.
- «Du *Wait and See* à l'anticipation rhétorique : La redéfinition forcée de la stratégie politique syrienne», *La Revue internationale et stratégique* n° 51, PUF, Paris, automne 2003.

Magalie MOLLET, ex-ATER à l'IEE, économiste

Articles :

- En collaboration avec Xavier Richet, «Transformations économiques et politiques de rattrapage en Europe de l'Est. Quelles leçons de l'expérience hongroise pour les économies balkaniques ?», *Régions et Développement*, n° 18, (à paraître)
- «Development of the SME sector in Hungary : Toward the Spanish Model?» in Y. Rizopoulos (dir.), *Institutional and Organisational Dynamics during the Post-Socialist Transformation*, CRIISEA, 2002.
- «Politiques et Programmes d'Aides au Développement des PME : l'exemple de la France» in D. GUERRAOUI & X. RICHEL (dir.), *Économies émergentes et politiques de promotion de la PME : Expériences Comparées*, l'Harmattan, Paris, 2001.

Sami NAÏR, ex-professeur à l'IEE, politologue, député européen, membre du Conseil d'État

- «L'Europe et la Méditerranée : la solidarité nécessaire», *Qu'est-ce que la culture ?* Université de tous les savoirs, vol. 6, Editions Odile Jacob, avril 2001.

*Rapport sur la communication de la Commission sur les relations
EU/région méditerranéenne : un nouvel élan pour le processus de Bar-
celone, Parlement européen, 8 juin 2000.*

Jacques NIKONOFF, administrateur civil hors classe, chargé de mission pour la question de l'épargne, des caisses de retraite et des fonds de pension à la Caisse des dépôts et consignations

Ouvrages :

Collaboration à : *Constitution européenne : ils se sont dit oui*, Mille et une nuits, Paris, 2005.

Collaboration à : *Cette Constitution qui piège l'Europe*, Mille et une nuits, Paris, 2005.

Vivent les impôts (coordination), Mille et une nuits, Paris, février 2005.

Chômage, nous accusons !, Arléa, Paris, 1998.

La Comédie des fonds de pension, Arléa, Paris, 1999.

Articles :

«Une fiscalité pour l'emploi», in *Revue politique et parlementaire*, n° 1037, octobre/décembre 2005.

«N'achetez pas d'actions EDF !», in *L'Humanité*, 18 novembre 2005.

«L'horreur démocratique», in *Le Figaro*, 25 mai 2005.

«La fin programmée de l'Union européenne», in *Le Monde*, 24 mai 2005.

«Cette Constitution, non merci !», in *Libération*, 23 mars 2005.

«Haro sur les chômeurs», *Le Monde diplomatique*, juillet 2000.

Keväť NOUSIAINEN, professeure de droit à l'Université d'Helsinki

Auteur de nombreux articles et monographies.

in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998, articles :

– (en collaboration avec Anu Pylkkänen) «La citoyenneté sociale ; le modèle nordique» ;

– (en collaboration avec Anu Pylkkänen) «Les femmes et le travail dans les pays scandinaves» ;

– «Les femmes et le marché du travail en Finlande».

Agnès PARDELL, professeure de droit à l'Université de Lérida (Catalogne).

Ouvrage :

En collaboration : *Pràctiques de Dret del treball i de la Seguretat Social*, Presses universitaires de Lleida, 1997.

Articles :

in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1998.

- «L'accès des femmes espagnoles aux affaires politiques» ;
- «Les femmes et le travail en Espagne».

Bernard PINIAU (décédé en 1997), docteur en sciences politiques, PAST à l'IEE (1993-1998), directeur-adjoint de la Maison des cultures du monde

Ouvrage :

L'Action artistique de la France dans le monde : 1922-1996, en collaboration avec Ramon Tio Bellido, L'Harmattan, Paris, 1998 (posthume).

Articles :

«Dialogue des cultures : la double position d'André Malraux» in *Représentations du passé : Patrimoine, musées, problématiques identitaires et culturelles en Europe*, *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, 1997.

Jean-Yves POTEL, ex-chargé de mission à la DATAR, conseiller culturel de la France à Varsovie, chargé de cours à l'EE, spécialiste des pays d'Europe centrale.

Ouvrages et collaboration à des ouvrages :

Les Cent Portes de l'Europe centrale et orientale, Éditions de l'Atelier, Paris, 1998.

«Les recompositions politiques à l'Est», in Marcin Frybes (dir.), *La Nouvelle Europe centrale*, La Découverte, Paris, 1998.

Aux miroirs de la guerre, réflexions sur le Kosovo, Éditions de l'Aube, Paris, 2000.

Articles :

«La Sibérie, régime hors-la-loi», *Le Monde diplomatique*, mai 1999.

«Risques et défis de l'élargissement de l'UE», *ibid.*, mars 1999.

Anu PYLKKÄNEN, professeure de droit à l'Université d'Helsinki.

Auteur de nombreux articles et monographies.

in Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne : politique, citoyenneté, travail, famille», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, hiver 1999, articles :

- «Les femmes et la politique en Scandinavie» ;
- (en collaboration avec Kevät Nousiainen) «La citoyenneté sociale ; le modèle nordique» ;
- «Les femmes et la famille dans les pays scandinaves».
- (en collaboration avec Kevät Nousiainen) «Les femmes et le travail dans les pays scandinaves» ;

Gilles RAVEAU, agrégé en sciences sociales, docteur en économie, ex-Assistant Lecturer à l'université de Harvard (États-Unis), ATER à l'IEE

Ouvrage :

Codirection avec Aurélien SAÏDI et Damien SAUZE, *Douze économistes contre le projet de Constitution européenne*, L'Harmattan, Paris, 2005.

Articles :

- «A pluralist teaching of economics for a pluralist society», *Development Dialogue*, à paraître.
- «The European Employment Strategy : Towards More and Better Jobs ?», *Journal of Common Market Studies*, vol. 45, n° 2, 2007, p. 411-434.
- «La Stratégie européenne pour l'emploi : une politique d'offre de travail», *Travail et Emploi*, n° 107, juillet-septembre 2006 p. 7-18.
- «Au coeur de la stratégie européenne pour l'emploi, le taux d'emploi», *Education et Sociétés*, n° 18, 2006.
- «Comment penser les services publics dans le cadre de l'Union européenne ? En partant de l'analyse de Philippe Herzog», *Terrains et Travaux*, n° 8, spécial «Europe», 2005.
- «L'évaluation des politiques d'emploi nationales par la Commission européenne : qui gagne perd ?», in E. Chatel, T. Kirat, R. Salais, *Les Dispositifs de l'action publique*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- «The European Employment policy : from ends to means ?», in Robert Salais et R. Villeneuve, (dir.), *Europe and the Politics of Capabilities*, Cambridge University Press, 2004.
- «Employability and Social Exclusion : a Capabilities Approach», in MUFFELS R., TSAKLOGLOU P. and MAYES D., (eds.), *Social Exclusion in Europe – an Empirical Analysis*, Edward Elgar, Aldershot, 2003, p. 264-284.
- «Teaching economics through controversies», in FULLBROOK E., (ed.), *The Crisis in Economics*, Routledge, Londres, 2003, p. 62-69.
- En collaboration, «L'État est le prédateur des richesses du privé», «Le niveau des prélèvements obligatoires est trop élevé en France et il va devoir diminuer», «L'efficacité économique est un préalable à la justice sociale», in Les Éconoclastes, *Petit Bréviaire des idées reçues en économie*, La Découverte, Paris, 2003.
- «Justice et efficacité : Le cas de l'attribution de logements par une association d'aide aux sans-abri», in A. Alcouffe, B. Fourcade, J.-M. Plassard, G. Tahar (dir.), *Efficacité versus équité en économie sociale*, L'Harmattan, Paris, 2002.
- En collaboration avec Robert Salais, «Fighting against Social Exclusion in a European Knowledge-Based Society : What Principles of Action ?», in J. Bergman, D. Mayes, R. Salais, (dir.), *Social Exclusion and European Policy*, Edward Elgar, Aldershot, 2001.
- «Dynamics of the Welfare States Regimes and Employability (A Study Based on the National Action Plans for Employment, 1998-2000)», in D. Pieters (dir.), *Confidence and Changes : Managing Social Protection in the New Millennium*, Kluwer Law International, La Haye, 2001.

Rapports de recherche :

- En collaboration avec R. SALAIS et M. GRÉGOIRE, *L'évaluation de l'impact de la Stratégie européenne pour l'emploi – Thème 10 : Élaboration*

des politiques, Étude pour la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du Ministère de l'emploi et de la solidarité, janvier 2001.

La dimension européenne des politiques d'emploi françaises. Une analyse de la participation des partenaires sociaux à l'élaboration du Plan d'Action National pour l'Emploi 2001, rapport pour la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) du Ministère de l'emploi et de la solidarité, novembre 2001.

Anne-Cécile ROBERT, professeure associée à l'IEE, docteure en droit, journaliste au *Monde diplomatique*

Ouvrages :

direction : *Manière de voir* «Derrière les élections, quelle démocratie ?», *Le Monde diplomatique*, Paris, mars 2007, 90 pages.

Africa en auxilio de Occidente, Icaria et Antrazyst, Barcelone, Madrid, 2007.

L'Afrique au secours de l'Occident, Alliance des éditeurs indépendants, Bamako, Douala, Abidjan, Lomé, Ouagadougou, Paris, 2006.

L'Africa in soccorso dell'Occidente, Editrice missionaria italiana, Bologne, 2006.

direction : *Manière de voir* «Résistances africaines», *Le Monde diplomatique*, Paris, mars 2005, 90 pages.

L'Afrique au secours de l'Occident. Éditions de l'Atelier, Paris, 2004.

en collaboration avec Gérard BELLON, *Le Peuple inattendu*, Syllepse, coll. «arguments et mouvements», Paris, 2003.

en collaboration avec Gérard BELLON, *Un totalitarisme tranquille. La Démocratie confisquée*, Syllepse, coll. «Arguments et Mouvements», Paris, 2001.

Articles :

«Les apports méconnus de la Déclaration universelle des droits de l'homme», Centre culturel européen de Delphes, Grèce, 6 juillet 2006.

«Occident contre Occident», *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

«Fraa verdenskrig til velfaerd», in *Fokus 1914-1 dag*, Gyldendal, Copenhague, 2006.

«La Cour pénale internationale, espoirs et ambiguïtés» in *L'ONU : droit pour tous ou loi du plus fort*, Cetim, Paris, 2005.

«Europe, de la rébellion à la reconstruction», *Le Monde diplomatique*, juin 2005.

«La Constitution européenne : un coup d'Etat idéologique», *ibid.*, novembre 2004.

«La justice internationale entre politique et droit», *ibid.*, mai 2003.

«Emergence d'une voix africaine», *ibid.*, février 2003.

«L'étrange politique étrangère de l'Union européenne», *ibid.*, décembre 2002.

- «Vive la crise politique», *ibid.*, juin 2002.
- «L'Europe mots à maux», *ibid.*, janvier 2002.
- «La mémoire Nord-Sud en danger», *ibid.*, juin 1999.
- «Ce juge méconnu de Luxembourg», *ibid.*, mai 1999.
- «L'Europe, espace possible d'un pouvoir politique démocratique», *Actes du colloque de Mâcon*, mars 1999.
- «L'Europe, un fédéralisme à l'envers ?», *Les Idées en mouvement* n° 61, septembre 1998.
- «Faux emplois, vrai chômage», *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

Catherine SAMARY, maître de conférences, docteure d'État, économie, Université Paris 9-Dauphine, Institut de recherche interdisciplinaire en socio-économie, chercheuse associée au CEME.

Ouvrages :

- Co-direction : *L'Atlas du Monde diplomatique février 2006* – édition élargie (232 p.), Armand Colin, Paris, 2006.
- Les Conflits yougoslaves de A à Z* (avec Jean-Arnault Derens), Éditions de l'Atelier, Paris, 2000 (trad. en allemand en cours).
- La Déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, L'Harmattan, Paris, 1994 (versions anglaise et allemande en 1995).

Articles :

- «Les voies opaques de la transformation capitaliste à l'Est», *La Pensée* n° 347, juillet-septembre 2006
- «La descomposicion de la ex-Yugoslavia, en el talero internacional», *Vento Sur*, septembre 2006.
- «Analyse comparative des transformations de la propriété, de l'État et des rapports sociaux» (otnochenia cobstbienosti, gosoudarstvo i naemnie rabotniki) – *Revue Alternativi* n° 3, Moscou, 2005.
- «Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition - Rapport de propriété, État et salariat», in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, (à paraître, n° 1-4 2004)
- «Liberal models of European Construction», in *Eastern Enlargement as an European Development Project*, n° 3-4/2002 Der öffentliche sector, Ed. Univ. Wolfgang Blaas, Wien, fev. 2003
- «Des privatisations forcées à la démocratie imposée : quels critères d'adhésion à l'UE ?», *La Revue internationale et stratégique*, automne 2002, IRIS, PUF.
- «Les investissements directs étrangers en Europe de l'Est – quel bilan ?»; Ost/West Gegeninformationen, Graz (Autriche), 2002.
- «L'élargissement coûtera cher à l'Est», *Le Monde diplomatique*, mars 2002.
- «Des buts et des moyens...», *ibid.* n° 321, janvier-mars 2000.
- «De la crise des sociétés réellement existantes à l'utopie socialiste», dossier «Les nouveaux rapports de classe», *Actuel Marx* n° 26, 2e trimestre 1999.
- «A l'Est, une transition vers l'inconnu», *Le Monde diplomatique*, novembre 1999.
- «Du Manifeste communiste à la crise de l'URSS», *La Pensée* n° 317, janvier-mars 1999.

- «Mandel et les problèmes de la transition au socialisme» in «Le marxisme d'Ernest Mandel», dir. Gilbert Achcar, Actuel Marx Confrontation/PUF, Paris, 1999.
- «Les spécificités du système socio-économique yougoslave» et «L'influence de l'autogestion yougoslave en France» in *De l'unification à l'éclatement – l'espace yougoslave un siècle d'histoire*, Musée d'histoire contemporaine-Publications de la BDIC, 1998.
- «L'élargissement à l'Est de l'UE : quel avenir ?», *La Pensée* n° 315, juillet-septembre 1998.

Marie-Lise SEMBLAT, docteure, présidente de l'association ASTER

Article :

- «L'émergence d'un féminisme territorial en Europe», in *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences*, (sous la direction de Huguette Dagenais), Les Éditions du Remue-ménage, Montréal, 1999.

Actes de colloque :

- «Genre et développement», Actes du colloque organisé par le Conseil général de l'Ardèche, Université Joseph Fourier de Grenoble, le CIFF/CIDF d'Ardèche, «Les services à la population en espace rural : l'innovation dans l'émergence des territoires», *Montagnes méditerranéennes*, Le Pradel, n° 8.
- «Des femmes rurales 'pionnières' de l'économie quaternaire. Exemples de pratiques en Europe», *Ateliers de recherche stratégique sur l'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes*, Documents de travail, 14 septembre 1998.

Réjane SÉNAC-SLAWINSKI, chargée de recherches au CNRS, sciences politiques et sociologie, ATER à l'IEE de 2002 à 2004, ancienne secrétaire générale de l'Observatoire de la parité

Articles :

- «Les Z.E.P. : principe d'égalité et processus de stigmatisation des différences», *Revue européenne des migrations internationales (REMI)*, n° 3, 2000.
- «La loi sur la parité : une première mondiale», revue *Pour* du Groupe de Recherche pour l'éducation et de prospective (GREP), n° 174, juillet 2002.
- «Contextes et arguments comparés des débats sur la représentation des femmes en politique en France et en République tchèque» : in *Transition*, «Genre et transition», à paraître en 2004.
- Coordinatrice d'un débat sur «La parité et autres mesures pour un avenir des femmes en politique» aux Deuxièmes journées d'études : «Femmes élues, Ici et ailleurs, la parité un an après...» à l'Université de Brest le 28 septembre 2002 (Actes en cours de publication).
- «Évaluation des lois sur les quotas et la parité» : Intervention au colloque de l'Association française de science politique (AFSP) «Genre et politique», organisé à l'IEP de Paris le 30 mai 2002 (Actes en cours de publication).

Thomas SERRIER, maître de conférences à l'IEE et au département d'études germaniques, 12e section, en délégation auprès de l'Europa Universität Viadrina de Francfort-sur-Oder (2007-08)

Ouvrages :

«Littérature allemande de la Baltique», in *Dictionnaire du monde germanique*, dir. Michel ESPAGNE et Jacques LE RIDER (rubriques «Riga-Dantzig-Königsberg», «Günter Grass», «Prusse polonaise», «Corridor de Dantzig», «Le pacte germano-soviétique»), PUF, Paris, à paraître.

«Jüdische Erinnerungen zwischen Inklusion und Exklusion im Spannungsfeld der deutschen und polnischen Nationsbildungen in der Provinz Posen im Kaiserreich», in Martin AUST, Krzysztof RUCHNIEWICZ, Stefan TROEBST (dir.), *Transnationale Verflechtungen der Geschichtskulturen Polens im 19. und 20. Jahrhundert*, Böhlau, coll. «Visuelle Geschichtskultur», Cologne, à paraître.

direction «Die Aneignung fremder Kulturen in multikulturellen Städten in Nordosteuropa (20. Jahrhundert), Nordost-Archiv». *Zeitschrift für Regionalgeschichte* n°15, Lüneburg, 2007.

codirection avec Rudolf von THADDEN et Steffen KAUELKA, *Europa der Zugehörigkeiten. Integrationswege zwischen Ein- und Auswanderung*, Wallstein Verlag, coll. «Genshagener Gespräche», Göttingen, 2007.

codirection avec Peter LOEW et Christian PLETZING, *Wiedergewonnene Geschichte. Zur Aneignung von Vergangenheit in den Zwischenräumen Mitteleuropas*, Harrassowitz Verlag, coll. «Veröffentlichungen des Deutschen Polen-Instituts», Wiesbaden, 2006 et articles : «Zwischen Enteignung und Aneignung : Geschichte und Geschichten in den 'Zwischenräumen Mitteleuropas'» et «Posen und Straßburg im Kaiserreich. Ein Vergleich».

«Zur Europäisierung des deutschen Erinnerungsortes 'Flucht und Vertreibungen'. Sechs Thesen aus französischer Sicht», in Anja KRÜKE (dir.), *Zwangsmigration und Vertreibung – Europa im 20. Jahrhundert*, Dietz, Bonn, 2006.

«Geschichtskultur und Territorialität. Zum Verhältnis von historischem und räumlichem Bewusstsein im deutsch-polnischen Grenzraum im 19. und 20. Jahrhundert», in Etienne FRANÇOIS, Jörg SEYFARTH, Bernhard STRUCK (dir.), *Die Grenze als Raum, Erfahrung und Konstruktion. Deutschland, Frankreich und Polen vom 17. Jahrhundert bis 20. Jahrhundert*, Campus Verlag, Francfort, 2006, p. 243-267.

«Sur les marches orientales de l'Empire du livre. Le livre et l'intégration des provinces polonaises de Prusse au XIXe siècle», in Frédéric BARBIER (dir.), *Est-Ouest: Transferts et réceptions dans le monde du livre en Europe (XVIIe-XXe siècles)*, Leipziger Universitätsverlag, coll. «L'Europe en réseaux - Vernetztes Europa 2», Leipzig, 2005, p. 179-191.

- Provinz Posen-Ostmark-Wielkopolska. Eine Grenzregion zwischen Deutschen und Polen 1848-1914*, Marbourg, Verlag Herder-Institut, coll. «Materialien und Studien zur Ostmitteleuropa-Forschung» 12, 2005, traduction augmentée de *Entre Allemagne et Pologne*.
- «Bibliothèque régionale et mission nationale : Le cas de Posen/Pozna_ aux XIXe-XXe siècles», in Frédéric BARBIER et Istvan MONOK (dir.), *Les bibliothèques centrales et la construction des identités collectives*, Leipziger Universitätsverlag, coll. «L'Europe en réseaux - Vernetztes Europa 3», Leipzig, 2005, p.197-229.
- «Antislavisme et antisémitisme dans les confins orientaux de l'Allemagne au XIXe siècle», in Juliette GUILBAUD, Nicolas LE MOIGNE, Thomas LÜTTENBERG (dir.), *Normes culturelles et constructions de la déviance/Kulturelle Normen und Konstruktion von Devianz*, éd. Collège doctoral européen EPHE-TU Dresden («Etudes et rencontres» 2), Droz, Genève, 2004, p. 91-103.
- Günter Grass. Tambour battant. Un écrivain contre l'oubli*, Belin, coll. «Voix allemandes», Paris, 2003.
- en collaboration avec Crystel PINÇONNAT et Régis TETTAMANZI, *Echos picaresques dans le roman du XXe siècle*. (Louis-Ferdinand Céline, Voyage au bout de la nuit ; Ralph Ellison, Invisible Man ; Günter Grass, Le Tambour), Paris, Atlande, 2003.
- «Les imaginaires sociaux dans la cristallisation de la frontière germano-polonaise au XIXe siècle», in *Actes des Journées d'études franco-allemandes* «Frontières, itinéraires, réseaux : Les dynamiques spatiales dans l'aire germanophone au XIXe siècle», Université Marc-Bloch de Strasbourg, 23-24 mai 2003.
- Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières 1848-1914*, Belin, coll. «Histoire et Société : Europes centrales», Paris, 2002.
- «Regionales Selbstbild und nationale Integration. Grundbedingungen und Grenzen der Posener deutschen Identität», in : Bernard LINEK, Kai STRUVE (dir.), *Nacjonalizm a tozsamosc narodowa w Europie Srodkowo-Wschodniej w XIX i XX w./ Nationalismus und nationale Identität in Ostmitteleuropa im 19. und 20. Jahrhundert*, Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2001, p. 13-37.
- «Identité régionale et conscience nationale : presse et littérature allemandes de Posnanie (1871-1914)», in *L'Allemagne en chantier III* (Les Travaux du Centre Marc Bloch), Berlin, 1999, p. 105-123.
- «Prusse orientale, Baltique, Russie: "Grand Est" prussien ou Mitteleuropa?», in Jacques LE RIDER, Fridrun RINNER (dir.), *Les littératures de langue allemande en Europe centrale des Lumières à nos jours*, PUF, Paris, 1998, p. 67-93.

Articles :

- Günter Grass et la Waffen-SS : la mémoire maudite d'un prix Nobel allemand, in : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n°94, avril-juin 2007, p.87-100.

- «Des choses cachées depuis la fondation de l'Allemagne d'après-guerre Réflexions sur Günter Grass et la Waffen-SS», in *Le Débat* n° 144, mars-avril 2007, p.71-84.
- «Les territoires occidentaux et la construction identitaire en Pologne 1900-200...», in *Études germaniques* n° 62 (2007), 1, p.211-221.
- «Berlin : ville ruinée, ville-phare», in *Culture Europe internationale* n°48. Dossier «France-Allemagne 2007», printemps 2007, p.16.
- «Günter Grass ou le cauchemar allemand», in *L'Histoire* n°314, novembre 2006, p.28-29.
- «Wyp_dzi_ i zapomnie_: Republika Francuska i wysiedlenie Niemców z Alzacji w 1918 i 1945 roku», in *Borussia. Kultura-Historia-Literatura* n° 37, 2006, p.55-62.
- «Regioni e storia regionale in Europa. Antitesi o metafora della nazione?» A cura di Rolf PETRI, discussione con Thomas Serrier et alii, in *Memoria e Ricerca. Rivista di storia contemporanea* n° 22, maggio-agosto 2006, p.107-133.
- «Vertreiben und vergessen: Die französische Republik und die Aussiedlung der Deutschen aus dem Elsass (1918, 1945)», in *Borussia. Kultura-Historia-Literatura* n° 38, 2006, p.66-73.
- «Günter Grass et la France», in *Atala* n°9. Dossier «La France et l'Allemagne», Rennes, 2006, p.73-86.
- «La 'patrie perdue' dans la littérature allemande : du deuil à la reconnaissance (aller et retour)» in *Cultures d'Europe centrale* n°5 («La destruction des confins»), éd. Centre Interdisciplinaire de Recherche Centre-Européennes, Université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2005, p.189-208.
- «Entre l'idylle et l'épopée : de la 'littérature des marches orientales allemandes' avant 1914 à la 'littérature de la frontière' dans l'entre-guerres, in : *Cultures d'Europe centrale* n°4 («Le mythe des confins»), éd. Centre Interdisciplinaire de Recherche Centre-Européennes, Université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2004, p. 140-158.
- «Connaissez-vous «Breslaw» ? Cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale les habitants de Pologne occidentale découvrent la mémoire allemande des lieux qu'ils habitent», [avec la coordination d'un dossier sur l'Academia Baltica (Lübeck) et l'Association Borussia (Olsztyn)], in *Culture Europe internationale* n°41 «L'exception polonaise», avril-mai 2004, p. 22-23.
- «Lavoro culturale tedesco nella marca orientale. Il mito del primato tedesco e il problema del confine in Posnania (1871-1914)», in *Memoria e ricerca. Rivista di storia contemporanea* n°15 «Regioni plurilingue e frontiere nazionali», gennaio-aprile 2004, p. 27-49.
- «L'affaire du «Wilhelm Gustloff», in *L'Histoire* n° 277, juin 2003.
- «L'Est commence au plus tard à la Gare de Silésie de Berlin» : Voyages allemands dans la «Marche orientale autour de 1900», in «Le Voyage dans les confins», *Cultures d'Europe centrale* n° 3, éd. Centre

- interdisciplinaire de recherches centre-européennes, Université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2003.
- «Der Danziger Artushof im Wechsel der Zeiten : Kosmopolitismus als städtischer Erinnerungsort von der hansischen Blütezeit zur polnischen Gegenwart» [L'Artushof de Dantzig-Gdansk à travers les âges : le cosmopolitisme comme lieu de mémoire, de l'âge d'or de la Hanse au présent polonais], in Moritz Csáky, Jacques Le Rider, Monika Sommer (dir.), *Transnationale Gedächtnisorte in Zentraleuropa*, StudienVerlag, Innsbruck, 2002.
- ««Deutsche Kulturarbeit in der Ostmark» : Der Mythos vom deutschen Vorrang und die Grenzproblematik in der Provinz Posen (1871-1914)» [Le mythe de la supériorité allemande et la problématique frontalière en Pologne 1871-1914], in Michael G. Müller, Rolf Petri (dir.), *Die Nationalisierung von Grenzen. Zur Konstruktion nationaler Identität in sprachlich gemischten Grenzregionen*, Herder-Institut, Marbourg, 2002.
- «Das Posener Gneisenau-Denkmal» in Rudolf Jaworski, Witold Molik (dir.), *Denkmäler in Kiel und Posen*, Ludwig, Kiel, 2002.
- «Der Danziger Artushof im Wechsel der Zeiten» in Jacques Le Rider, Moritz Csaky, Monika Sommer (dir.), *Transnationale Gedächtnisorte in Zentraleuropa*, Studienverlag, Innsbruck, 2002.
- «D'où sortira Kantorowicz ? Historiens juifs à Posen avant 1914», in *Cahiers du judaïsme* n° 11, hiver 2001-2002.
- «D'une unification à l'autre : comment sortir de la Nation ? Toute une histoire de Günter Grass», in Marie-Hélène Quéval (dir.), *Lectures d'une oeuvre : Ein Weites Feld de Günter Grass*, Editions du Temps, Paris, 2001.
- ««Nasz Grass!» : un transfert de nationalité germano-polonais ? Regards d'outre-Oder sur le Nobel d'outre-Rhin», in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 151, mars 2000.
- «Prusse orientale, Baltique, Russie : «Grand Est» prussien ou Mitteleuropa ?», in Jacques Le Rider, Fridrun Rinner (dir.), *Les littératures de langue allemande en Europe centrale des Lumières à nos jours*, PUF, Paris, 1998.
- «Une collection importante: Deutsche Geschichte im Osten Europas», in *Bulletin de la Mission historique française à Göttingen* n°34, 1998, p. 227-234.

Sylviane TOPORKOFF, maître de conférences à l'IEE, économie, 5e section

Ouvrages :

- en collaboration avec Dal Ju MUN, Jean-Jacques CROUTSCHE, *La Publicité paneuropéenne*, Editions L'Harmattan, Paris, 2006, 266 p.
- Globalisation and ICT : The role of Government, Private Sector and Civil Society in an Information Society for All*, ASEM, Malmo, Suède, publié chez IKED, mars 2004, 15 p.

Articles :

- «Building the Broadband Economy», Intelligent Communities Forum, Polytechnic University, MetroTech Center New York, États-Unis, 17 et 18 mai 2007.
- «Economy for Networks», Mobile TV World 2007, Rome, 21-22 juin 2007.
- «Salute & ICT , Ulss8 Veneto, Venise, Italie, avril 2007.
- «Les politiques de développement économique territorial dans le secteur des TIC», FORCOM 2006, Rabat, Maroc, 27-28 novembre 2006.
- «ICT for an Inclusive Society, the Ministerial Conference on eInclusion» , Riga, Latvia 11-13 juin 2006.
- «Le concept Ubiquitous Society, la perspective européenne», Medef, France, 24 mai 2006.
- «Advancing the Use of ICT : Technology and Economy», Jönköping University, Suède, décembre 2005.
- «Ubiquitous Network Society within Reach? A European Perspective», Tokyo, Japon, Ubiquitous Network Conference, World Summit on Information Society, 16-17 mai 2005.
- «ICT contribution to economic and industrial development in Europe», Dagens Industri, Suède, novembre 2004.
- «A l'aube du XXIe siècle : de la Société de l'Information à la Société de la Connaissance», Universités du Sud tunisien (Gabès, Gafsa et Sfax), Université Virtuelle de Tunis, 28 mai 2005.
- «Confiance, identité numérique et protection des données», Fing (Fondation Internet Nouvelle Génération), 30 mars 2004.-
- Collaboration aux actes du séminaire : «La transformation du travail et des métiers dans la société de l'information», mars 2002.
- «La démocratie électronique», *Rapport au 1er Forum mondial de la démocratie électronique*, mars 2000.
- «La déréglementation des télécommunications en Europe ; une comparaison entre les États-Unis, le Canada, le Japon et les conséquences quant aux applications», *Corriere della sera*, 1999.
- «La déréglementation des Télécommunications en Europe» *les Cahiers du Groupe de recherches économiques et sociales (G.R.E.S.)* de l'Université Paris-Dauphine, octobre 1998.

TREGOMAIN, de, Pierre , maître de conférences à l'Université de Reims, études germaniques, ex-ATER à l'IEE, chercheur associé au CEME

Articles :

- «Mémoire des expulsions allemandes», *Culture Europe internationale* n°48, 2007.
- Constructing authenticity. Commemorative strategy of the Transylvanian Saxons in West Germany's early years» (Construire l'authenticité. La stratégie commémorative des Saxons de Transylvanie dans les premières

- années de la RFA), in Mareike KÖNIG Rainer OHLIGER (dir.), *Enlarging European Memory : Migration Movements in Historical Perspective*, Stuttgart, Thorbecke Verlag, 2006, p. 99-111.
- «Lakhn mit kremenens – ein Zeugnis über Czernowitz» (Lakhn mit kremenens – un témoignage de Czernowitz), in Andrei CORBEA-HOISIE, Alexander RUBEL (dir.), «*Czernowitz bei Sadagora*». *Identitäten und kulturelles Gedächtnis im mitteleuropäischen Raum*, Constance, Hartung-Gorre Verlag, 2006, p. 317-334.
- «Versperre Wahrnehmung. Die evangelische Landeskirche A.B. in Rumänien und der Nationalsozialismus 1944-1948» (Une perception bannie. L’Eglise protestante de Roumanie et le national-socialisme de 1944 à 1948), in Mariana HAUSLEITNER, Harald ROTH (dir.), *Die Wahrnehmung von Faschismus und Nationalsozialismus in Ostmitteleuropa*, Munich, IKGS Verlag, 2006, p. 331-350.
- «Le syndrome du peuple élu», *Cultures d’Europe centrale* n° 5, CIRCE, 2003, p.151-167

Michel VAKALOULIS, maître de conférences au département de science politique, université Paris 8

Ouvrages :

- Nouvelles luttes de classes* (dir.), Paris, PUF, coll. «Actuel Marx Confrontation», 2006, 296 p. (avec Pierre COURTS-SALIES et Jean LOJKINE).
- Jeunes en entreprise publique*, La Dispute, Paris, 2005, 150p (Ouvrage publié avec le concours du Conseil supérieur consultatif des comités mixtes à la production d’EDF-Gaz de France).
- Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique* (dir.), PUF, coll. «Actuel Marx Confrontation», Paris, 2003, 118p. (avec Pierre COURTS-SALIES) (Ouvrage publié avec le concours de l’Université Paris X et de l’Istituto Italiano per gli Studi Filosofici).
- Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d’émancipation*, Les Éditions du Félin, Paris, 2003, 192p. (avec Jean-Marie VINCENT et Pierre ZARKA).
- Médias et luttes sociales* (dir.), Les Éditions de l’Atelier, Paris, 2003, 176p. (avec Françoise DUCHESNE).
- Refaire la politique* (dir.), Éditions Syllepse, coll. «Utopie critique», Paris, 2002, 214p. (avec Tony ANDRÉANY). Ouvrage publié avec le concours de l’UPRES-A 8004 «Philosophie politique contemporaine» (ENS/CNRS) et de l’Université Paris 8 Saint-Denis.
- Le droit à l’énergie. Modernité d’une exigence démocratique* (dir.), Éditions Syllepse, coll. «Le Présent Avenir», Paris, 2002, 184p. (avec Olivier FRACHON). Ouvrage publié avec le concours du Conseil supérieur consultatif des comités mixtes à la production d’EDF-Gaz de France.

Le capitalisme post-moderne. Éléments pour une critique sociologique, PUF, Paris, coll. «Actuel Marx Confrontation», 2001, 236p. Traduction portugaise, *O capitalismo pós-moderno, Campo de comunicação*, Lisboa, 2003, 270p.

Renaud ZUPPINGER, professeur à l'IEE, langages et littératures anglo-saxonnes, 11^e section.

Ouvrage :

(dir.) *Systèmes culturels et esthétiques en Europe*, travaux du groupe de recherche du même nom, édité par *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, Saint-Denis, à paraître.

«Représentations du passé», n° 2, travaux du groupe de recherche «Systèmes culturels et esthétiques en Europe», *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, Saint-Denis, à paraître fin 2007.

«Représentations du passé : Patrimoine, musées, problématiques identitaires et culturelles en Europe», *Le Fil d'Ariane*, numéro spécial, IEE, Université Paris 8, 1997

Articles :

«Déroute de l'imaginaire : les affects identitaires autour du traité d'union» in *Synergies*, Université de Southampton, 2007.

«Bâton rompu», approche sémiologique de la mer in «L'Europe et la Mer» (M. Azzoug et J.-C. Boyer dir., *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, 1999).

«De la rentabilité des actes gratuits» in «Identités et dialogue des cultures» (A.-M. Autissier et M. Azzoug dir.), *Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, Saint-Denis, 2000.

«Représentations du passé» in *Représentations du passé, Le Fil d'Ariane*, IEE, Université Paris 8, Saint-Denis, 1999.

«Multiples présents», *ibid.*, 1999.

LE FIL D'ARIANE

LES VIOLENCES À L'EN-
CONTRE DES FEMMES

ET LE DROIT EN FRANCE



LE STATUT JURIDIQUE DES
FEMMES
DANS L'UNION EUROPÉENNE

ACTES DU COLLOQUE NATIONAL

21 & 22 novembre 2000

organisé en collaboration avec
le conseil général de la Seine-Saint-Denis
et le *Monde diplomatique*

TROISIÈME PARTIE

**LES COLLOQUES
ORGANISÉS PAR LES
ÉQUIPES DE RECHERCHE
DE L'INSTITUT
ET DU CEME
1997 à 2007**

COLLOQUES ET TABLES RONDES ORGANISÉS PAR LES ÉQUIPES DUCEME

- Table ronde *La place des femmes dans la sphère politique dans les pays de l'Union* (janvier 1997) organisée pour le lancement du module pilote «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», présidée par Édith Cresson, commissaire européenne, présidente de l'IEE, animée par Francine Demichel, coordinatrice du module, avec la participation de Anu Pylkkanen, juriste, professeur à l'Université d'Helsinki, Agnes Pardell Veà, juriste, professeur à l'Université de Lérida, et Antoinette Fouque, députée européenne, première vice-présidente de la Commission de la femme au Parlement européen (Texte publié dans *Le Fil d'Ariane*, «Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne», Mireille Azzoug et Francine Demichel (dir.), hiver 1998)
- Colloque international : *Face au chômage de masse, l'action syndicale et l'Europe* (5 et 6 mars 1998 à l'Université Paris 8), organisé conjointement par les formations doctorales : «Institutions et dynamique sociopolitique dans l'Europe de l'Ouest», dirigée par Jean-Marie Vincent (science politique) et «Mutations des sociétés et cultures en Europe», dirigée par Jean-Claude Boyer et Bernard Cassen (IEE), avec la collaboration de l'UPRESA «Philosophie politique, mutations sociales et critique des savoirs» de Paris 10-Nanterre et Tony Andréani (science politique). Avec la participation financière de la Recherche de Paris 8 et des organisations suivantes : CCOO, CSC-CNE, FERPA, FGTB, IG Metal (20 participants français, belges allemands, italiens et espagnols. Pour l'IEE, interventions de Mireille Azzoug sur les femmes et le travail, de Bernard Cassen, Pierre Cours-Salies et Pierre Larrouturou sur la réduction du temps de travail). Interventions de nombreux syndicalistes et chercheurs étrangers.
- Table ronde *L'Europe centrale et orientale entre l'intégration à l'Union européenne et la guerre* (15 mai 1998) en hommage à Ivan Djuric, organisée par Jean-Yves Potel, chargé de mission à la DATAR, membre de l'équipe de recherche et chargé de cours à l'IEE, avec la participation de Petr Janyska, diplomate à l'Ambassade tchèque à Paris, Marcin Frybes, sociologue polonais, ancien dirigeant de Solidarnosc, Muhamedin Kullashi, philosophe, ex-professeur à l'Université de Pristina (Kosovo), enseignant au département de philosophie de Paris 8.

- Table ronde *Identités et dialogue des cultures* (20 mai 1999), en hommage à Bernard Piniou (PAST à l'IEE de 1994 à 1997), organisée par Anne-Marie Autissier, MC à l'IEE, présidée par Bernard Cassen, professeur à l'IEE, avec la participation de François Roche, directeur de la Villa Médicis, Chérif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, Ramon Tio Bellido, secrétaire général de l'Association des critiques d'art, Anne-Marie Autissier, Renaud Zuppinger, enseignants à l'IEE et Jean-Michel Djian, PAST à l'IEE, *directeur du Monde de l'éducation* (actes publiés dans *le Fil d'Ariane*, «Identité et dialogue des cultures», Anne-Marie Autissier et Mireille Azzoug (dir.), mai 2000).
- Table ronde en hommage à Ivan Djuric (Collège de France, 18 novembre 1999, à l'occasion de la parution posthume du livre d'Ivan Djuric : *Glossaire de l'espace yougoslave*) : *Ivan Djuric : Itinéraire dans une Serbie totalitaire*, organisée par l'Institut d'études européennes en collaboration avec le Centre d'histoire et civilisation de Byzance du Collège de France et les Editions L'Esprit des péninsules. Intervenante-s : Mireille Azzoug, MC, directrice de l'IEE, Patrice Champion, directeur du Centre culturel français à Belgrade de 1990 à 1994, Marie-Françoise Allain, maître de conférences à l'Université Paris 8, Gabriel Beis, historien, Florence Hartmann, journaliste au *Monde*, Muhamedin Kullashi, philosophe, ex-professeur à l'Université de Pristina, enseignant au département de philosophie de l'Université Paris 8, Draginja Lazar, byzantiniste, historienne de l'art, Voja Maletic, écrivain, ancien diplomate de l'ex-Yougoslavie (interventions publiées dans un numéro spécial du *Fil d'Ariane*, Michèle Amzallag et Mireille Azzoug (dir.), automne 1999).
- Table ronde *Les transitions culturelles et artistiques en Europe centrale et orientale* (IEE, Paris 8, 21 avril 2000), sous la direction de Anne-Marie Autissier (intervenante-s : Jean-Yves Potel, chargé de mission à la DATAR, chargé de cours à l'IEE ; Alfred Grosser, professeur émérite à l'IEP de Paris ; Veronika Stabej, ministre de l'ambassade de la République de Slovénie en France ; Lucie Svobodova, directrice du Centre culturel tchèque à Paris ; Jaroslava Babanova, attachée culturelle).
- Colloque national *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France* (21 et 22 novembre 2000, Université Paris 8 et Bourse départementale du travail de Bobigny), organisé sous la direction de Mireille Azzoug, avec la collaboration de Sébastien Barles, en partenariat avec le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le *Monde diplomatique*, avec la participation d'une quarantaine d'intervenante-s – universitaires et chercheur-euse-s français et étrangers, acteurs sociaux et associatifs (dans le cadre du module pilote

«Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»). Actes publiés dans *Le Fil d'Ariane*, automne 2001).

- Colloque international *La légitimation du discours économique* (8 et 9 juin 2001, Université Paris 8 et Mairie de Saint-Denis), organisé sous la direction de Bernard Maris et de Philippe Jeannin (Université de Toulouse 3). Le colloque a accueilli une quarantaine d'intervenant-e-s – économistes universitaires et chercheur-euse-s – d'universités françaises et étrangères. Actes publiés dans *Économie et Société* n° 55 (Presses de l'université de Toulouse-Mirail, 2002)
- Colloque international *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe* (15, 16 et 17 novembre 2001, UNESCO), organisé sous la direction de Mireille Azzoug, avec la collaboration de Sébastien Barles, en partenariat avec le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, l'UNESCO, *Le Monde diplomatique*, le Secrétariat d'État aux droits des femmes, la Ville de Paris, 300 participant-e-s — dont une quinzaine d'autres pays de l'Union — universitaires, chercheur-e-s, magistrates, élues, responsables de services sociaux, médicaux, d'associations, intervenant en direction des femmes, qui ont, dans six ateliers et lors d'une séance plénière, débattu du traitement juridique et social (et de ses insuffisances) des violences sous toutes leurs formes — violences conjugales, sexuelles, violences dans la guerre, prostitution, harcèlement au travail, violences symboliques — dans différents pays de l'UE (dans le cadre du module pilote et du groupe de recherche «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»). Actes publiés dans *Le Fil d'Ariane*, (Mireille Azzoug dir., décembre 2002).
- Table ronde *Les nouvelles formes de mobilisation politique en Europe* (24 mai 2002, Université Paris 8), organisée et présidée par Pierre Cours-Salies, suite à une enquête menée sous sa direction par des étudiant-e-s de l'IEE sur la sociologie des adhérents d'ATTAC, à partir de 2000 réponses. Intervenants : Pierre, Cours-Salies, Bernard Cassen (président d'ATTAC), Michel Wieviorka (sociologue, EHESS), Stéphane Rozès (directeur du département Opinion au CSA), Frédéric Lebaron (sociologue, Université d'Amiens), Geoffrey Players (doctorant à l'EHESS) et les étudiant-e-s ayant mené l'enquête. Enquête publiée par l'IEE, mai 2002.
- Colloque *Economie et psychologie* (3 juin 2002, Université Paris 8) organisé sous la direction de Bernard Maris et Gilles Dostaler (Uqam, Québec), en préparation du colloque international de juin 2004 sur le même sujet. Avec la participation de : Bernard Maris, Gilles Dostaler, Oskar Negt (Université de Hanovre), Alex Neumann (IEE), Toni Andréani (science politique, Paris 8), Frédéric Lebaron (Université d'Amiens), Hervé Defalvard (Université de Marne-la-Vallée).

- Colloque *international : Les États-Unis dans le système mondial : richesse et puissance* (31 mai 2002, Université Paris 8), organisé sous la direction de Philip Golub, Richard Farnetti et Gilbert Achcar. Avec la participation de : Gilbert Achcar et James Cohen (maîtres de conférences, science politique, Paris 8), Pierre Gervaise (professeur, histoire, Paris 8), Philip Golub (professeur associé, IEE), Richard Farnetti (professeur, IEE), John Mason (professeur, université William Patterson, New Jersey), Giuseppe Merrone (chargé de recherches, Université de Lausanne) et Jean-Christophe Graz (chercheur, Université de Sussex).
- Colloque international *Europa, quo vadis ? Élargissement, droits sociaux, déficit démocratique* (IRESCO-CNRS, 28 et 29 novembre 2002), organisé par l'IEE par Pierre Cours-Salies, professeur à l'IEE, Alexander Neumann et Stéphane Le Lay, tous deux ATER à l'IEE, avec le soutien de l'Université Paris 8 et de l'IRESCO CNRS. Intervenant-e-s : Stephen Bouquin, maître de conférences à l'Université d'Amiens, Sébastien Budgen, doctorant à l'IEE, Giorgio Cremaschi, direction de la CGIL-Rome, rédacteur de *La rivista del Manifesto*, Pierre Cours-Salies, professeur à l'IEE, Catherine Lévy, ingénieure de recherche CNRS, René Mouriaux, professeur émérite en science politique à l'IEP de Paris, Jacques Nikonoff, professeur associé à l'IEE, Catherine Samary, maître de conférences à l'Université Paris 9-Dauphine, Thomas Serrier, maître de conférences à l'IEE, Jean-Marie Vincent, professeur de science politique à Paris 8, directeur de la revue *Variations*.
- Colloque international *La question du «sujet féminin» entre incertitudes, violences et stratégies de liberté (Maghreb, Europe du sud)* (13, 14, 15 mars 2003, Maison des sciences de l'homme, Paris), organisé par l'IEE, Institut Maghreb/ Europe de l'Université Paris 8 et la Maison des sciences de l'homme (sous la direction Christiane Veauvy, Marguerite Rollinde et Mireille Azzoug). Intervenant-e-s : Zineb Ben Ali, Université Paris 8, Afifa Bererhi, Université d'Alger, Henri Bresc, Université Paris 10-Nanterre, Françoise Collin, philosophe, écrivaine, Zakya Daoud, écrivaine, Fatna El Bouih, Casablanca, Aïcha El Hajjami, Université Cadi Ayad, Marrakech, Berkaoum Ferhati, EHESS, Marisa Forcina, Université de Lecce, Italie, Nilüfer Gole, Cadix, EHESS, Marie Elisabeth Handman, EHESS, Mohamed Harbi, Université Paris 8, Chizuko Hueno, Université de Tokyo, Laennec Hurbon, CRPLC – Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe, Fort de France, Martinique, Dalila Iamarene-Djerbal, sociologue, Alger, Teresa Joaquim, Université Aberta, Lisbonne, Aïssa Kadri, Institut Maghreb-Europe, Annette Keilhauer, Institut de littérature et langues romanes, Berlin, Amri Laroussi, ISSHT, Tunis, Ilham Marzouki, université de Tunis, Mohamed Mouaqit, Université de Casablanca, Luisa Muraro, Université de

Vérone, Véronique Nahum-Grappe, EHESS, Yannick RIPA, Université Paris 8, Marguerite Rollinde, Institut Maghreb-Europe, Marta Segarra, Université de Barcelone, Renate Siebert, Université de Cosenza, Italie, Marie-Blanche Tahon, Université d'Ottawa, Canada, Christiane Veauvy, CNRS/EHESS. Actes publiés au Éditions Bouchène (Saint-Denis, 2003)

- Cycles de conférences ***L'Europe en débat*** (locaux du Parlement européen à Paris, 7 avril, 16 mai, 23 mai 2003 les vendredi de 9h30 à 13h30), organisé sous la direction de Sami Naïr, professeur à l'IEE et parlementaire européen, avec la participation des parlementaires européens suivants : Philippe Herzog, Chiara Tambourini, chargée du suivi de la Convention auprès du groupe GUE, et Étienne Butzbach.
- Colloque international ***L'Europe en question*** (*quelle identité, quelles frontières, quelles défense et sécurité, quel projet de société pour l'Europe ?*) (24 et 25 avril 2003, Salle des fêtes du 11e arrondissement, Paris), organisé dans le cadre de la célébration des 10 ans de l'IEE, en partenariat avec le Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE) au Parlement européen, sous la direction de Sami Naïr, député européen, professeur à l'IEE et Mireille Azzoug, maître de conférences à l'IEE. Intervenant-e-s : Pierre Béhar, professeur à l'Université de la Sarre et à l'IEE, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, Bernard Cassen, professeur émérite à l'IEE, directeur général du *Monde diplomatique*, Gérard Caudron, député européen, président de «Rassemblement citoyen» et membre de la Commission parlementaire UE-Pologne, Édith Cresson, présidente de l'IEE, Bertrand Fessard de Foucault, diplomate, conférencier à l'IEE, Paul-Marie de La Gorce, directeur de la revue *Espoir*, spécialiste des questions stratégiques, Marc Le Glatin, professeur associé à l'IEE, Guy Legras, directeur général des relations extérieures à la Commission européenne, Jacques Nikonoff, professeur associé à l'IEE, président d'ATTAC, Uluç Özüiker, ambassadeur de Turquie en France, ancien délégué permanent auprès de l'Union européenne et sous-secrétaire général chargé des affaires européennes à Ankara, Jean-Paul Tran Thiet, avocat international (Bureau Francis Lefèbvre), Raymond Weber, professeur au Collège de Bruges, ancien directeur de la culture, de l'éducation et du sport au Conseil de l'Europe, Francis Wurtz, président du Groupe GUE au Parlement européen.
- Colloque international ***Après l'élargissement, l'Europe à la croisée des chemins*** (28 et 19 avril 2004, Académie polonaise des sciences, Paris), sous la direction de Sami Naïr, député européen, professeur à l'IEE et Mireille Azzoug, maître de conférences à l'IEE. Intervenant-e-s : Philippe Herzog, député européen, économiste, professeur à l'Université Paris 9-Dauphine ; Catherine

Samary, économiste, maître de conférences à l'Université Paris 9-Dauphine ; Alain Servantie, conseiller à la Direction de l'élargissement à la Commission européenne ; Édith Cresson, présidente de l'Institut d'études européennes, ancienne premier ministre, ancienne commissaire européenne ; Guy Legras, directeur général des relations extérieures à la Commission européenne ; Gilles Raveaud, enseignant-chercheur à l'Institut d'études européennes, économiste ; Anne-Cécile Robert, PAST à l'IEE, journaliste au *Monde diplomatique* ; Bertrand Fessard de Foucault, diplomate, conférencier à l'Institut d'études européennes

- Table ronde ***La politique d'égalité des chances entre hommes et femmes*** (Antenne parisienne du Parlement européen, juin 2004), organisée par Pierre Cours-Salies dans le cadre du séminaire : «Les politiques sociales en Europe», avec la participation de Selma Bellal, doctorante à l'IEE et au Centre de recherches sociologiques de l'Université libre de Bruxelles, Réjane Sénac (secrétaire de l'Observatoire de la parité).
- Colloque : ***Bush II : Quelles perspectives ? Les implications de l'élection de G. W. Bush pour l'ordre intérieur américain et l'ordre mondial*** (Paris 8, 25 novembre 2004), organisé en collaboration avec le département de sciences politiques de Paris 8. intervenants : Isabelle Richet, MC, américaniste, Université Paris 7, James Cohen, MC, sciences politiques, Université Paris 8, Marianne Debouzy, professeur émérite, histoire, Université Paris 8 ; John Mason, professeur, science politique, William Paterson University, New Jersey, Philip Golub, professeur associé, IEE, Pascal Boniface, MC, IEE, directeur de l'IRIS, Barthélémy Courmont, chercheur, IRIS.
- Colloque international ***Quelle constitution pour l'Europe ?*** (19 janvier 2005, Salle des fêtes du 11e arrondissement, Paris), organisé sous la direction de Sami Nair. Intervenants : Anne-cécile Robert, journaliste au *Monde diplomatique*, professeur associée à l'Institut d'études européennes, université Paris 8 , Philippe Herzog, économiste, professeur à l'université Paris-Dauphine ; Gérard Mairet, professeur au département de science politique, université Paris 8 ; EtienneButzbach, professeur associé à l'Institut d'études européennes, université Paris 8 ; Mireille Azzoug, maître de conférence, Pierre Cours-Salies, professeur à l'Institut d'études européennes, université Paris 8 ; Daniel Bensaid, philosophe ; Edith Cresson, présidente de l'institut d'études européennes, ancienne premier ministre, ancienne commissaire européenne , Susan George, écrivaine, vice-présidente d'ATTAC ; Georges Sarre, maire

du XI^e arrondissement ; Michel Troper, professeur de droit constitutionnel, Paris 10-Nanterre

- Table ronde sur la société américaine *Fractures sociales, fractures sociétales* (24 mai 2005, IEE) : avec la participation de Pascal Boniface, Philip Golub, Barah Mikail (CEME) ; Wartyna Davies et John Mason, politologues, professeurs à l'université William Paterson (New Jersey, États-Unis) .
- Table ronde *La politique étrangère des États-Unis et ses répercussions sur le monde* (IEE, 26 mai 2005) : Pascal Boniface, MC, IEE, directeur de l'IRIS, Philip Golub, professeur associé, IEE, et John Mason et Wartyna Davis, professeurs en science politique, université William Paterson (New Jersey, États-Unis).
- Colloque *Les métiers de la ville en France et en Europe* (5 décembre 2005, à Paris 8, sous la direction d'Alain Bertho, animée par Étienne Butzbach) avec la participation de différents acteurs de la ville, des collectivités territoriales, des services de l'État, d'associations, bureaux d'études...
Thèmes des débats : Les métiers de la politique de la ville et du développement participatif local (Bénédicte Madelin, directrice de Profession Banlieue) ; formation et professionnels dans le secteur de l'habitat et du logement (Chantal Talland, directrice de l'École de la Rénovation Urbaine) ; métiers de la ville et structuration des réseaux urbains en Europe (Jean-Loup Drubigny, directeur du secrétariat du programme européen URBACT)
- Participation au *Forum des autorités locales de périphérie* (Nanterre 2-3-4 mars 2006, Nanterre). Rencontre internationale d'acteurs locaux et de chercheurs sur la question des périphéries, leur relation aux métropoles et leurs spécificités en termes de développement durable, mobilité, services publics, droit au logement, à la santé et à l'éducation, identité, culture, solidarités et démocratie participative. Participation notamment à la table ronde «Démocratie participative, citoyenneté de résidence... renouveler la politique par les marges». Publié in
- Table ronde *Les Etats-Unis et le libéralisme* (IEE, 28 avril 2006) organisée par Mireille Azzoug et Philip Golub, avec la participation

de : Ginevra Conti Odorisio (Roma 3), Mireille Azzoug, Philip Golub (CEME), Christiane Veauvy (EHESS) et Christopher Newfield (université de Santa Barbara)

- Colloque *Réseaux de villes et politiques publiques en Europe* (16 mai 2006), organisé par le groupe «Villes et mondialisation» sous la direction d'Alain Bertho, qui a porté sur un Bilan des coopérations décentralisées au travers du programme européen URBAL.
- Table ronde sur le thème *Culture et hégémonie* (IEE, 17 mai 2006) sous la direction de Philip Golub, avec la participation de Pascal Boniface, Christopher Newfield, professeur à l'Université de Santa Barbara, Philip Golub, et Jim Cohen, maître de conférences en science politique.
- Colloque international organisé en commun avec l'IRIS sur le thème *Le débat français sur le Proche-Orient* (IEE, 13- juin 2006), sous la direction de Pascal Boniface.
- Journée d'étude : *50 ans d'Europe* (IEE-Paris 8, 24 mars 2007) avec la participation de chercheurs du CEME (Mireille Azzoug, Bernard Cassen, Jacques Nikonoff notamment et d'intervenants extérieurs).
- Table ronde : *Quelles perspectives pour les relations euro-atlantiques ?* (IEE, 15 juin 2007) organisée par le groupe RIEPI, avec la participation de John Mason, Philip Golub, Pascal Boniface, Barah Mikail.

COLLOQUES ET TABLES RONDES ORGANISÉS AVEC LA COLLABORATION DES ÉQUIPES DE LA FORMATION DOCTORALE

- Table ronde *Is Globalisation inevitable and desirable ?* (La mondialisation est-elle inévitable et désirable ?) (7 mai 1997, London School of Economics) organisée par le *Financial Times*, *Le Monde diplomatique* et l'*European Institute* de la London School of Economics, avec la participation de Guy de Jonquières, Peter Martin et Martin Wolf (directeurs au *Financial Times*), Bernard Cassen et Serge Halimi, professeurs à l'IEE, et Riccardo Petrella, professeur à l'Université catholique de Louvain.
- Participation à l'organisation de deux débats organisés par l'Association des historiens :
 - *Les femmes dans les sociétés européennes aujourd'hui. La modernité propose-t-elle aux femmes une libération ou un nouveau type d'aliénation ?* (2 juin 1999, La Sorbonne), organisé par l'Association des historiens (président : Emmanuel Le Roy Ladurie, membre de l'Institut), sous la direction de Jeanine Mossuz-Lavau (directrice de recherche au CEVIPOF), avec la participation de Marie-Claire Hook-Demarle (germaniste, professeur à Paris 7), Monica Charlot (angliciste, professeur à Paris 3), Danièle Bussy Genevois (hispaniste, professeur à Paris 8), Christiane Veauvy (chercheur au CNRS), Régis Boyer (professeur à Paris 4, études scandinaves), François de Singly (sociologue à Paris 5).
 - *L'Allemagne, sa place, son avenir en Europe et dans le monde* (Sénat, 24 janvier 2000). Intervenants : Pierre Béhar, professeur à l'Université de la Sarre, Jacques-Pierre Gougeon, professeur à l'Université de Franche-Comté, et Henri Ménudier, professeur à Paris 3, tous trois germanistes et directeurs de recherches dans la formation doctorale de l'IEE, Anne-Marie Le Gloanec, Institut Marc-Bloch à Berlin, Alfred Grosser, professeur émérite à l'IEP, Edouard Husson, chercheur à l'Institut d'histoire contemporaine, Joachim Umlauf, directeur du Goethe Institute, Catherine de Poplavsky, secrétaire général de l'Association des historiens.
 - *Les fondements d'une identité européenne existent-ils aujourd'hui ?* (Sénat, 11 mars 2003). Participant-e-s : Élisabeth Réau, professeure d'histoire contemporaine, chaire Jean-Monnet, Paris 3, Violette Rey, directrice du Centre géophile de l'ENS-Lyon, Robert Frank, professeur d'histoire des relations internationales de Paris I, Jacques Levy, professeur à l'IEP de Paris

et à l'Université de Reims, Raymond Weber, professeur au Collège de Bruges, ancien directeur de la culture, de l'éducation et du sport au Conseil de l'Europe, Sénateur Haenel, délégué à la Convention sur l'avenir de l'Europe, Robert Picht, recteur du Collège de Bruges, ancien directeur de l'Institut franco-allemand, Alain Lamassoure, ancien ministre, député européen, délégué à la Convention sur l'avenir de l'Europe, Catherine de Poplawski, secrétaire générale de l'Association des historiens.

- Collaboration au colloque organisé par le département de science politique de l'Université Paris 8 : ***La réduction du temps de travail, enjeu de l'émancipation sociale*** (jeudi 16 et vendredi 17 décembre 1999 à Paris 8), en collaboration également avec le GEDISST-IRESO, CNRS, et l'Association internationale des sociologues de langue française : participants : Pierre Cours-Salies (sociologue, professeur à l'Université d'Evry), Stephen Bouquin (sociologue, département de sciences politiques, Paris 8, chercheur à l'IISA-Belgique), Bernard Maris (économiste, professeur à l'IEE, Paris 8), Yves Cochet (député Verts à l'Assemblée nationale), Annick Coupé (syndicaliste, SUD-PTT), Thomas Couterot, Christophe Dejours, (psychodynamicien du travail, CNAM), Richard Dethyre, animateur de l'APEIS, Alfonso Gianni (ex-CGIL, secrétaire national du PRC Italie), Michel Husson (économiste, IRES), René Mouriaux (politologue, CEVIPOF), Danièle Meulders (économiste, professeur à l'Université libre de Bruxelles, Belgique), Alexander Neumann (chercheur au centre P. Naville, chargé de cours à l'Université d'Evry), Chantal Rogerat, chercheur, MAGE-IRESO), Renaud Sainsaulieu (sociologue, IEP), Jan Spurk (sociologue, maître de conférences à l'Université d'Evry), Hans-Jürgen. Urban (secrétaire national IG Metall), Claire Villiers (syndicaliste, CFDT-ANPE, AC !), Jean-Marie Vincent (sociologue, professeur et directeur du Département de science politique, Paris 8).
- Participation de groupe VINEGE/VIMAPU au ***Forum des autorités locales de périphérie*** (Nanterre 2-3-4 mars 2006, Nanterre). Rencontre internationale d'acteurs locaux et de chercheurs sur la question des périphéries, leur relation aux métropoles et leurs spécificités en termes de développement durable, mobilité, services publics, droits au logement, à la santé et à l'éducation, identité, culture, solidarités et démocratie participative. Notamment participation d'Alain Bertho à la table ronde «Démocratie participative, citoyenneté de résidence... renouveler la politique par les marges»

QUATRIÈME PARTIE

**CONSEILS POUR
LA RÉDACTION
DES MÉMOIRES
DE DOCTORAT**

LA THÈSE DE DOCTORAT

La thèse a pour objet de mener à bien une recherche, qui se situe, en principe, dans le prolongement du travail de réflexion entrepris au cours du DEA ou du master.

Partant d'une hypothèse que le DEA, le master, ou toute autre forme de recherche personnelle préalable, aura permis d'esquisser, après un état des lieux exhaustif, le chercheur doit parvenir à formuler une thèse, c'est-à-dire à apporter, sur le thème ou la problématique traités, une contribution originale, que ce soit en fournissant des éléments de connaissance et d'appréciation neufs ou en jetant une lumière novatrice.

La thèse est la relation d'un parcours. Elle expose le cheminement qui conduit le chercheur de l'hypothèse formulée – à partir des éléments d'information et de réflexion accumulés et passés au crible de l'analyse critique, selon une méthode et des outils théoriques et analytiques (ceux de la discipline choisie) eux-mêmes explicités – à la thèse, c'est-à-dire à un ensemble de propositions, conclusions et convictions, qui seront présentées à la fois avec leurs apports positifs mais aussi avec leurs limites, leurs lacunes et les interrogations qui subsistent.

Le mémoire

Le mémoire correspond, en général, à un document de 350 à 500 pages, le travail de recherche à proprement parler représentant de 250 à 400 pages, et le reste étant consacré aux autres éléments : annexes, bibliographie, index...

Le travail peut se présenter sous la forme d'un ou plusieurs (deux, voire trois) tomes, selon le volume de pages – les annexes et appareils bibliographiques et critiques étant, en général, rassemblés dans un tome séparé, pour la commodité de la lecture et de la consultation.

Le mémoire se compose des éléments suivants :

- le **corps de la thèse** lui-même (une introduction, un corps de travail, une conclusion) ;
- la **page de présentation** (voir «Conseils pour la rédaction du mémoire», p. 86) ;
- la **table des matières**, qui peut-être placée en début de mémoire, sous forme de sommaire – tradition anglaise –, ou à la fin – tradition française. La première solution a l'avantage de permettre au lecteur de prendre d'emblée connaissance du contenu des pages qui suivent ;

- les **notes**, présentées de préférence en bas de page ou rassemblées à la fin du travail. Éviter les notes groupées à la fin de chaque chapitre ou partie, qui sont d'une consultation malaisée. Pour leur présentation, se référer aux «Conseils pour la rédaction du mémoire» (p. 86).

Rappel : Les emprunts d'éléments d'information ou de réflexion doivent être dûment signalés. S'il s'agit de la reprise d'éléments à l'identique, ils seront présentés entre guillemets ou en italiques, et la source fera l'objet d'une référence bibliographique précise. S'il s'agit d'éléments résumés ou intégrés dans une rédaction personnelle, il faudra que soit précisée la part personnelle et la part empruntée. S'il s'agit de citations de «seconde main» (qui n'ont pas été tirées directement de l'ouvrage original), on signalera la source dont elles proviennent : X cité par Y dans l'ouvrage Z.

Tout travail de recherche universitaire doit faire preuve de probité intellectuelle et, selon la formule consacrée, «rendre à César ce qui est à César», le chercheur devant faire montre non seulement de sa capacité à innover mais aussi à intégrer les apports des autres dans sa réflexion.

- la **bibliographie**, qui recense les ouvrages, imprimés et documents divers utilisés au cours du travail, peut recourir à différentes formes de classement : chronologique, alphabétique, thématique. Elle peut aussi présenter séparément les ouvrages sur lesquels se fonde la recherche, et ceux qui n'apportent qu'une information complémentaire ou annexe. Elle peut éventuellement distinguer les ouvrages compulsés et les sources de première main de celles de seconde main ou des travaux pertinents dans le domaine étudié mais que le chercheur n'a pas souhaité exploiter ;

Il faut éviter la bibliographie fourre-tout, intégrant la référence trop large à des sources qui n'ont qu'un rapport indirect ou lointain avec le sujet, ou qui n'ont pas été réellement utilisées pour le travail.

La bibliographie doit, en outre, respecter très scrupuleusement les normes de présentation en vigueur, qui sont rappelées dans les «Conseils pour la rédaction du mémoire» (p. 86). Une bibliographie dont les références sont inexactes, incomplètes ou mal présentées suscitera souvent de vives critiques de la part du jury, et fera douter de la consultation réelle des sources invoquées.

- un **index**, à organiser en fonction du sujet. Il peut prendre la forme d'un répertoire de noms propres, avec renvoi au numéro des pages où ceux-ci apparaissent. Il peut également être thématique. Certaines

thèses comporteront ainsi deux index. Prendre garde aux corrections de dernière minute qui risquent de provoquer un décalage dans les renvois et rendre l'index inutilisable. À vérifier en tout dernier lieu.

- un **glossaire** si nécessaire, notamment en cas d'utilisation fréquente de termes étrangers, ou d'un vocabulaire spécifique ou spécialisé.
- des **annexes**, regroupant des documents susceptibles d'illustrer le contenu de la thèse (extraits d'ouvrages, d'articles de presse, de textes de lois ; tableaux statistiques, éléments iconographiques, cartes géographiques (trop souvent absentes), et dont la source doit être précisée de façon complète. Éviter les annexes gratuites, sans intérêt réel, qui en rendent la consultation fastidieuse.

Les annexes doivent être paginées et répertoriées dans la table des matières. Les renvois à celles-ci, dans le corps du texte, doivent être complets et préciser la page.

La qualité de la présentation et de la rédaction (correction syntaxique et orthographique, capacité à exprimer ses idées avec clarté, précision, simplicité et élégance, en évitant les formulations prétentieuses, les jargons inutiles, etc.) est largement prise en compte dans l'évaluation du travail par le jury.

On consultera utilement : Michel BEAUD, *l'Art de la thèse*, La Découverte, Paris, 1985.

Le calendrier

La préparation d'une thèse s'effectue normalement en trois ans.

Chacun travaille selon un calendrier et un rythme qui lui sont propres. Il n'est, toutefois, pas inutile de donner, à titre indicatif, une sorte de «compte à rebours» que le candidat à la soutenance ne doit pas perdre de vue :

Il convient de prévoir :

- 10 semaines pour effectuer les démarches nécessaires à la soutenance, la date en étant fixée au minimum 5 semaines après le dépôt auprès du service des thèses de l'ensemble des éléments requis, c'est-à-dire : trois exemplaires définitifs du mémoire, le résumé du candidat, les rapports des deux rapporteurs, et la composition du jury (ne pas oublier que les membres sollicités désirent souvent consulter la thèse avant d'accepter de faire partie du jury, ce qui allonge les délais).
- 5 à 6 semaines pour la frappe définitive, la relecture attentive et le tirage du mémoire.

- 4 à 6 semaines pour les corrections et la réécriture de la version finale.
- 20 à 30 semaines pour la rédaction du mémoire. Il est très important, durant cette période, de soumettre à son/sa directeur-trice de recherche les différentes parties du travail au fur et à mesure de leur rédaction.

La soutenance

Une fois la date de soutenance fixée, il reste donc au/à la candidat-e au moins 5 semaines pour préparer la soutenance.

Celle-ci dure, en moyenne, trois à quatre heures :

- une demi-heure environ est consacrée à l'exposé du/de la candidat-e, qui présente les résultats de son travail. Il lui appartiendra de préciser le point de départ, d'explicitier la démarche et la méthode suivies, de commenter les sources compulsées, de situer son travail par rapport aux autres réflexions menées dans le domaine et de défendre les résultats – la thèse – auxquels il/elle est parvenu, en indiquant les hésitations, les incertitudes et les lacunes qui subsistent.
- une demi-heure pour chacun des membres du jury et la réponse du/de la candidat-e.

Un rapport de thèse, rédigé par le/la président-e du jury et le/la rapporteur-trice, et consignait la teneur des interventions des membres du jury, sera, dans un second temps, remis avec le diplôme, au/à la titulaire du doctorat.

III - CONSEILS POUR LA RÉDACTION DU MÉMOIRE

Élaboration

Deux phases séparées :

- la recherche de la documentation ;
- l'effort d'organisation et de la rédaction.

Dans la recherche de matériaux, le/la directeur-trice de thèse pourra être un-e conseiller-e très utile. Il est souhaitable que le/la chercheur-euse amasse une documentation complète avant de tracer son plan et, à plus forte raison, de commencer sa rédaction. En effet, il peut arriver qu'il/elle se trouve brusquement devant une lacune grave d'information concernant un projet primitivement considéré ; il/elle devra alors infléchir son sujet en fonction des matériaux disponibles.

Conseil : ne pas oublier de répertorier l'origine précise de l'information recueillie, de transcrire les citations avec la plus grande exactitude

ainsi que la référence complète du document ou de la source dont elles proviennent.

Présentation

En rédigeant son mémoire, l'étudiant aura constamment à l'esprit l'idée que son travail est destiné non seulement à être lu par un jury, mais encore à être éventuellement utilisé comme instrument de travail par d'autres étudiant-e-s ou chercheur-euse-s.

Les normes et usages exposés ci-dessous, en vigueur pour tout travail universitaire, devront être scrupuleusement respectés.

La plus grande attention sera apportée à la correction orthographique, à l'utilisation conforme des majuscules (*cf p. 89*) et des signes de ponctuation, et au respect des normes bibliographiques (*cf p. 90*) :

En cas d'hésitation, il existe des guides auxquels on peut se référer (Michel VOIROL, *Guide de la rédaction*, CFPJ, Paris, 1988. Paul GREVISSE, *Le Bon Usage*, Duculot, Paris, dernière édition. Voir également Mireille Azzoug, «Écrire, rédiger en français», *le Fil d'Ariane*, disponible au secrétariat de l'IEE (30 F).

- La langue utilisée pour le mémoire est le français.
- Le mémoire, dactylographié, devra être reproduit en 3 exemplaires pour le DEA et en 8 exemplaires, outre l'exemplaire de l'auteur-e (un pour chacun-e des membres du jury, plus trois pour le service des thèses) pour le doctorat.
- Chaque exemplaire sera complet ; les feuillets, protégés par une couverture, seront reliés par un système de brochage.
- Le format est celui du papier ordinaire, normalisé à 21 x 29,7 ; le recto seul sera utilisé. Ne pas oublier de numérotter les pages, en veillant à bien maîtriser le foliotage en cas d'utilisation du traitement de texte.
- La page de couverture (de chacun des tomes) portera les mentions :
(en haut) :

UNIVERSITÉ PARIS 8
Institut d'études européennes

Formation doctorale

Sciences sociales : études européennes

(préciser la discipline dans laquelle est délivré le doctorat : droit, sociologie, science politique...)

DOCTORAT DE

Puis au milieu de la page :

Le titre du mémoire ou de la thèse

soutenu par ..

sous la direction de M. le professeur/Mme la professeure :

Puis, en bas, l'année : 200..-200..

- La première page intérieure portera les mêmes mentions.
- Chaque division importante du manuscrit (parties, chapitres) devra commencer un nouveau feuillet.
- La mise en page, pour être attrayante, sera uniforme, claire et simple. Deux défauts opposés seront à éviter : l'extrême émiettement de paragraphes trop courts et la lourde massivité d'un bloc sans alinéas. Le texte sera dactylographié en double interligne (25 lignes de 60 signes chacune par page pleine) ; des marges constantes seront aménagées (45 mm à gauche, 20 mm à droite).
- La table des matières, les chapitres, les titres, les paragraphes, etc. doivent être homogènes d'un bout à l'autre de l'ouvrage. Tel type de caractère pour tel type de paragraphe, de manière parfaitement constante, qu'il s'agisse du soulignement, de la typographie, ou de la numérotation.
- Dans le corps du texte, sont à souligner (ou à mettre en italiques) les termes d'une langue étrangère, les titres des ouvrages et périodiques cités (normes de présentation des bibliographies : *cf* p. 90)
- Pour les citations, deux cas se présentent : si elles ont moins de deux lignes, elles seront incluses dans le texte, mises entre guillemets ; si elles sont longues, elles seront séparées du texte par un triple interligne et présentées en simple interligne avec une indentation en retrait de quelques espaces par rapport au texte. Toute citation devra être accompagnée de la référence exacte (nom de l'auteur, titre de l'oeuvre ou de l'article, nom de l'éditeur, lieu d'édition, date d'édition et page, *cf* p. 90).
- Les annexes de toute nature seront réduites au strict minimum nécessaire à illustrer les éléments du mémoire. Leur foliotage sera homogène avec celui du reste du mémoire. Les appels et les renvois aux annexes devront être explicites. Toute annexe qui n'aurait pas fait l'objet d'un appel, ou qui n'aurait pas été évoquée ou exploitée dans le cours du texte, n'a pas sa place dans le mémoire.

- La bibliographie peut se présenter sous des formes variées : analytique ou globale.

Pour ce qui est de la présentation des références, il n'y a pas de convention unique, et différentes «chartes» graphiques sont possibles, à condition de les appliquer de façon homogène et systématique dans un même travail. Cependant, elles respectent presque toutes les grandes règles suivantes :

- titre de l'ouvrage, du recueil, du journal, de la revue... : en caractères italiques, ou en caractères droits soulignés si on ne dispose pas d'italiques ;
- titre d'un article, d'un chapitre... : en caractères droits et entre guillemets ;
- nom de l'auteur-e : souvent en lettres capitales ;
- prénom complet de l'auteur-e : en lettres minuscules.

Si la même œuvre est citée plusieurs fois, on pourra se contenter de mentionner le nom de l'auteur-e, suivi de *op. cit.* (*opere citato*, c'est-à-dire : «tiré de l'œuvre citée») et de la référence de la page. Si deux références de sources identiques se suivent, on peut aussi utiliser la formule latine *ibidem* (en abrégé : *ibid.*, c'est-à-dire : «tiré de la même source»).

Dactylographie

L'IEE dispose d'une salle équipée d'ordinateurs Macintosh et PC (logiciels Word, Excel...) connectés au réseau Internet et de deux imprimantes laser. La salle fonctionne en libre service et est accessible aux étudiant-e-s, moyennant l'acquiescement d'un droit d'utilisation. Les doctorant-e-s peuvent y dactylographier leur mémoire. Des ordinateurs connectés à Internet sont également disponibles à la bibliothèque de l'Université et au service de la recherche.

L'utilisation de la majuscule en français : rappel

Le français ne recourt que rarement à la majuscule. Dans les conseils qui suivent, nous avons repris les conventions les plus couramment appliquées, notamment par les correcteurs de presse.

Ainsi, on écrit :

- lundi, mardi... ; mars, avril... ;
- les présidents des universités (fonction), M. le Président (titre - notez l'abréviation de Monsieur : M. et non Mr) ;
- l'Amérique latine (mais : les îles Britanniques, l'océan Indien), les pays européens, les autorités allemandes (mais les Européens, les

Allemands... : le substantif prend une majuscule), l'Union européenne (mais en anglais : The European Union, Latin America) ;

- la Commission des Communautés européennes, *le Monde diplomatique*, l'Institut de recherches économiques et sociales, la Fondation européenne de la science (en anglais : The European Science Foundation), le ministère de l'éducation nationale.

Attention :

- l'État français, les États européens, la Révolution française, le Romantisme, la philosophie des Lumières, la statue de la Liberté.

- Sigles : l'UNESCO, la SNCF (et non plus : la S. N. C. F.).

Pour ce qui est des normes de présentation bibliographiques, se reporter aux conseils qui suivent.

IV - LES NORMES DE PRÉSENTATION DES BIBLIOGRAPHIES

Rappel des définitions

auteur-e : personne ou collectivité responsable du contenu intellectuel ou artistique d'un document.

éditeur : personne ou collectivité responsable de la production et de la diffusion d'un document.

La présentation française courante

ouvrages :

Jean FAVIER, *Les grandes découvertes*, Fayard, Paris, 1991 (majuscule uniquement à la première lettre du titre, et aux noms propres ou aux mots normalement orthographiés avec une majuscule initiale).

articles :

Christian de BRIE, «La politique fiscale en Europe», *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

Attention : en anglais, tous les mots lexicaux des titres d'ouvrages ou de périodiques prennent des majuscules :

Randolph QUIRK, *A University Grammar of English*, Longman, Londres, 1974.

Paul GILLMAN, «I blame England», *Sunday Times Magazine*, Londres, 30 septembre 1973.

La charte graphique des éditeurs

Elle est assez largement utilisée par la presse et les éditeurs classiques. C'est celle utilisée dans la rédaction de cette brochure.

Le nom de l'auteur-e est en lettres minuscules. Les majuscules sont utilisées dans le titre de l'ouvrage : à la première lettre du titre et du premier substantif ainsi que du/des adjectif(s) et/ou du/des item(s) grammaticaux porteurs de sens qui précèdent ce premier substantif. Cette même règle s'applique aussi aux sous-titres venant après un point et à la référence de la collection.

ouvrages :

Thomas More, *L'Utopie*, Flammarion, Paris, 1987.

Jean Favier, *Les Grandes Découvertes*, Fayard, Paris, 1991.

Bernard Cassen et Philippe de la Saussay (sous la direction de), *Euro-prospective - Le Monde vu d'Europe*, Economica, Paris, 1989.

Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, Garnier-Flammarion, Paris, 1985.

Charles Fourier, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, Flammarion, «coll. Nouvelle Bibliothèque romantique», Paris, 1973.

La charte de l'AFNOR

Elle reprend les normes internationales. Elle est utilisée par les documentalistes et bibliothécaires.

Les éléments de la référence bibliographique sont présentés comme suit :

- nom de l'auteur-e en capitales/des auteurs (jusqu'à trois noms. S'il y a plus de trois auteur-e-s, on indique seulement le nom du premier auteur-e, suivi de la locution latine *et al.*, abréviation de *et alii*, signifiant «et autres»), suivi de {,}
- prénom(s) de l'auteur-e, sous forme d'initiales ou en entier (il est recommandé de respecter la présentation figurant sur l'ouvrage lui-même), suivi(s) de {.}
- titre de l'ouvrage en italiques, en respectant l'usage des majuscules de la langue concernée, suivi de {.}
- ou titre de l'article (*Le Tapuscrit* le met entre guillemets) suivi de {.} puis *in* + nom + prénom de l'auteur-e et titre de l'ouvrage (selon les consignes ci-dessus)
- auteur-e secondaire (traduit par, révisé par, préface de...) : prénom et nom en minuscules, suivi de {.}
- édition, s'il y a lieu : 1ère, 2e édition..., suivie de {.}
- publication : lieu, suivi de { : } et éditeur, suivi de {,}

- année , suivie de {.}
- nombre de pages, ou, pour un article, références des pages correspondant à l'article, suivi de {.}
- collection (pour les collections d'ouvrages) suivie de {.}
- notes éventuelles (précisant, par exemple, le titre en langue étrangère).

Les éventuels éléments d'information (comme la traduction d'un titre en langue étrangère, la déclinaison d'un sigle, ou la précision du pays ou de l'État dans lequel se situe la ville d'édition) ajoutés par l'auteur-e de la bibliographie pour lever les ambiguïtés et ne figurant pas sur le document source doivent être fournis entre parenthèses.

ouvrages :

- LOMINADZE, DG. *Cyclotron waves in plasma*. Translated by AN. Dellis ; edited by SM. Hamberger. 1st edition. Oxford : Pergamon Press, 1981. 206 p. International series in natural philosophy. Traduction de : *Ciklotronnye volny v plazme*.
- BOURDIEU, P., DARBEL, A. *L'amour de l'art : les musées et leur public*. Paris : Éditions de Minuit, 1966. 217 p.
- KOLAKOWSKI, L. *Chrétiens sans Église : la conscience religieuse et le lien confessionnel au XVIIe siècle*. Trad. du polonais (*Swiadomosc religijna i wiez koscielna*) par A. Posner. Paris : Gallimard, 1969. 824 p.

articles :

dans un ouvrage :

- WRIGLEY, E(arl) A(ntonny). *Parish registers and the historian*. In STEEL, DJ., *National Index of Parish Registers*. London : Society of Genealogists, 1968. vol. 1, p. 155-167

dans une publication en série (revue, journal) :

- WEAVER, William. *The collectors : command performances*. *Architectural Digest*, December 1985, vol. 42, n° 12, p. 126-133.
- SAUSSURE, F. de. *Cours de linguistique générale*. Publ. par C. Bally et A. Sechehaye, avec la collab. d'A. Riedlinger. Paris : Payot (coll. «Bibliothèque scientifique»), 1965. 331 p. (exemple tiré du *Tapuscrit*).

Il n'est pas inutile de préciser, par une note, le type de convention utilisée dans la bibliographie (par exemple : «Les normes typographiques adoptées sont celles prescrites par le *Tapuscrit*).

CINQUIÈME PARTIE

**BOURSES ET
ALLOCATIONS
DOCTORALES
ET POST- DOCTORALES
SÉLECTION SUCCINCTE**

Pour l'aider à financer ses études, le/la doctorant-e peut solliciter l'attribution d'une aide : bourse ou allocation.

Les bourses énumérées ci-dessous sont les plus courantes. Il convient de vérifier les conditions rappelées ci-dessous auprès des organismes concernés

• **Allocation de recherche**

Contrat à durée déterminée, de deux ans, reconductible pour une année supplémentaire, d'un montant brut mensuel d'environ 1250 euros par mois (imposable). Conditions : être âgé de moins de 25 ans (être libéré des obligations militaires), titulaire ou dispensé du DEA, et ne pas avoir commencé sa thèse. Les allocataires peuvent mener leur recherche soit dans des organismes publics de recherche (en général le CNRS ou l'enseignement supérieur), soit dans le secteur privé.

Informations et candidatures : s'adresser aux universités.

• **Conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE)**

Une convention CIFRE permet à une entreprise d'embaucher un jeune diplômé (bac +5) sur un contrat à durée indéterminée ou déterminée de 3 ans. L'entreprise lui confiera un travail de recherche, de développement en liaison directe avec un laboratoire de recherche (dans le cadre de la formation doctorale). C'est dire que le thème de la recherche doit convenir à la fois à l'entreprise, à la formation doctorale et au candidat.

L'entreprise reçoit une subvention annuelle d'environ 15 000 euros, versée par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), agissant au nom du ministre chargé de l'enseignement supérieur, et l'étudiant reçoit un salaire annuel brut d'environ 20 000 euros.

Conditions : être de nationalité française, avoir moins de 26 ans, être titulaire du DEA ou d'un diplôme équivalent.

Informations et candidatures : Association nationale de la recherche technique (ANRT), service CIFRE : 101, ave Raymond Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 01 45 01 72 27.

• **Bourses de postformation et de recherche à l'étranger : programme «Lavoisier»**

Une bourse «Lavoisier» est une allocation non imposable - de 1000 à 1500 euros par mois, pour une durée de 6 à 12 mois, non renouvelable - versée à l'étranger (pays d'accueil : Etats-Unis, Japon, certains pays en

cours d'industrialisation) à un jeune chercheur français pour lui permettre de mener à bien un programme de recherche dans les domaines des sciences fondamentales et appliquées, sciences humaines et sociales. 600 bourses attribuées par an.

Conditions : avoir moins de 35 ans, être libéré des obligations militaires.

Informations et candidatures : Ministère des affaires étrangères, division de la formation des Français à l'étranger : 6, rue de Marignan, 75008 Paris. Tél. : 01 40 66 72 22 (retrait des dossiers : avant le 1er mars, examen des candidatures entre le 1er mai et le 30 juin).

• **Bourses des organismes culturels étrangers pour divers projets d'étude et de recherche**

– **DAAD** : Office allemand d'échanges universitaires

Candidats de nationalité française. Connaissance de l'allemand indispensable.

Informations et candidatures : 1 et 20, rue de Verneuil, 75007 Paris. Tél. : 01 42 61 58 57

– **British Council**

Bourses de 6 mois maximum, dans tous les domaines d'études sauf les arts. Très bonne connaissance de l'anglais exigée. Inscriptions avant le 30 novembre.

Programme franco-britannique ALLIANCE :

Informations et candidatures : APAPE : 42, avenue Raymond Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 01 40 66 72 20

– **Commission franco-américaine d'échanges universitaires et culturels**

Bourses de recherche, d'études et bourses privées offertes par les fondations américaines ou dans le cadre des programmes «Fulbright», «Cha-teaubriand», «Tocqueville».

Informations et candidatures : Service des boursiers français : 9, rue Chardin, 75016 Paris. Tél. : 01 45 20 46 54

– **Service culturel de l'ambassade du Canada**

Dossiers à retirer à partir de septembre et à déposer en décembre. Contact par courrier.

Informations et candidatures : Service culturel de l'ambassade du Canada : 5, rue Constantine, 75007 Paris. Tél. : 01 45 51 35 73

• Bourses Eiffel

Les bourses Eiffel sont des bourses d'excellence hautement sélectives attribuées par le gouvernement français à des étudiant-e-s étrangers (les candidatures issues de pays émergents sont favorisées) âgés de moins de 30 ans, que les établissements s'engagent à inscrire dans une formation diplômante de 2e ou 3e cycle. Les domaines d'études sont les suivants : sciences de l'ingénieur, économie, gestion, droit, science politique.

Les bourses couvrent la durée des études (montant : un peu de plus de 1000 euros par mois + prise en charge de certaines prestations : voyage, assurance...à l'exception des frais de scolarité).

Elles ne concernent pas les étudiant-e-s se destinant aux carrières de l'enseignement et de la recherche, mais les DEA et doctorats sont éligibles s'ils s'inscrivent dans un projet professionnel autre.

Les candidatures sont sélectionnées et transmises par l'Université sous couvert du Président. La sélection est opérée par une commission nationale selon 3 critères : l'excellence du/de la candidat-e, la politique internationale de l'Université et la politique de coopération du ministère des affaires étrangères.

Dépôt des dossiers : fin janvier/ mi-février

Information et dossier téléchargeables : www.egide.asso.fr/eiffel

• Bourses des fondations

Plusieurs fondations attribuent des bourses d'études et de recherche, avec différents objectifs.

N-B : Les informations ci-dessus (rédigées à partir de différents documents, notamment de la fiche du CIDJ n° 1.612, avril 2000 : «Bourses et allocations d'enseignement supérieur») étant nécessairement incomplètes, il est indispensable de s'informer plus précisément auprès :

– du **service de la recherche de l'Université Paris 8**, qui détient une information constamment actualisée sur les bourses (et édite un bulletin *Recherche Info*) ;

– du Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) : 101, quai Branly 75740 Paris cedex 15. (36 15 CIDJ) Tél. : 01 44 49 12 00 ;

– des rectorats.

Consulter également : *Guide des aides aux formations doctorales ou post doctorales*, publié par l'Association nationale des docteur ès-sciences : 16, rue Claude Bernard, 75231 Paris cedex 05.

SIXIÈME PARTIE

**SOURCES DOCUMENTAIRES
ET PUBLICATIONS**

LES BIBLIOTHÈQUES

La **bibliothèque de l'Université Paris 8**, ouverte tous les jours, (sauf le dimanche) consent un prêt aux étudiants. Elle possède 150 000 ouvrages et 1000 titres de périodiques. Elle comprend également un espace audiovisuel, une salle des périodiques, un catalogue informatisé, des cédéroms et un accès Internet en libre service.

Téléphone : 01 49 40 69 69. Mél : bu@univ-paris8.fr

Horaires d'ouverture :

- lundi : 13 h - 20 h
- mardi, mercredi, jeudi : 10 h - 20 h
- vendredi : 10 h - 19 h
- samedi : 10 h - 16 h

Site web : <http://www-bu.univ-paris8.fr>

Principales bibliothèques de Paris

- La Bibliothèque nationale de France - site François-Mitterrand - Quai François-Mauriac, 75013 Paris. Métro : lignes 6 et Météor Accès aux lecteurs/chercheurs : après entretien au service d'orientation ; ouverture tous les jours, sauf le lundi, de 9h à 20h. Tél: 01 53 79 59 59. Site web: www.bnf.fr.
- La Bibliothèque nationale de France - site Richelieu-Louvois - 58, rue de Richelieu, 75002 Paris. Métro : Palais Royal. Se munir d'une attestation du directeur de recherche mentionnant l'intitulé du mémoire. Inscriptions : de 9h à 16h (tous les jours sauf dimanche). Consultation jusqu'à 20 h. Tél : 01 47 03 81 26 (standard) ; 01 47 03 81 02 (direct). Fax : 01 42 03 76 02.
- La Documentation française - 29/31, quai Voltaire, 75007 Paris. Du lundi au vendredi, de 10 h à 18 h, sauf le jeudi, de 10 h à 13 h. Tél : 01 40 15 70 00.
- Centre d'études des Communautés européennes, Université Paris 1 - 12, place du Panthéon, 75005 Paris. Du lundi au vendredi, de 10 h à 17 h, sauf le mercredi, de 13 à 17 h. Tél : 01 46 34 97 52.
- L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) - Immeuble Maille/Nord, 4, 16 boulevard du Mont d'Est, 93160 Noisy-le-Grand. Du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h. Rendez-vous préalable avec le directeur de l'IRES. Tél : 01 48 15 19 03. Fax : 01 48 15 19 18.
- La bibliothèque de documentation contemporaine, sur le campus de l'Université de Paris 10 - Nanterre - 6, allée de l'Université 92000 Nanterre. Le lundi, de 12h30 à 18h. Du mardi au vendredi, de 10h à 18h. Le samedi, de 9h à 18h. Tél : 01 40 97 72 01 (standard) ; 01 40 97 79 00 / 01 (direct).
- La bibliothèque de documentation contemporaine, sur le campus de l'Université Paris 10-Nanterre - 200, avenue de la République, 92000 Nanterre. Le

lundi, de 12 h 30 à 18 h. Du mardi au vendredi, de 10 h à 18 h. Le samedi, de 9 h à 18 h. Tél : 01 40 97 72 01 (standard) ; 01 40 97 79 01 (direct).

- La bibliothèque Mazarine à l'Institut - 23, Quai Conti - 75006 Paris. Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h. Deux jours : gratuit. Dix jours par an : 50 F. Un mois par an : 100 F (se munir de deux photos). Tél : 01 44 41 44 06.
- La bibliothèque américaine - 10, rue du Général Camou, 75007 Paris. Métro : Alma-Marceau. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h. Tél : 01 53 59 12 60 / 61. Fax : 01 45 50 25 83.
- La bibliothèque Benjamin Franklin, consulat des États-Unis - 2, rue Saint-Florentin, 75001 Paris. Tél : 01 42 96 33 10.
- La bibliothèque de l'Institut d'études politiques - 5, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Frais d'inscription. Tél : 01 45 49 51 60 (répondeur) ; 01 45 49 50 96 (direct). Fax : 01 44 92 99 80.
- La bibliothèque du British Council - 9-11, rue de Constantine, 75007 Paris. 40 F par jour. Possibilité d'abonnement à l'année. Tél : 01 49 55 73 23. Fax : 01 47 05 77 02.
- Le Centre Wallonie-Bruxelles - 7, rue de Venise, 75004 Paris. Tél : 01 53 01 96 96. Fax : 01 48 04 90 85.
- L'Institut autrichien - 30, boulevard des Invalides, 75007 Paris. Du mercredi au vendredi, de 10 h à 12 h. Tél : 01 47 05 27 10. Fax : 01 47 05 26 42.
- La Fondation Gulbenkian - 51, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Métro : Kléber. Du mercredi au vendredi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Tél : 01 53 23 93 93 (standard) ; 01 53 23 93 90 (direct). Fax : 01 53 23 93 99.
- L'Institut Cervantes (bibliothèque) - 11, avenue Marceau 75016 Paris. Du lundi au vendredi, de 10 h à 18 h. Tél : 01 40 70 92 92 (standard) ; 01 47 20 70 79 (direct). Fax : 01 47 20 58 38.
- L'Institut culturel italien - 50, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél : 01 44 39 49 39. Fax : 01 42 22 37 88.
- L'Institut Goethe - 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Du lundi au vendredi, de 14 h à 20 h. Tél : 01 44 43 92 60. Fax : 01 44 43 92 69.
- L'Institut hongrois - 92, rue Bonaparte, 75006 Paris. Les mardi et mercredi, de 15 h à 20 h ; les jeudi et vendredi de 15 h à 18 h. Tél : 01 43 26 06 44. Fax : 01 43 26 89 92.
- Le Centre culturel irlandais - 5, rue des Irlandais, 75005 Paris. Du lundi au vendredi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h (17 h le vendredi). Appeler à l'avance (stock restreint). Tél : 01 45 35 32 07. Fax : 01 43 26 89 92.
- Le Centre culturel suédois - 11, rue Payenne, 75003 Paris. Le mardi, de 14 h à 17 h ; le jeudi de 10 h à 13 h et sur rendez-vous. Art et culture exclusivement (pour les autres domaines, voir Bibliothèque nordique). Tél : 01 44 78 80 20. Fax : 01 44 78 80 27.

- Centre d'études sur l'URSS, l'Europe orientale et le domaine turc : École des hautes études en sciences sociales - 54, boulevard Raspail, 75006 Paris. Du mardi au vendredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Tél : 01 49 54 23 89.
- Bibliothèque nordique - 6, rue Valette 75005 Paris. Du lundi au samedi, de 14 h à 18 h, sauf le mercredi (jusqu' à 19 h 30) et le vendredi, de 10 h à 14 h. Tél : 01 44 41 97 50. Fax : 01 44 41 97 51 ou 01 44 41 97 96
- La médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie - 30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris. Du mardi au dimanche (jours fériés compris), de 12 h à 20 h. Tél : 01 40 05 76 76.
- Sources d'Europe, centre d'information sur l'Europe, propose un large éventail d'activités (médiathèque et salle d'actualités, conférences, colloques, séminaires, expositions, boutiques et une librairie). Le Socle de la Grande Arche, 92054, Paris La Défense. Téléphone : 01 41 25 12 12 . Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 18 h. Entrée libre.

Pour accéder à certaines de ces bibliothèques, une autorisation est nécessaire. Se munir de sa carte d'étudiant-e et d'une lettre de son/sa directeur/trice de recherche (à solliciter au secrétariat du troisième cycle de l'IEE).

LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE SUR LA TOILE

UNION EUROPEENNE

EUROPA : europa.eu.int/

Serveur multilingue (toutes les langues de l'Union) qui propose des informations, divisées en plusieurs rubriques, et donne un accès direct aux sites de toutes les institutions de l'UE : Commission européenne, Cour de justice des Communautés européennes, Parlement, Cour des comptes, Banque européenne d'investissement, Comité économique et social, Comité des régions, Institut monétaire européen.

Depuis quelques mois - lien avec le site officiel de l'Euro et la page Internet *On travaille sur l'euro*, éditée par la Commission européenne.

Rubriques

Actualités : communiqués officiels de toutes les institutions européennes, événements, statistiques, publications.

Institutions : présentation des institutions, accès direct à l'institution de votre choix.

Abc : réponses simples à des questions clés, y compris où et comment trouver la documentation dont vous avez besoin.

Politiques : informations sur les activités de l'UE dans les domaines économique, social, de la sécurité, de la politique étrangère, de la justice, des affaires internationales.

Quoi de neuf ? : les dernières données en date (calendrier des activités, dossiers de presse, documents qui viennent d'être publiés, etc.).

PARLEMENT EUROPEEN : <http://www.europarl.eu.int>

Présentation multilingue de l'Union, de ses attributions, service de presse, informations pratiques, documentation, liens vers autres sites (Commission, *Journal officiel*, etc.)

Index alphabétique par sujet. Informations pratiques sur le Parlement (procédure budgétaire, documents de travail, groupes parlementaires, etc.)

Rubriques

Quoi de neuf ? : derniers communiqués, conférences, conclusions, présentation des partis représentés, etc.

État et évolution de l'Union : le Parlement et les autres institutions ; les États membres ; cartes géographiques et statistiques.

Service de presse : informations générales, agenda, sessions, accès direct aux services de presse de la Commission et du Conseil.

Documentation et études : les grands dossiers (procédure budgétaire, lutte contre la drogue, etc.)

Les citoyens et l'Union : concours, propositions de stages.

COMMISSION EUROPÉENNE (accès par EUROPA)

Liens avec les sites suivants :

DG XII (Science, recherche, et développement) et **DG XIII** (Télécommunications, marché de l'information et valorisation de la recherche) : leurs missions, programmes de travail pour l'année en cours, activités, événements, archives.

Eurostat (Office statistique des Communautés européennes) : site trilingue (français, anglais et allemand) propose des *Publications et des indicateurs statistiques de l'UE* (économie et finances, population, industrie, agriculture, commerce, services, etc).

Sources d'Europe : <http://www.france.diplomatie.fr/frmonde/sources/>:

Afin de mettre l'information communautaire à la disposition du grand public et des relais, le gouvernement français et la Commission européenne ont fondé, en 1992, le Centre d'information sur l'Europe *Sources d'Europe*. Son site officiel en France propose des informations générales sur le Centre et sur toutes ses activités.

CONSEIL DE L'EUROPE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE : <http://stars.coe.int/>

Aperçu historique, rôle, structure, fonctionnement, méthodes de travail, regards sur la construction européenne.

Communiqués de presse récents

Lien avec le site *Les Européens* - magazine électronique de l'ACPE.

Les éditions du conseil de l'Europe : <http://book.coe.int/>

Consultation et possibilité d'achat de livres édités par le Conseil sur toutes les problématiques de l'UE. Sélection du meilleur livre du mois.

COOPÉRATION CULTURELLE EUROPÉENNE : <http://culture.coe.int/>

Site édité par la direction de l'enseignement, de la culture et du sport du Conseil de l'Europe. Index : culture, éducation, enseignement supérieur, patrimoine culturel, sport, langues.

Très bonne sélection des textes de référence, et des meilleurs sites culturels (UNESCO, Conseil international des monuments et des sites, AGORA - serveur pour l'éducation, etc.).

ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

OSCE : <http://www.fsk.ethz.ch/osce>

Site édité par le Centre de recherche sur la politique de sécurité et la polémologie de Zurich. Informations sur la nature et le rôle de l'OSCE, sur le président actuel, les participants, documentation de base des organes de l'OSCE, etc.

FRANCOPHONIE

AGENCE DE LA FRANCOPHONIE (ACCT) : www.francophonie.org/

Présentation institutionnelle. Liens avec d'autres sites de la francophonie

AGENCE FRANCOPHONE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE (AUPELF-UREF) : www.refer.cq.ca/AUPELF.html

Pages des centres SYFED (système francophone d'édition et de diffusion), présentation des missions de l'agence, de sa carte d'identité, de son actualité, communiqués de presse, etc.

REFER (RÉSEAU ÉLECTRONIQUE FRANCOPHONE) : www.refer.org/

Présentation des institutions et des pays (consulter la liste géographique sur la page d'accueil) de la francophonie, recherche scientifique francophone.

Liens avec d'autres sites ayant pour sujet la francophonie.

Autre lien avec Avenir de la langue française (association loi de 1901) comportant de nombreux liens hypertextes pour approfondir le sujet : institutions, parlements, etc.

Des informations précieuses sur une vingtaine de pays de la francophonie : données historiques, économiques, géographiques, politiques, etc. Consulter la liste géographique sur la page d'accueil.

TV5 : www.tv5.org/

Site de la télévision francophone. Adresses électroniques de tous les services de la chaîne sur les 5 continents. Fiches pédagogiques pour l'enseignement du français.

Carnet d'adresses Internet très étoffé (institutions de la francophonie, télévisions partenaires, radios, etc.).

INTERNATIONAL

ONU : www.unsystem.org/

Répertoire officiel des sites des organismes du système des Nations unies. Annuaire de l'ONU et adresses d'autres organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), G7, Organisation du traité de l'Atlantique du nord (OTAN), etc.

Index de recherche sur tout le système des Nations unies.

CIA : www.odci.gov/cia/

Site officiel de la CIA. Informations économiques, politiques, stratégiques, démographiques et géographiques sur les zones de conflit et de tensions.

Dans la rubrique Factbook

Informations récentes sur tous les pays du globe (économie, politique, démographie, géographie, défense, culture). Statistiques économiques et liste des gouvernements et des chefs d'Etat.

LE MONDE DIPLOMATIQUE : <http://www.monde-diplomatique.fr/>

Le site du *Monde diplomatique*, qui permet la consultation de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, est devenu une référence. Il propose également des débats, une liste de colloques ainsi qu'un éventail de revues. Des dossiers thématiques offrent une sélection d'articles et de sites, affichant la manière de voir l'actualité du mensuel. Ces dossiers, ainsi que les sommaires des publications du *Monde diplomatique*, peuvent être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Hébergé, par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le site du *Monde diplomatique* est également accessible par Minitel : **3615 ALTERN*DIPLO** (1,29 F/min).

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**RADIO FREE EUROPE : <http://www.rferl.org/>**

Site officiel de la radio Free Europe. Transcription des nouvelles et des reportages en provenance des pays de l'Est et des ex-Républiques soviétiques.

CENTRAL EUROPE ONLINE : <http://www.centraleurope.com/>

Site en anglais qui propose des dépêches d'actualité et des informations de tout genre (y compris culturelles) sur les PECO.

DIVERS**ETATS MEMBRES DE L'UNION :**

http://www.yahoo.fr/Exploration_geographique/Zones_regionales/Europe/Union_europeenne/Pays

Site de découverte. Index par pays. Informations économiques, géographiques, culturelles, etc.

L'EUROPE : <http://hcsp.com/europe>

Site d'information très utile qui comporte des dizaines de liens avec d'autres sites «européens» et une liste de sources documentaires.

EURO-ECO : <http://www.euro-eco.com/>

Ce site a pour vocation de présenter les institutions politiques et économiques européennes et plus particulièrement celles chargées de la mise

en oeuvre des politiques régionales. Fiches exhaustives sur toutes les régions françaises.

ART/CULTURE : Art in Europe : [http : //www.artineurope.com/](http://www.artineurope.com/)

Agenda (en anglais) des grands événements culturels en Europe (festivals, expositions).

BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS MITTERRAND : www.bnf.fr/

Expositions virtuelles, actualité culturelle (expositions, colloques, conférences, publications), catalogues.

Liens avec d'autres bibliothèques, françaises ou étrangères et avec les centres culturels de Paris : Institut national de l'audiovisuel (INA), Louvre, etc.

YAHOO (yahoo.fr) et ALTAVISTA (Altavista.com) :

Outils de recherche (par mots-clés) essentiels sur Internet.

LES REVUES DE L'IEE

Le FIL D'ARIANE

Le *Fil d'Ariane* fonctionne à la fois comme revue et comme éditeur.

Directeur de la publication : **Bernard Cassen**

Rédactrice en chef : **Mireille Azzoug**

Des numéros autonomes, pour lesquels *Le Fil d'Ariane* fonctionne comme éditeur, sont publiés sous la direction d'un responsable de la publication.

Les numéros produits sont en général thématiques (actes de colloques, de cycles de conférences, ou travaux des équipes de recherche et groupes de réflexion liés aux programmes européens).

Le *Fil d'Ariane* a publié jusqu'ici :

- (1991) : «L'Allemagne après l'unification» (Jacques Le Rider dir.)
- (1993) : Dossier «L'Europe du Nord et l'après-Maastricht» (Jean-Claude BOYER dir.). Actes du cycle Jean-Monnet «Les Douze et l'après-Maastricht». Une série de contributions prononcées dans le séminaire «Les réseaux européens» de la formation doctorale de l'IEE.
- (1994) : «Les pouvoirs locaux en Europe» (AZZOUG et Jean-Claude BOYER dir.). Actes du Cycles Jean-Monnet consacré aux pouvoirs locaux, coordonné par Jean-Claude Boyer.
- Numéro spécial (1996) : «Hommage à Philippe Soulez» (rassemblant les hommages prononcés lors des Journées Otto Neurath, organisées à sa mémoire, en octobre 1995, ainsi qu'une sélection d'articles inédits de Philippe Soulez (Mireille AZZOUG et Antonia SOULEZ dir.).
- Numéro spécial (1997) : «Les représentations du passé», Renaud Zuppinger dir. (travaux du groupe de recherches «Systèmes culturels et esthétiques en Europe» (SCEE) dirigé par Renaud Zuppinger).
- (1998) : «L'Europe et la mer» (Mireille AZZOUG et Jean-Claude BOYER dir.). Actes du cycle de conférences Jean-Monnet du même nom, coordonné par Jean-Claude Boyer.
- Numéro spécial (1999) : «Le statut juridique des femmes : politique, citoyenneté, travail, famille, dans l'Union européenne», Mireille AZZOUG et de Francine DEMICHEL dir. (travaux du groupe de recherches lié au module pilote SOCRATES «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», coordonné par Mireille Azzoug et Francine Demichel). Une version en anglais est également disponible : «The Legal Status of Women in the European Union : Politics, Citizenship, Labour, Family».

- (1999) : Hommage à Ivan Djuric (Mireille AZZOUG et de Michelle AMZAL-LAG dir.).
 - (2000) : *Identité et dialogues des cultures*, en hommage à Bernard Piniau (Anne-Marie AUTISSIER et Mireille AZZOUG dir.).
 - (2000) Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne (Jean-Claude BOYER dir.).
 - (2000) : «Lire L'Europe : Identité, responsabilité, liberté». Numéro spécial (Mireille AZZOUG dir.) rassemblant des articles des étudiants du cours «Lire L'Europe».
 - (2001) : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France» (Mireille Azzoug *et al* dir.), actes du colloque du même nom des 21 et 22 novembre 2000.
 - (2002) : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe» (Mireille AZZOUG dir.), actes du colloque du même nom des 15, 16 et 17 novembre 2001.
 - (2002) : «Les femmes dans l'espace public» (Christiane VEAUUVY dir.), actes du séminaire «Femmes, espace public et État-nation en France et en Italie, XIXe-XXe siècles» (EHESS et Maison des sciences de l'homme), hiver 2002. Ce numéro, revue et augmenté, a fait l'objet d'une publication sous forme de livre, sous le titre *Les femmes dans l'espace public. Itinéraires français et italien*, en coédité par La maison des sciences de l'homme/Le Fil d'Ariane, Paris, 2004.
- Par ailleurs, *Le Fil d'Ariane* édite des manuels ou photocopiés
- (2000) : «Écrire, rédiger en français», Mireille AZZOUG.

CULTURE EUROPE INTERNATIONALE

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE DES PROFESSIONNELS
DE L'ART ET DU MANAGEMENT CULTUREL

Coordination éditoriale :

Anne-Marie Autissier et François Roche

Une revue au carrefour de l'actualité culturelle européenne

Diffusée en France et en Europe à 3000 exemplaires, *Culture Europe* est une revue/revue de presse française trimestrielle consacrée aux pratiques et politiques culturelles en Europe et aux expériences de coopération culturelle à travers le continent et au-delà. Parution de trente-deux à trente-six pages, elle traite des dossiers thématiques confiés à des spécialistes européens, dont les membres de son comité éditorial : «Culture et démocratie», «Architectures», «Le Portugal», «L'Allemagne», «Le dialogue culturel euro-asiatique», «Régions et communes»,

«Villes, Éducation, Culture», «La Hongrie», «Musique(s)», «Populismes de droite, extrême-droite et culture». Une revue de presse européenne accompagne le dossier.

Culture Europe bénéficie du soutien du ministère français de la Culture et de la communication (DAI) et de l'Institut d'études européennes. Les étudiant-e-s de l'Institut, dont un quart sont, chaque année, d'origine européenne, collaborent à la revue, sous forme de rédaction ou de traduction d'articles.

Parmi ses partenaires, *Culture Europe* compte la Fondation européenne de la culture, l'association ECUMEST, le Collège européen de Coopération culturelle, France Culture, la Maison de l'Europe de Paris (avec laquelle elle organise régulièrement des Cafés littéraires européens, avec le concours d'étudiant-e-s de l'IEE).

Au sommaire des prochains numéros de 2003 : «Elargissement et spectacle vivant» (n° 39), «Pologne» (n° 40), «Aux frontières orientales de l'Union européenne» (n° 41), «Culture et développement durable» (n° 42), «Europe/monde, l'enjeu de la diversité culturelle» (n° 43).

Membres du comité éditorial de *Culture Europe* :

Annie Blasco, responsable des programmes européens au CIEP (Centre international d'Etudes pédagogiques)

Jean-Michel Boissier, journaliste

Manuel Maria Carrilho, philosophe, ancien ministre de la Culture du Portugal
Chantal Collet-Dumond, directrice du Centre culturel de Rencontre de l'Abbaye royale de Fontevraud

Jean-Michel Djian, journaliste et universitaire, fondateur de *Culture Europe*

Alfred Grosser, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris et président du CIRAC

Louis-François Larnaud, universitaire, expert des politiques culturelles européennes

Alain Lombard, Commissaire général des Années France-Chine

Lluis Pascual, metteur en scène

Benoît Paumier, chef du département des Affaires internationales au ministère de la Culture et de la communication

Kirill Razlogov, Directeur de l'Institut russe de recherche sur la Culture,

Raymond Weber, premier conseiller du gouvernement luxembourgeois et professeur au Collège d'Europe à Bruges

Renaud Zuppinger, professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8

Abonnements :

CULTURE EUROPE. Service abonnements. :
2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis cedex

SEPTIÈME PARTIE

ANNEXES

TEXTES OFFICIELS RÉGISSANT LES ÉTUDES DOCTORALES

Arrêté du 25 avril 2002 (NOR : MENS0200984A)

Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la recherche et le ministre délégué à la santé,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret no 84-573 du 5 juillet 1984 modifié relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret no 84-932 du 17 octobre 1984 modifié relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret no 85-906 du 23 août 1985 modifié fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur, modifié par le décret no 99-820 du 16 septembre 1999 ;

Vu le décret no 93-538 du 27 mars 1993 modifié relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes nationaux de l'enseignement supérieur, modifié par le décret no 99-819 du 16 septembre 1999 ;

Vu le décret no 99-747 du 30 août 1999 relatif à la création du grade de master, modifié par le décret no 2002-480 du 8 avril 2002 ;

Vu le décret no 2002-481 du 8 avril 2002 relatif aux grades et titres universitaires et aux diplômes nationaux ;

Vu le décret no 2002-482 du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 4 février 2002,

Arrêtent :

TITRE PREMIER : Dispositions générales.

Article premier. – Les études doctorales sont organisées au sein des écoles doctorales conformément aux dispositions du présent arrêté. Elles sont une formation à et par la recherche qui peut être accomplie en formation initiale ou continue.

Elles conduisent :

– dans une première phase, à un diplôme d'études approfondies (DEA) ou à un master recherche ;

– dans une seconde phase, au doctorat, après soutenance d'une thèse.

Art. 2 – La préparation du DEA s'effectue en un an et celle du doctorat en trois ans. Un délai supplémentaire peut être accordé à titre dérogatoire par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale et, pour les doctorants, avis du directeur de thèse, sur demande motivée du candidat, notamment pour les étudiants ayant un mandat électif dans les conseils d'université et de composantes. Les candidats exerçant une activité professionnelle régulière,

sur production d'une attestation de leur employeur, et les femmes ayant eu un enfant pendant la période de formation bénéficient de droit d'une dérogation pour une durée qui ne peut être inférieure à un an.

La liste des bénéficiaires de dérogation est présentée chaque année au conseil scientifique

Art. 3 – Art. 3. - Le volume des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués, suivis par l'étudiant, est compris entre 125 et 250 heures réparties sur le cycle d'études doctorales. Il ne peut dépasser 160 heures pour la préparation du DEA. Il en est de même pour la période correspondante du master recherche.

(...)

TITRE II – DEA et Master de recherche

Art. 4 – La première phase des études doctorales a pour objet d'initier les étudiants à la recherche et de confirmer leur aptitude à cette activité. Elle est sanctionnée par le DEA ou le diplôme de master recherche qui porte la mention des champs disciplinaires concernés.

Les étudiants s'initient aux techniques de recherche par des stages effectués notamment en laboratoire, par des travaux sur documents ou par des enquêtes sur le terrain.

Art. 5– [...] Les masters recherche sont préparés et délivrés dans les conditions définies par l'arrêté du 25 avril 2002 susvisé.

Art. 6 – Le DEA ou le master recherche est délivré par un jury après évaluation des connaissances du candidat et de son aptitude à la recherche.

A cette fin, le contrôle des connaissances doit, notamment, comporter la soutenance d'un mémoire devant un collège comprenant au moins deux enseignants-chercheurs habilités à diriger des recherches ou des enseignants appartenant à une des catégories visées à l'article 11.

L'avis du ou des responsables de stage est pris en compte en tant qu'élément d'appréciation pour la délivrance du diplôme

TITRE III – Doctorat

(...)

Art. 8 - Pour s'inscrire en doctorat, l'étudiant doit être titulaire d'un diplôme d'études approfondies ou d'un master recherche. Si cette condition de diplôme n'est pas remplie, le chef d'établissement peut, par dérogation, inscrire en doctorat un candidat titulaire du grade de master. Une dérogation peut également être accordée à des étudiants ayant effectué à l'étranger des études de niveau équivalent ou à des étudiants bénéficiant de la validation des acquis de l'expérience. La liste des bénéficiaires de dérogation est présentée chaque année au conseil de l'école doctorale et au conseil scientifique.

L'autorisation d'inscription au doctorat et les dérogations aux conditions de diplôme sont données par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale après avis du directeur de thèse.

L'inscription doit être renouvelée au début de chaque année universitaire.

En vue de son inscription, le candidat dépose auprès du directeur de l'école doctorale une proposition de sujet de recherche visée par le directeur de thèse.

Le sujet de thèse est arrêté sous la responsabilité du ou des chefs d'établissement, après avis du directeur de l'école doctorale sur proposition du directeur de thèse.

Lors de la première inscription en doctorat, la charte des thèses est signée par le doctorant, son directeur de thèse, le directeur de l'école doctorale et le responsable de l'unité ou de l'équipe d'accueil.

Art. 9 - Les doctorants effectuent leurs travaux individuellement ou collectivement sous le contrôle et la responsabilité de leur directeur de thèse.

Ils participent aux formations, enseignements, séminaires et stages prévus par l'école doctorale.

Ils sont intégrés dans une unité ou une équipe de recherche de l'école doctorale.

(...)

Art. 10 - L'autorisation de présenter en soutenance une thèse est accordée par le chef d'établissement, après avis du directeur de l'école doctorale, sur proposition du directeur de thèse.

Les travaux du candidat sont préalablement examinés par au moins deux rapporteurs habilités à diriger des recherches ou appartenant à une des catégories visées à l'article 11, désignés par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse.

Les rapporteurs doivent être extérieurs à l'école doctorale et à l'établissement du candidat.

Il peut être fait appel à des rapporteurs appartenant à des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche étrangers.

Les rapporteurs font connaître leur avis par des rapports écrits sur la base desquels le chef d'établissement autorise la soutenance, sur avis du directeur de l'école doctorale. Ces rapports sont communiqués au jury et au candidat avant la soutenance.

Art. 11 - Les fonctions de directeur de thèse peuvent être exercées :

– par les professeurs et assimilés au sens des dispositions relatives à la désignation des membres du Conseil national des universités ou par des enseignants de rang équivalent qui ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale ;

– par les personnels des établissements publics et fondations de recherche habilités à diriger des recherches ou docteur d'État ;

– par d'autres personnalités choisies en raison de leur compétence scientifique par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale et après avis du conseil scientifique de l'établissement.

Art. 12 - Le jury de soutenance est désigné par le chef d'établissement sur avis du directeur de l'école doctorale et du directeur de thèse. Il comprend entre trois et six membres dont le directeur de thèse. Il est composé d'au moins un tiers de personnalités françaises ou étrangères, extérieures à l'école doctorale et à l'établissement d'inscription du candidat et choisies en raison de leur compétence scientifique.

Lorsque plusieurs établissements s'accordent pour délivrer conjointement le doctorat, le jury est désigné conjointement par les chefs des établissements concernés.

La moitié du jury au moins doit être composée de professeurs ou assimilés au sens des dispositions relatives à la désignation des membres du Conseil national des universités ou d'enseignants de rang équivalent qui ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale.

Les membres du jury désignent parmi eux un président et, le cas échéant, un rapporteur. Le président doit être un professeur ou assimilé ou un enseignant de rang équivalent au sens de l'alinéa précédent. Le directeur de thèse ne peut être choisi ni comme rapporteur ni comme président du jury.

Art. 13 - La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre tout à fait exceptionnel par le chef d'établissement si le sujet de la thèse présente un caractère confidentiel avéré.

Avant la soutenance, le résumé de la thèse est diffusé à l'intérieur de l'établissement. Après la soutenance, une diffusion de la thèse est assurée au sein de l'ensemble de la communauté universitaire.

Pour conférer le diplôme de docteur, le jury porte un jugement sur les travaux du candidat, sur son aptitude à les situer dans leur contexte scientifique et sur ses qualités générales d'exposition.

Lorsque les travaux de recherche résultent d'une contribution collective, la part personnelle de chaque candidat est appréciée par un mémoire qu'il rédige et présente individuellement au jury.

L'admission ou l'ajournement est prononcé après délibération du jury.

Le président établit un rapport de soutenance, contresigné par l'ensemble des membres du jury. Ce rapport peut indiquer l'une des mentions suivantes : honorable, très honorable, très honorable avec félicitations. Le rapport de soutenance est communiqué au candidat.

Art. 14 - Le diplôme de docteur est délivré par le ou les chefs d'établissement sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse.

Sur le diplôme de docteur délivré, figure le sceau de l'établissement ou des établissements qui délivrent le doctorat conformément aux dispositions de l'article 12. Y figurent également une indication de spécialité ou de discipline, le titre de la thèse ou l'intitulé des principaux travaux, les noms et titres des membres du jury.

Art. 15 - L'obtention du diplôme de docteur confère le grade de docteur.

TITRE IV – Écoles doctorales

Art. 16 – Les écoles doctorales rassemblent des équipes de recherche reconnues autour d'un projet de formation qui s'inscrit dans la politique scientifique de l'établissement ou, le cas échéant, des établissements associés. Elles sont dirigées par un directeur assisté d'un conseil.

Les écoles doctorales sont accréditées, après évaluation, par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire dans le cadre du contrat d'établissement, lorsqu'il existe, et, au maximum, pour la durée de ce dernier. En l'absence de contrat, cette durée ne peut être supérieure à quatre ans.

Elles offrent à leurs étudiants :

- un encadrement scientifique assuré par les unités ou les équipes de recherche reconnues ;
- les formations utiles à la conduite de leur projet de recherche et à l'élaboration de leur projet professionnel ;
- une ouverture internationale ;
- la possibilité de faire un stage en milieu professionnel ;
- le suivi de l'insertion.

Elles peuvent attribuer aux étudiants des aides financières dans les conditions prévues à l'article 19.

L'admission aux formations dispensées en école doctorale et débouchant sur le DEA ou le master recherche est subordonnée à l'obtention d'une maîtrise ou au bénéfice de la validation d'un niveau reconnu équivalent ou d'acquis liés à l'expérience et aux travaux personnels des candidats. Elle est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale.

Art. 17 – Chaque école doctorale appartient à titre principal à une université ou à un établissement habilité à délivrer le doctorat.

Plusieurs établissements publics d'enseignement supérieur, autorisés à délivrer seul ou conjointement le doctorat, peuvent demander conjointement l'accréditation d'une école doctorale. Sauf exception scientifiquement motivée, ces établissements doivent être localisés sur un même site.

Par convention, d'autres établissements d'enseignement supérieur peuvent être partenaires des écoles doctorales accréditées, en assurant des enseignements au sein de ces écoles doctorales et en accueillant dans leurs laboratoires des étudiants en formation. La liste de ces établissements figure dans la demande d'accréditation.

Un annuaire des écoles doctorales accréditées et des diplômes habilités est mis à jour tous les ans.

Art. 18 – Le directeur de l'école doctorale est désigné après avis du conseil scientifique, sur proposition du chef d'établissement. Il est choisi parmi les professeurs et assimilés au sens des dispositions relatives à la désignation des membres du Conseil national des universités ou parmi les enseignants de rang équivalent qui ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale, ou parmi les personnels des établissements publics et fondations de recherche habilités à diriger des recherches ou docteur d'État. Il est nommé par le chef d'établissement pour la durée de l'accréditation de l'école doctorale. Son mandat peut être renouvelé sans excéder huit ans.

Lorsqu'une école doctorale est commune à plusieurs établissements, les chefs d'établissement désignent conjointement le directeur dans les conditions définies par la convention qui les associe.

Le directeur de l'école doctorale met en œuvre le projet doctoral de l'école. Après consultation des directeurs de thèse concernés et des responsables des laboratoires dans lesquels les étudiants poursuivent leurs travaux de recherche, il fait au chef d'établissement des propositions relatives à l'attribution des bourses de DEA ou de master recherche ainsi que des allocations et bourses de recherche.

Le directeur présente chaque année un rapport d'activité de l'école doctorale et la liste des bénéficiaires des allocations de recherche et bourses devant le conseil de l'école doctorale puis le conseil scientifique de l'établissement.

Art. 19 – Le conseil de l'école doctorale se prononce sur les questions concernant l'école doctorale : son organisation, son fonctionnement pédagogique, la répartition des bourses de DEA et de master recherche, l'attribution des aides financières à la mobilité et des allocations de recherche ainsi que les modalités de choix des bénéficiaires des allocations et sur le dispositif de suivi des doctorants. Il veille au respect des principes de la charte des thèses de l'établissement.

Le conseil est composé de douze à vingt-quatre membres. Les deux tiers de ses membres sont des représentants des directeurs des unités ou responsables d'équipes de recherche, des responsables des DEA ou des masters recherche et des étudiants de l'école doctorale et, s'il y a lieu, un représentant des personnels ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers et de service. Les étudiants sont représentés par au moins un étudiant de DEA ou de master recherche et deux étudiants de doctorat, élus par les étudiants de l'école doctorale. Le dernier tiers du conseil est composé de membres extérieurs à l'école doctorale, choisis parmi des personnalités françaises et étrangères compétentes dans les domaines scientifiques et socio-économiques concernés.

Les membres du conseil autres que les étudiants sont désignés suivant des modalités adoptées par le conseil d'administration des établissements de rattachement de l'école doctorale. Le conseil de l'école doctorale se réunit au moins deux fois par an.

Art. 20 – L'arrêté du 30 mars 1992 modifié relatif aux études de troisième cycle est abrogé.

Art. 21 – La directrice de l'enseignement supérieur, la directrice de la recherche et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2002.

(J.O. Numéro 99 du 27 avril 2002)

TEXTE RELATIF A LA COTUTELLE DE THÈSE

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Arrêté du 6 janvier 2005 relatif à la cotutelle internationale de thèse

NOR:MENS0402905A

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.123-7, L.612-7, D.123-12, D.123-13 et D.123-14 ;

Vu le décret n° 2002-482 du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1985 relatif aux modalités de dépôt, signalement et reproduction des thèses ou travaux présentés en soutenance en vue du doctorat ;
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales ;
Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 15 novembre 2004,

Arrête :

Art. premier – Afin de conforter la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et de développer la coopération internationale, un établissement d'enseignement supérieur français autorisé à délivrer le doctorat peut conclure avec un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur étrangers, bénéficiant dans leur pays des mêmes prérogatives, une convention visant à organiser une cotutelle internationale de thèse dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2– La cotutelle internationale de thèse vise à conforter la dimension internationale des écoles doctorales, à favoriser la mobilité des doctorants dans des espaces scientifiques et culturels différents et à développer la coopération scientifique entre des équipes de recherche françaises et étrangères.

Art. 3 – La convention prévue à l'article 1er peut être soit une convention-cadre accompagnée, pour chaque thèse, d'une convention d'application, soit une convention conclue spécifiquement pour chaque thèse. Ces actes conventionnels doivent préciser le nom des établissements d'enseignement supérieur contractants et, pour chaque thèse, le nom de l'étudiant concerné et le sujet de la thèse.

Ils lient les établissements contractants sur la base d'un principe de réciprocité.

Les doctorats délivrés dans le cadre des dispositions du présent arrêté sont reconnus de plein droit en France. Les conventions doivent mentionner les formes de la reconnaissance dans le ou les autres pays

Art. 4 – Lorsque les règles applicables aux études doctorales dans les pays concernés comportent des aspects incompatibles entre eux, les établissements français sont autorisés à déroger aux dispositions de l'arrêté du 25 avril 2002 susvisé sur ces aspects particuliers, dans le respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par la convention.

Art. 5 – Les doctorants effectuent leurs travaux sous la responsabilité, dans chacun des pays concernés, d'un directeur de thèse qui s'engage à exercer pleinement ses fonctions d'encadrement en collaboration avec le ou les autres directeurs de thèse. Les directeurs de thèse et le doctorant signent la convention mentionnée à l'article 3 pour la thèse concernée

Art. 6– La préparation de la thèse s'effectue par périodes alternées entre les établissements intéressés selon un équilibre et des modalités définies dans la convention. Pour les périodes d'études effectuées en France et pour la soutenance, les doctorants bénéficient des dispositions prévues, à leur intention, par l'arrêté du 25 avril 2002 susvisé.

Art. 7– Les principes régissant la constitution du jury et la désignation de son président sont précisés par la convention. Le jury est composé sur la base d'une proportion équilibrée de membres de chaque établissement désignés conjointement

par les établissements contractants et comprend, en outre, des personnalités extérieures à ces établissements. Le nombre des membres du jury ne peut excéder huit.

Art. 8– La langue dans laquelle est rédigée la thèse est définie par la convention conclue entre les établissements contractants. Lorsque cette langue n'est pas le français, la rédaction est complétée par un résumé substantiel en langue française

Art. 9– La thèse donne lieu à une soutenance unique. Le président du jury établit un rapport de soutenance contresigné par les membres du jury.

Après soutenance de la thèse, les établissements contractants peuvent délivrer à l'étudiant :

- soit un diplôme de docteur qu'ils confèrent conjointement ;
- soit simultanément un diplôme de docteur de chacun d'entre eux.

Dans l'un comme dans l'autre cas :

Le ou les diplômes de docteur sont délivrés par les autorités académiques habilitées à le faire,

- sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse ;
- sur le ou les diplômes de docteur figurent une indication de spécialité ou de discipline, le titre de la thèse ou l'intitulé des principaux travaux, la mention de la cotutelle internationale, les noms et titres des membres du jury et la date de soutenance.

La convention prévoit les modalités d'exécution du présent article.

Art. 10– La convention précise également :

- les modalités d'inscription des doctorants ;
- les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans plusieurs établissements simultanément ;
- les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d'hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

Art. 11– Les modalités de protection du sujet, de dépôt, signalement et reproduction des thèses, ainsi que celles de la gestion des résultats de recherche communs aux laboratoires impliqués, de leur publication et de leur exploitation, sont arrêtées conformément aux législations spécifiques à chaque pays impliqué dans la préparation de la thèse et précisées par la convention.

Art. 12– L'arrêté du 18 janvier 1994 relatif à la création d'un dispositif de cotutelle de thèse entre établissements d'enseignement supérieur français et étrangers est abrogé.

Art. 13– Le directeur de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'enseignement supérieur,
J.-M. Monteil

INTERNETEURNEAURIOPEL

CULTURE

REVUE/REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE DES PROFESSIONNELS DE L'ART ET DE LA MÉDIATION CULTURELLE

Éditorial

Encore quelques semaines, et hop !, voilà notre Europe « de l'Ouest », à la fois audacieuse et peureuse, accueillant en son sein une partie de l'histoire de l'Est que beaucoup pensaient politiquement en jachère depuis la chute du Mur. Mais les pays baltes, la Hongrie, la Pologne ou la Slovaquie, pour ne citer que quelques-uns des « entrants », ont intégré une particularité qui échappe aux plus sceptiques des Européens de raison : depuis une décennie, ils n'ont cessé de faire du pragmatisme une arme obligée, pour s'en sortir.

me imaginatif
Cet état, com
ché les artis
des traces. I
turelle de le
lièrement r
Or les réa
mondialis
etc. Cert
ravageu
réelle c
avec le
chose
beso
pour
toir
de

Trimestriel édité par l'Association Culture Europe (Présidente : Anne-Marie Autissier), en collaboration et avec le soutien financier du Département au Développement et à l'Action internationale – ministère français de la culture et de la communication, de l'Institut d'études européennes de l'Université Paris-8.

Directeur de la publication : Jean-Michel Djian, professeur associé à l'Université Paris 8

Rédacteur en chef : François Roche, professeur associé à l'Université Lyon II

Coordinatrice éditoriale de ce numéro : Anne-Marie Autissier

Comité éditorial : Annie Blasco, responsable des programmes européens au CIEP (Centre international d'études pédagogiques) – Jean-Michel Boissier, rédacteur en chef, Éditions Atlas – Manuel Maria Carrilho, universitaire et ancien ministre de la Culture au Portugal – Chantal Collet-Dumont, ancien conseiller culturel à l'Ambassade France en Allemagne – Alfred Grosser, professeur émérite à Sciences Po et président du CIRAC – Louis-François Larnaud, secrétaire général du CEFRA – Alain Lombard, commissaire général des Années France-Chine – Benoît Paumier, chef du Département au Développement et à l'Action internationale du ministère de la Culture et de Communication – Krill Razlogov, directeur de l'Institut russe de recherche sur la culture – Raymond Weber, directeur de l'Agence luxembourgeoise de Coopération – Theodore Zeldin, professeur à l'Université d'Oxford – Renaud Zuppingier, professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8.

Secrétariat de rédaction et de diffusion : Sonia Rolland

Conception : Rampazzo & Associés

Réalisation : Marie Deniau

Flashage et impression : ExpressionsII

Abonnements : 4 numéros par an, 30,50 euros – 2 ans (8 numéros) : 53,40 euros. Tarif étudiant : 23 euros pour un an.

Service abonnements : Culture Europe International, 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis cedex; tél. : (33) 1 42 43 13 52 - Fax : 01 49 40 65 94.

DÉCENTRALISATION ET COOPÉRATION EUROPÉENNE

Par Anne-Marie Autissier
Institut d'études européennes de l'Université Paris-8
en collaboration avec Andreas Korb,
Cités-Unies France

Si la redistribution des responsabilités entre les collectivités territoriales génère des résultats disparates dans le secteur culturel polonais, la coopération décentralisée est en pleine effervescence

Le processus de décentralisation s'est engagé en 1990 en Pologne. En cette année, une loi

juillet-août 2002). Pour tant, ces régions polonaises tardent à collaborer avec les autres échelons territoriaux dans un pays où la pratique des partenariats sur projet fait pas partie des traditions. Les organismes culturels ont, quant à eux, manifesté leur inquiétude face à la nouvelle organisation. Le dynamisme des com-

LE SITE INTERNET DE L'INSTITUT

L'Institut d'études européennes dispose d'un **site Internet** qui donne un aperçu de l'ensemble des missions, vocations, caractéristiques et activités de l'Institut

Adresse : <http://iee.univ-paris8.fr>

Ainsi, sont présentées les **missions générales** de l'Institut :

- l'Institut et ses vocations ;
- son conseil d'administration et son comité de parrainage,
- ses enseignants ;
- les formations et diplômes assurés (avec une présentation succincte des objectifs, débouchés, conditions d'inscription ainsi que le cursus détaillé) ;
- les enseignements (liste et horaires des cours, résumé du contenu de chacun des cours (en français et anglais) ;
- la liste des mémoires et études de cas soutenus par les étudiants, sur un ensemble de problématiques et de stratégies, commerciales, socioéconomiques ou culturelles. Ces travaux et études sont consultables à la demande ;
- les résultats des formations : taux de succès et de placement ;
- ses stages et ses relations avec les milieux professionnels.

Les entreprises peuvent faire part à l'Institut de leurs **propositions de stage ou d'emploi** (par courrier électronique : iee@univ-paris8.fr).

Sont également présentées les **activités de recherche et la vie culturelle et scientifique** de l'Institut :

- ses équipes de recherche et son doctorat ;
- ses colloques, tables rondes, séminaires ;
- ses publications et revues ;
- ses actions européennes Jean-Monnet, ERASMUS, SOCRATES ;
- ses relations internationales et ses échanges avec les universités et institutions étrangères ;
- ses collaborations institutionnelles ;
- ses associations ;
- un forum permet de dialoguer ;
- une base de données des centres et sources documentaires sur l'Europe, établissant des liens avec un réseau de sites Internet sélectionnés.

NOTES PERSONNELLES

LE MONDE

diplomatique

Comprendre l'environnement international.
Anticiper l'événement.

Chaque mois, un **panorama**
complet de la vie internationale

- Des radiographies de tous les pays
- Une autre manière d'aborder l'économie et la finance
- Les nouvelles données de l'équilibre mondial
- Sociétés en mouvement et mutations culturelles
- Les grandes négociations internationales

ABONNEZ-VOUS... OU ABONNEZ UN AMI!

- Vous contribuez activement à l'indépendance du journal
- Vous êtes assurés de ne manquer aucune information importante
- Vous profitez d'une économie par rapport à l'achat au numéro

Abonnements : B1209, 60732 Sainte-Geneviève cedex, France
Bulletin d'abonnement disponible dans le journal.

	1 AN	2 ANS
FRANCE (y compris DOM TOM)	40 euros 249,26 F	73 euros 459,17 F
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif : France métropolitaine uniquement)	35 euros	59 euros
ÉTRANGER		
<i>Voie normale</i> (y compris Union européenne par avion)	48 euros	89 euros
<i>Voie aérienne</i> Canada et États-Unis	55 euros	102 euros
Afrique, Proche et Moyen-Orient, autre Europe	53 euros	99 euros
DOM	52 euros	97 euros
Reste du monde, Asie, Océanie, Amérique centrale et du Sud	69 euros	131 euros
TOM	64,50 euros	121 euros

Directrice de la publication :
Mireille Azzoug

Réalisation :
Mireille Azzoug

Impression :
Espace Plan Technocopie
5-7, rue Houdart - BP 23
95700 Roissy-en-France

© *Le Fil d'Ariane*
ISSN : 1241-7084
Dépôt légal : 3ème trimestre 2007